



SERVICES PUBLICS OU FORTUNES PRIVÉES ?

Quand les multinationales et les grandes fortunes ne payent pas leur juste part d'impôt, elles privent les États de ressources pour financer les services publics essentiels, comme la santé ou l'éducation. Les gouvernements doivent agir contre les inégalités avec des mesures de justice fiscale.

Notre économie est défailante : des centaines de millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté alors que d'immenses richesses sont concentrées dans les mains d'une minorité.

Le nombre de milliardaires a doublé depuis la crise financière et leur fortune augmente chaque jour de 2,5 milliards de dollars. Or, les élites fortunées et les grandes entreprises bénéficient des taux d'imposition les plus bas de ces dernières décennies. Les coûts humains (des enfants sans enseignant-e-s, des cliniques sans médicaments) sont considérables et ce sont les plus pauvres qui en payent le prix. Les femmes en souffrent particulièrement, contraintes de combler des services publics insuffisants par de nombreuses heures de travail de soin non rémunéré.

Nous devons transformer nos économies pour garantir l'universalité de l'accès à la santé, à l'éducation et à d'autres services publics. Pour cela, les entreprises et les plus riches doivent payer leur juste part d'impôts. Cela permettra de réduire considérablement l'écart entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes.

Le présent document a été rédigé par Max Lawson, Man-Kwun Chan, Francesca Rhodes, Anam Parvez-Butt, Anna Marriott, Ellen Ehmke, Didier Jacobs, Julie Seghers, Jaime Atienza et Rebecca Gowland. Oxfam remercie Elizabeth Njambi, Charlotte Becker, Anna Ratcliff, Jon Slater, Ana Arendar, Patricia Espinoza Revollo, Irene Guijt, Franziska Mager, Iñigo Macías Aymar, Kira Boe, Katie Malouf Bous, Katharina Down, Nabil Ahmed, Matthew Spencer, Oliver Pearce et Susana Ruiz pour leur aide dans la création de ce document. Les auteur-e-s expriment leur gratitude à l'éventail d'experts qui ont généreusement offert leur contribution : Arjun Jayadev, Liepollo Lebohang Pheko, Deborah Hardoon, Gabriel Zucman, Debbie Budlender, Kate Pickett, Stephen Kidd, Patrick Asuming, Matthew Martin, Jonathan Ostry, Karin Stenberg et Danny Dorling. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse. Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-369-9 en janvier 2019. DOI : 10.21201/2019.3651.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Legrand ; Jérôme Richard) et relu par Pauline Leclère, Barbara Scottu et Julia Zahreddine.

Photo de couverture : Judith est enseignante dans une école de la province de l'Équateur, en République démocratique du Congo. Le directeur de l'école est mort du virus Ébola et par mesure de précaution, Judith est restée en quarantaine pendant 21 jours. À la fin de sa période d'isolement, Oxfam l'a aidée à réintégrer sa communauté. Oxfam a également soutenu l'école en fournissant des stations de lavage des mains, une campagne de promotion de la santé afin de mettre à mal la désinformation, ainsi qu'une zone de repos pour les écoliers et le personnel qui ne se sentent pas bien. Photo : Alain Niking/Oxfam

TABLE DE MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| Avant-propos | 4 |
| Résumé | 8 |
| Principales recommandations | 9 |
| Les services publics doivent l'emporter sur les fortunes privées | 10 |
| La fracture qui menace de nous déchirer | 15 |
| Le rôle décisif des services publics pour lutter contre les inégalités | 18 |
| Choisir les services publics, et non les fortunes privées | 28 |
| 1 Les inégalités échappent à tout contrôle | 30 |
| Nos dirigeants ne font rien pour combler l'écart croissant entre les riches et les pauvres | 31 |
| Encore une année exceptionnelle pour les milliardaires | 31 |
| Une mauvaise année pour la réduction de la pauvreté | 33 |
| L'importance du fossé entre les riches et les pauvres | 35 |
| 2 Inégalités économiques et inégalités entre les femmes et les hommes | 39 |
| Les politiques économiques et leur impact sur les femmes et les hommes | 40 |
| Travail de soin non rémunéré et inégalités | 42 |
| 3 Le rôle des services publics et de la protection sociale dans la lutte contre les inégalités | 47 |
| Administrer un miracle au quotidien | 47 |
| Des progrès, bien que fragmentés et inégaux | 49 |
| Des services publics de piètre qualité exacerbent les inégalités dans de nombreux pays | 50 |
| Rôle des services publics et de la protection sociale dans la réduction des inégalités | 52 |
| Quels types de services publics et de protection sociale sont les plus efficaces pour réduire les inégalités ? | 56 |
| 4 Financement de la protection sociale et des services publics universels | 67 |
| Les entreprises et les particuliers les plus riches doivent payer leur juste part d'impôts | 68 |
| Lutter contre la corruption | 75 |
| Le rôle de l'aide internationale | 76 |
| La menace de la dette | 77 |
| 5 Lutter pour un monde plus juste | 79 |
| Notes | 82 |

AVANT-PROPOS

Nellie Kumambala, enseignante dans le secondaire, Lumbadzi, Malawi



J'ai toujours voulu être enseignante. Mon père, qui est décédé en 2015, a été toute sa vie professeur de mathématiques. C'est lui qui m'a inspiré et transmis cette envie. J'enseigne depuis 19 ans maintenant. Mes sœurs sont aussi dans l'enseignement. C'est dans nos gènes !

J'enseigne dans l'établissement secondaire communautaire de ma localité. Les élèves sont issu-e-s de familles très pauvres. Beaucoup parcourent de nombreux kilomètres, car il n'y a pas d'école à proximité. Beaucoup arrivent à l'école l'estomac vide, ce qui nuit à leur bon apprentissage. Dans notre école, nous manquons de manuels scolaires, les salles de classe sont délabrées, tout comme les supports pédagogiques. Tout passe par le partage.

Au cours de toutes ces années, j'ai vu tant de filles et de garçons qui ont grandi dans la pauvreté exceller à l'école. Je me souviens notamment de Chimwemwe Gabisa, qui était brillante en mathématiques, la meilleure élève que j'aie jamais eue. Elle a terminé le secondaire, mais n'a pas pu aller à l'université car cela coûtait trop cher.

Je suis déjà allée dans des écoles privées en ville, que les enfants des familles riches fréquentent. Les locaux sont irréprochables. Cela me semble injuste qu'il soit tellement plus difficile de bénéficier d'une bonne éducation dans les écoles publiques. Les enfants ne sont pratiquement pas soutenus dans leur apprentissage.

Ce rapport d'Oxfam m'a fait découvrir l'ampleur du fossé entre les riches et les pauvres dans ce monde, combien de richesses sont détenues par une poignée d'élites, alors que la grande majorité se partage si peu. Comment Dieu peut-il tolérer une telle injustice ? Je paie des impôts chaque mois sur mon maigre salaire. Je ne comprends pas pourquoi celles et ceux qui ont tout manquent à leurs obligations fiscales alors qu'elles sont censées participer au financement du développement.

Nous pourrions grandement améliorer notre école avec plus d'argent. Nous pourrions proposer des petits déjeuners et fournir des manuels scolaires à chaque élève. Nous pourrions répondre à leurs besoins fondamentaux, par exemple en leur fournissant des uniformes ou du matériel scolaire comme des cahiers d'exercice. Cela leur donnerait au moins une meilleure chance dans la vie. Ce serait formidable si nous pouvions leur offrir ça.

Nick Hanauer, entrepreneur et investisseur en capital-risque



Je suis un adepte du capitalisme. J'ai lancé ou financé 37 entreprises et j'étais même le premier investisseur étranger dans Amazon. L'enseignement le plus important que j'ai tiré de ces décennies d'expérience du capitalisme de marché, c'est que la moralité et la justice sont des prérequis essentiels pour la prospérité et la croissance économique. L'avidité est néfaste.

Mais presque chaque figure d'autorité (des économistes aux responsables politiques dans les médias) nous dit l'inverse. La crise des inégalités actuelle résulte directement de cet échec moral. Cette société exclusive et hautement inégalitaire qui se construit autour de l'extrême richesse d'une minorité peut paraître solide et inébranlable à l'heure actuelle, mais elle finira par s'effondrer. Les fourches finiront par sortir et le chaos qui s'en suivra n'épargnera personne, ni les riches comme moi, ni les plus pauvres qui sont déjà laissés-pour-compte.

Pour éviter cette crise majeure, nous devons planter un pieu dans le cœur du néolibéralisme qui récompense la cupidité aux dépens de notre avenir. Nous devons la remplacer par un nouveau cadre économique (Oxfam parle d'une « économie centrée sur l'humain ») qui reconnaît que la justice et l'inclusion ne sont pas les conséquences mais bien les racines de la prospérité économique.

Seule une société qui cherche à inclure l'ensemble de sa population dans l'économie peut fonctionner sur le long terme. Pour édifier une telle société, les plus riches doivent s'acquitter de leur juste part d'impôts. Pourtant, comme le démontre le rapport d'Oxfam de cette année, ils font tout le contraire. Pour les particuliers et les entreprises les plus riches, la tranche supérieure d'impôt est à son niveau le plus bas comparé à ces dernières décennies. Les niveaux record de fraude et d'évasion fiscales font que les super-riches paient encore moins d'impôts.

Il ne peut y avoir de justification morale à ce comportement, autre que le dogme néolibéral aujourd'hui discrédité, selon lequel le monde serait un meilleur endroit où vivre si chacun cultivait son propre égoïsme. Il n'y a pas non plus la moindre justification économique. En réalité, ce comportement est autodestructeur sur le plan économique, car les citoyens ordinaires qui participent à la prospérité de l'économie s'appauvrissent au profit de l'enrichissement des comptes bancaires des milliardaires. Je n'ai absolument aucun doute sur le fait que les plus riches dans notre société peuvent et doivent payer beaucoup plus d'impôts pour participer à l'édification d'une société plus égale et d'une économie plus prospère.

Si nos gouvernements taxaient équitablement les richesses, comme le recommande le rapport d'Oxfam, nous pourrions veiller à ce que chaque enfant ait toutes ses chances pour l'avenir. Nous pourrions nous assurer qu'aucune femme ni aucun homme ne craigne de tomber malade parce qu'il ou elle n'a pas

les moyens de payer ses frais médicaux, que ce soit en Inde ou dans mon propre pays, aux États-Unis. Nous pourrions (et devrions) utiliser ces richesses pour bâtir des économies et des sociétés plus égalitaires.

L'orthodoxie néolibérale nous enseigne actuellement que l'inclusion et la justice relèvent du luxe, que la santé et l'éducation doivent être laissées à la merci du libre marché, accessibles uniquement à celles et ceux qui en ont les moyens, et qu'une fiscalité toujours plus faible pour les plus riches stimule la croissance économique. Mais cette vision est erronée et rétrograde.

Au final, c'est notre humanité et non notre froideur, qui est véritablement source de croissance économique et d'une civilisation florissante. Cette transformation n'est pas seulement incontournable pour les militant-e-s et les universitaires, mais aussi pour nous toutes et tous, y compris pour chaque milliardaire. La question n'est pas de savoir si on peut se permettre de le faire, mais plutôt si on peut se permettre de *ne pas* le faire.

Gro Harlem Brundtland, membre fondateur de The Elders, directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé entre 1998 et 2003, première femme au poste de Premier ministre de Norvège.



Comme Oxfam le souligne depuis ces cinq dernières années, le niveau actuel des inégalités économiques n'est rien de moins qu'une catastrophe. Selon l'analyse d'Oxfam, 26 personnes possèdent à elles seules autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit 3,8 milliards de personnes, contre 44 l'année

dernière. Malgré l'émergence d'un consensus politique en faveur de la lutte contre les inégalités extrêmes et un objectif de développement durable dédié, il est grand temps de passer des paroles aux actes et de prendre des mesures concrètes.

L'excellent rapport d'Oxfam intitulé *Services publics ou fortunes privées ?* formule des recommandations pratiques qui permettraient à tous les pays de lutter contre les inégalités, notamment en développant des services publics gratuits et universels. Ce rapport porte sur le pouvoir sans précédent que les services publics comme l'éducation et la santé jouent dans l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités et la lutte contre les injustices entre les femmes et les hommes. Forte de mon expérience en tant que Premier ministre en Norvège et Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, j'apporte mon soutien inconditionnel à ce message.

Dans de nombreux pays, alors que celles et ceux qui ont de l'argent ont accès à une éducation et à des prestations de santé de qualité, des centaines de millions de citoyen-ne-s ordinaires sont privé-e-s de services de santé vitaux ou s'enlisent dans la pauvreté car les frais médicaux sont hors de leur portée. Cela impacte surtout les femmes et les enfants, qui ont grandement besoin de ces services mais pour qui l'accès aux ressources financières est le plus restreint.

Dans certains pays, des femmes pauvres et leurs bébés ont même été retenus dans des hôpitaux, car elles ne pouvaient pas régler leurs frais médicaux après leur accouchement.

La solution à ce problème est simple : des services publics universels délivrés gratuitement à la source. Hélas, de puissants intérêts politiques s'opposent souvent à cette méthode avérée de réduction des inégalités.

Lever ces obstacles et donner à toutes et tous l'accès à des services publics essentiels requiert de lourds investissements dans le financement public et le capital politique de la part des États et des leaders politiques. En plus de renforcer les indicateurs sociaux, d'accélérer la croissance économique et de réduire les inégalités, il s'agit également de choix politiques forts susceptibles de renforcer la cohésion sociale et d'apporter une contribution durable à l'avenir de l'humanité.

Le premier article de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. ». Sept décennies après son adoption, le présent rapport d'Oxfam rappelle ce principe avec conviction, mais rappelle aussi l'immense défi à relever pour joindre les actes à ce beau discours.

La lutte contre les inégalités reste l'une des problématiques les plus éprouvantes du monde. L'accès aux services publics universels est une solution avérée pour y parvenir. Nous devons désormais prendre des mesures contre les inégalités extrêmes afin de façonner un monde plus juste, plus sain et plus harmonieux pour toutes et tous, et pas seulement pour une minorité.

RÉSUMÉ

SERVICES PUBLICS OU FORTUNES PRIVÉES ?

LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES DANS LE MONDE A AUGMENTÉ DE 900 MILLIARDS DE DOLLARS RIEN QUE L'AN DERNIER, SOIT :

2,5 MILLIARDS DE DOLLARS PAR JOUR¹



L'EXTRÊME PAUVRETÉ S'INTENSIFIE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Ces nouvelles données montrent également que l'extrême pauvreté handicape 3,4 milliards de personnes (un peu moins de la moitié de la population mondiale), qui vivent avec moins de

5,50 DOLLARS PAR JOUR²



LES HOMMES DÉTIENNENT 50% DE RICHESSES EN PLUS QUE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES ACCUMULÉES PAR LES FEMMES³



UNE ÉTUDE RÉCENTE MENÉE DANS 13 PAYS EN DÉVELOPPEMENT A CONSTATÉ QUE LES DÉPENSES CONSACRÉES À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ REPRÉSENTAIENT 69 % DE LA RÉDUCTION TOTALE DES INÉGALITÉS⁴



UNE AUGMENTATION DE SEULEMENT 0,5 % DE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE DES 1 % LES PLUS RICHES PERMETTRAIT DE COLLECTER PLUS D'ARGENT QUE LE BUDGET NÉCESSAIRE :



Sources :

Forbes. (2018) ; Note méthodologique¹

Banque mondiale, (2018a)²

A. Shorrocks, J. Davies et R. Lluberas. (2018). World Wealth Report 2018³

N. Lustig. (2015)⁴

Note méthodologique, op cit.⁵

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Les États doivent écouter les citoyen-ne-s ordinaires et prendre des mesures pertinentes pour réduire les inégalités. Tous les États doivent **définir des objectifs et des plans d'action concrets assortis de délais pour réduire les inégalités. Cela doit s'inscrire dans leurs engagements pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 10 sur les inégalités.** Ces plans doivent inclure des actions dans les trois domaines suivants.

1. **Fournir des soins de santé, une éducation et d'autres services publics gratuits et universels qui bénéficient également aux femmes et aux filles.** Cesser de soutenir la privatisation des services publics. Garantir à toutes et tous l'accès aux retraites, aux allocations familiales et à d'autres formes de protection sociale. Concevoir tous les services en veillant à ce qu'ils bénéficient également aux femmes et aux filles.
2. **Décharger les femmes des millions d'heures de travail non rémunéré qu'elles consacrent chaque jour au soin de leur famille et de leur foyer.** Donner aux personnes assurant ce travail essentiel la possibilité de participer aux décisions budgétaires et définir comme un objectif clé des dépenses de l'État le fait de libérer du temps pour les femmes. Investir dans des services publics qui réduisent le temps consacré à certaines de ces tâches, notamment l'eau, l'électricité et la garde d'enfants. Concevoir tous les services publics de sorte qu'ils bénéficient aux personnes ayant peu de temps libre.
3. **Mettre un terme au nivellement par le bas de l'imposition des entreprises et des individus fortunés.** Taxer la richesse et le capital à des niveaux plus équitables. Mettre fin au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus des particuliers. En finir avec la fraude et l'évasion fiscales des entreprises et des super-riches. Convenir d'un nouvel ensemble d'institutions et de règles fiscales internationales afin de refondre en profondeur le système fiscal en le rendant équitable, avec une participation de plein droit des pays en développement aux négociations.

Mukesh Ambani est classé 19^e dans la liste Forbes des milliardaires 2018. Il est à la tête de la plus grande fortune en Inde. Sa résidence à Mumbai, un immeuble de 175 m, est évaluée à 1 milliard de dollars, ce qui en fait la résidence privée la plus chère du monde⁶.

Pratima, qui vit dans un bidonville à Patna dans l'Est de l'Inde, a perdu ses jumeaux à cause du manque de ressources et d'une trop longue attente dans la clinique la plus proche de chez elle. Les femmes pauvres comme Pratima doivent accoucher sans soins de santé maternels appropriés, ce qui les expose à des complications et à des soins insuffisants et augmente le risque de mortalité.

Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, est l'homme le plus riche au monde, avec une fortune qui s'élève à 112 milliards de dollars sur la liste Forbes de 2018. 1 % seulement de sa fortune totale avoisine le budget total de la santé de l'Éthiopie, un pays de 105 millions d'habitants. Il a récemment fait part de son intention d'investir sa fortune dans un voyage spatial, car il ne sait plus vraiment où dépenser son argent⁷.

Zay décortique des crevettes en Thaïlande. La crevette ainsi décortiquée par Zay est livrée à de gros détaillants tels que les supermarchés Whole Foods, qui sont désormais la propriété de la société mère Amazon. À la fin de son service, la fatigue que Zay ressent après avoir décortiqué des crevettes pendant 12 ou 13 heures peut le laisser complètement engourdi. « La main-d'œuvre est exploitée », indique Zay. Zay peut s'estimer heureux s'il gagne plus de 15 dollars par jour.

LES SERVICES PUBLICS DOIVENT L'EMPORTER SUR LES FORTUNES PRIVÉES



Le chaos, le bruit et la densité du bidonville de Kibera parfaitement juxtaposés au Royal Nairobi Golf Club ordonné, calme et verdoyant qui a ouvert en 1906. Photo : Johnny Miller

Le fossé entre les riches et les pauvres nous sépare. Il nous empêche d'éradiquer la pauvreté et de tendre vers l'égalité entre les femmes et les hommes. La plupart de nos leaders politiques ne parviennent pas à réparer

cette fracture. Il peut toutefois en être autrement. Les inégalités ne sont pas une fatalité, mais le résultat de choix politiques⁸. Des mesures concrètes peuvent être mises en place pour combler ce fossé.

Le présent rapport se concentre sur le pouvoir sans précédent des services publics universels comme l'éducation et la santé dans la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités⁹. Les services publics universels constituent le socle de sociétés libres et justes. S'ils le décident, les États peuvent proposer à l'ensemble de leurs citoyen-ne-s des services publics essentiels.

Il existe un consensus de plus en plus partagé¹⁰ sur le fait que les richesses des particuliers et des entreprises ne sont pas taxées de manière équitable, et qu'au lieu de cela les impôts pèsent de façon disproportionnée sur les travailleurs. Pour chaque dollar de recette fiscale, en moyenne seulement 4 cents proviennent de la fiscalité sur la fortune¹¹.

Les fortunes des super-riches atteignent des niveaux record¹². En taxant plus équitablement les richesses, il serait possible de collecter suffisamment de recettes pour s'assurer que chaque enfant est scolarisé et que personne ne tombe dans la pauvreté à cause des frais médicaux trop coûteux. Ce faisant, nous pourrions construire une économie centrée sur l'humain plus égalitaire et qui valorise ce qui importe vraiment.

Les avancées dans la lutte contre la pauvreté ralentissent sévèrement

Le recul conséquent du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (soit avec 1,90 dollar par personne et par jour, selon la Banque mondiale) constitue l'une des plus grandes avancées de ces dernières décennies. Or, de nouvelles données de la Banque mondiale montrent que le taux de réduction de la pauvreté a été divisé par deux depuis 2013¹³. L'extrême pauvreté s'intensifie en Afrique subsaharienne. Ces nouvelles données démontrent également que la pauvreté touche la plus grande partie de l'humanité, avec un peu moins de la moitié de la population mondiale (soit 3,4 milliards de personnes) vivant avec moins de 5,50 dollars par jour, ce qui correspond au nouveau seuil d'extrême pauvreté défini par la Banque mondiale dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure¹⁴. D'après la Banque mondiale, les femmes sont davantage touchées par la pauvreté notamment en raison de l'ampleur du travail de soin non rémunéré qu'elles assument¹⁵.

Cette situation résulte directement de l'aggravation des inégalités¹⁶ et de l'accaparement des richesses par une minorité. Le rapport sur les inégalités mondiales 2018 a révélé qu'entre 1980 et 2016, les 1% des personnes les plus riches du monde ont capté 27 % de la croissance du revenu, contre 12 % pour les 50 % les plus pauvres de la planète¹⁷.

L'éradication de la pauvreté est indiscutablement indissociable de la lutte contre les inégalités.

« L'histoire est jalonnée de moments où l'humanité est amenée à se hisser à un niveau de conscience supérieur... pour tendre vers un plus grand sens moral. Des moments où nous devons nous défaire de nos peurs et nous donner de l'espoir les uns les autres. Ce moment est arrivé. »

– Dr Wangari Maathai, fondatrice du Green Belt Movement, lauréate 2004 du prix Nobel de la paix

« Si la société libre ne parvient pas à améliorer le sort de la majorité des pauvres, elle ne pourra pas sauver la minorité des riches. »

– John F. Kennedy, discours d'investiture, 20 janvier 1961.

Le coût humain des inégalités est dévastateur. Aujourd'hui :

- 262 millions d'enfants ne pourront pas aller à l'école¹⁹.
- Près de 10 000 personnes décéderont par manque d'accès aux soins de santé²⁰.
- 16,4 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré seront effectuées, la majorité par des femmes en situation de pauvreté²¹.

Les États sont actuellement confrontés à un choix difficile : une vie digne pour l'ensemble de leurs citoyen-ne-s ou la concentration de richesses extrêmes par une poignée d'élites ?

Banco pour les milliardaires dans le monde

Voilà 10 ans que la crise financière a frappé notre monde, laissant d'énormes souffrances sur son passage. Sur cette même période, la fortune des plus riches n'a cessé de croître.

- Depuis la crise financière, le nombre de milliardaires a presque doublé²².
- La fortune des milliardaires dans le monde a augmenté de 900 milliards de dollars rien que l'an dernier, soit 2,5 milliards de dollars par jour. Sur la même période, la richesse de la moitié la plus pauvre de la population mondiale (soit 3,8 milliards de personnes) a chuté de 11 %²³.
- Les milliardaires sont plus riches que jamais. Entre 2017 et 2018, on dénombrait un nouveau milliardaire tous les deux jours²⁴.
- Les richesses sont plus concentrées que jamais : l'année dernière, seulement 26 personnes possédaient autant que la moitié la moins bien lotie de la population mondiale (soit 3,8 milliards de personnes), contre 43 personnes l'année précédente²⁵.
- Jeff Bezos, l'homme le plus riche du monde et propriétaire d'Amazon, a vu sa fortune atteindre 112 milliards de dollars. 1 % seulement de sa fortune équivaut au budget total de la santé de l'Éthiopie, un pays de 105 millions d'habitants²⁶.
- Si la totalité du travail de soin non rémunéré effectué par les femmes dans le monde était réalisée par une seule et même entreprise, cette dernière aurait un chiffre d'affaires annuel de 10 000 milliards de dollars²⁷, soit 43 fois plus que celui d'Apple²⁸.

Roberta est policière. Elle a donné naissance à des jumelles au Kenyatta National Hospital à Nairobi. Elle a malheureusement perdu ses deux filles suite à plusieurs complications. Dans l'incapacité d'acquitter les frais médicaux, Roberta a été retenue dans l'enceinte de l'hôpital et les autorités lui ont refusé l'accès aux dépouilles de ses filles tant que la facture n'était pas réglée¹⁸.



Source : Banque mondiale (2018a)²⁹ et note méthodologique³⁰. Un jet privé dans la ville de villégiature de St Moritz en Suisse. Photo : Pixabay

En plus d'accumuler des sommes vertigineuses, les plus riches bénéficient également des taux d'imposition les plus bas de ces dernières décennies, à l'instar des entreprises qu'ils dirigent :

- La fortune est soumise à une fiscalité particulièrement faible. Pour chaque dollar de recette fiscale, seulement 4 cents proviennent de la fiscalité sur la fortune.
- Dans les pays riches, le taux maximum moyen d'impôt sur le revenu des particuliers a chuté, passant de 62 % en 1970 à 38 % en 2013³¹. Dans les pays en développement, le taux supérieur moyen d'impôt sur le revenu des particuliers est de 28 %³².
- Dans certains pays comme le Brésil³³ et le Royaume-Uni³⁴, les 10 % les plus pauvres s'acquittent d'une imposition sur le revenu proportionnellement plus élevée que les 10 % les plus riches.

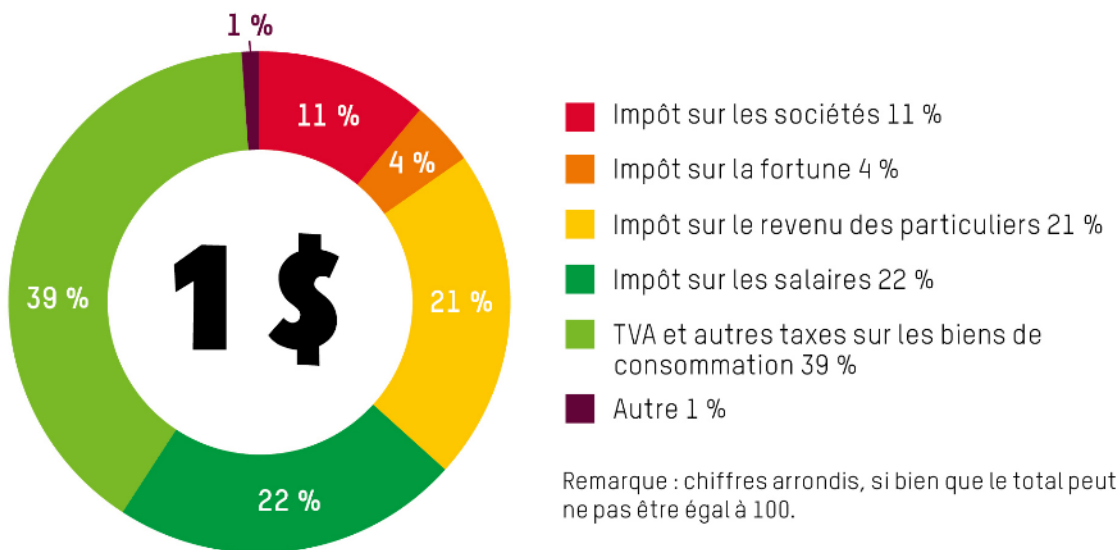
Les États doivent concentrer leurs efforts à demander aux plus riches de contribuer davantage pour lutter contre les inégalités. Par exemple, une augmentation de 0,5 % de l'impôt sur la fortune des 1 % les plus riches permettrait de collecter plus que ce que coûteraient sur un an l'éducation des 262 millions d'enfants non scolarisés et les soins de santé susceptibles d'éviter le décès de 3,3 millions de personnes³⁵.

« Le financement de l'éducation des enfants les plus pauvres sauve des vies et façonne l'avenir du monde. »
 – *Illiassou Boubagar, ROTAB Alliance for Budget Transparency, Niger*

« L'éducation ne sert pas à échapper à la pauvreté. Elle sert à la combattre. »
 – *Julius Nyerere, Président fondateur de la Tanzanie*

- Les super-riches dissimulent 7 600 milliards de dollars aux autorités fiscales³⁶. Les multinationales dissimulent également des sommes considérables dans des structures offshore. Ces pratiques privent les pays en développement de 170 milliards de dollars chaque année³⁷.

Figure 1 : La répartition des recettes fiscales



Source : Calculs d'Oxfam basés sur les données de l'OCDE disponibles pour 35 pays de l'OCDE et 43 pays hors OCDE en 2015.³⁸ Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

LES RICHES DISSIMULENT
LEUR FORTUNE DANS DES
STRUCTURES OFFSHORE, SOIT

**7 600
MILLIARDS
DE DOLLARS**



Source : G. Zucman, (2015) et note méthodologique du rapport de Davos d'Oxfam 2018³⁹

LA FRACTURE QUI MENACE DE NOUS DÉCHIRER

Des personnalités respectées ont envoyé un signal clair : les inégalités contribuent à empoisonner le monde politique des États-Unis au Brésil, en passant par l'Europe et les Philippines. Ces dernières années ont vu la liberté d'expression et la démocratie mises à mal par certains États à travers le monde⁴¹. Le *Council on Foreign Relations* a mis en lumière le fait que le fossé entre les riches et les pauvres contribue à alimenter l'autoritarisme⁴². Plutôt que d'œuvrer à résorber la fracture entre les riches et les pauvres, certains leaders cherchent à stigmatiser les immigrants, d'autres groupes ethniques, d'autres nations, ainsi que les femmes et les personnes pauvres. La méfiance⁴³ est plus prégnante et les délits plus nombreux⁴⁴ dans les pays les plus inégalitaires. Dans les sociétés inégalitaires, la tension est plus palpable. La population est moins heureuse et le taux de pathologie mentale est plus élevé⁴⁵.

« J'ai récemment rendu visite à une personne très aisée au Brésil. Elle vit dans un magnifique appartement vitré du sol au plafond et avec un panorama incroyable. Mais nous avons dû traverser trois contrôles de sécurité avant d'accéder au bâtiment. Il y avait des barreaux aux fenêtres. Je suis certain qu'elle paie très peu d'impôts, mais elle doit vivre dans une cage. Je ne pourrais pas vivre comme ça. Je paie sans doute plus d'impôts au Danemark, mais tout ce que je trouve de l'autre côté de ma porte à Copenhague sont des fleurs. »

– Djaffar Shalchi, multimillionnaire danois et fondateur de la fondation Human Act à l'origine de la campagne Move Humanity⁴⁰

AUX ÉTATS-UNIS,
LES HOMMES BLANCS
CÉLIBATAIRES POSSÈDENT

100
FOIS PLUS

DE RICHESSES QUE LES
FEMMES HISPANIQUES
CÉLIBATAIRES



Source : M. Chang. (2015)⁴⁶.

Les inégalités sont sexistes

Cette fracture économique et le fossé entre les femmes et les hommes s'exacerbent mutuellement. Les pays inégalitaires sur le plan économique sont également ceux où les inégalités entre les femmes et les hommes sont les plus fortes. Les sociétés dans lesquelles le fossé entre les riches et les pauvres est nettement moins prononcé sont celles où les femmes sont davantage traitées sur un pied d'égalité⁴⁷. Les inégalités entre les femmes et les hommes ne sont ni un hasard, ni une nouveauté. Nos règles économiques ont été écrites par des hommes riches et puissants pour servir leurs propres intérêts. Le modèle économique néolibéral actuel a aggravé la situation : coupes dans les services publics, réduction d'impôts pour les entreprises et les particuliers les plus riches et nivellement par le bas des salaires sont autant d'écueils qui frappent plus durement les femmes que les hommes.

La majorité des personnes les plus fortunées dans le monde sont des hommes⁴⁸. À l'échelle mondiale, les femmes gagnent 23 % de moins que les hommes⁴⁹ et les hommes possèdent 50 % de plus de la richesse totale que les femmes⁵⁰.

Plus fondamentalement, notre prospérité économique repose sur l'immense contribution pourtant non reconnue des femmes assurant un travail de soin non rémunéré.

Encadré 1 : Travail de soin non rémunéré et inégalités

Nos économies dépendent des millions d'heures de travail non rémunéré réalisé chaque jour. À cause d'attitudes sociales injustes, ce travail de soin non rémunéré est assuré de façon disproportionnée par les femmes et les filles (prise en charge des enfants, des seniors et des personnes malades, cuisine, nettoyage et collecte d'eau et de bois de chauffage). Si la totalité du travail de soin non rémunéré effectué par les femmes dans le monde était réalisée par une seule et même entreprise, cette dernière aurait un chiffre d'affaires annuel de 10 000 milliards de dollars⁵¹, soit 43 fois plus que celui d'Apple.⁵² La contribution non rémunérée des femmes dans le secteur de la santé équivaldrait à environ 3 % du PIB des pays à bas revenus⁵³.

Ce travail accapare le temps des femmes, fragilise leur santé et ne leur permet pas de saisir certaines opportunités scolaires, économiques et politiques. Le travail de soin non rémunéré pèse le plus lourd sur les femmes pauvres. Si rien n'est fait pour y remédier, l'égalité économique et l'égalité entre les femmes et les hommes sont tout simplement impossibles.



Chiffre calculé à partir des recettes annuelles publiées par Apple en 2017 (229,3 milliards de dollars) ; voir note de fin pour la source⁵⁴. Photo : Rosalyn Martinez puise de l'eau à partir d'une pompe située dans la zone de campement GMA, Tacloban Nord, Philippines. Le site a été construit afin de réinstaller des familles après le passage du typhon Haiyan, mais de nombreux résidents affirment se trouver désormais dans une situation plus vulnérable et manquent de services essentiels tels que de l'eau propre et fiable. Crédit : Aurélie Marrier d'Univille/Oxfam.

Les inégalités ont également de profondes implications pour l'avenir de nos enfants et sur leurs chances de vivre mieux et plus longtemps.

Le talent est partout, contrairement aux opportunités

L'opportunité pour chaque enfant d'apprendre et d'exploiter au mieux son talent est au cœur d'une société plus juste. Cependant, dans de nombreux pays, ce sont les richesses, et non le talent, qui dictent le parcours scolaire d'un enfant. Au Kenya, un garçon d'une famille riche a une chance sur trois de poursuivre ses études au-delà du cycle secondaire, contre une chance sur 250 pour une fille issue d'une famille pauvre⁵⁵. En moyenne au Kenya, un enfant issu d'une famille riche fréquentera deux fois plus longtemps les bancs de l'école qu'un enfant issu d'une famille pauvre⁵⁶. Aux États-Unis, le rêve américain s'est transformé en mythe, la mobilité sociale étant à son niveau le plus bas depuis des décennies⁵⁷.

Cette réalité ne répond pas aux besoins des enfants, qui ont tous droit à l'éducation. Elle n'est pas non plus à la hauteur des enjeux de la société, qui voit une génération de filles et de garçons talentueux (mais pauvres) empêchée d'exprimer son potentiel ou de contribuer pleinement aux progrès de l'humanité. Des personnes qui auraient pu devenir de formidables entrepreneuses ou entrepreneurs, enseignant-e-s ou médecins gardent au lieu de cela des chèvres ou assurent la collecte d'eau. L'humanité fait face à des défis sans précédent. Or, au lieu d'exploiter tous les talents disponibles, les inégalités anéantissent ce potentiel.

AU NÉPAL, UN ENFANT ISSU D'UNE FAMILLE PAUVRE EST

**TROIS FOIS PLUS SUSCEPTIBLE
DE MOURIR AVANT L'ÂGE DE 5 ANS**



Source : ministère de la Santé népalais⁵⁸

Exclusion d'une vie meilleure

Dans la plupart des pays (développés et en développement), l'argent est un gage de meilleure santé et d'une vie meilleure, tandis que la pauvreté est trop souvent rattachée à la maladie et à des décès prématurés. Au Népal, un enfant issu d'une famille pauvre est trois fois plus susceptible de mourir avant l'âge de 5 ans qu'un enfant d'une famille riche⁵⁹.

En Inde, l'espérance de vie d'une femme de basse caste est amputée de 15 années comparé à celle d'une femme de plus haute caste⁶⁰. L'espérance de vie dans les quartiers les plus pauvres de Londres est inférieure de six ans à celle dans les quartiers les plus huppés de la capitale, séparés par quelques kilomètres seulement⁶¹. Dans les beaux quartiers de Sao Paulo (Brésil),

l'espérance de vie est de 79 ans. Elle est de seulement 54 ans dans l'une des zones les plus pauvres de la ville⁶².

Difficile de trouver pire injustice que de mourir 25 ans plus tôt simplement parce que vous êtes pauvre.

Rien d'une fatalité

Les inégalités ne sont pas une fatalité. Aucune règle économique ne stipule que les plus riches doivent continuer de s'enrichir alors que les personnes pauvres meurent par manque de soin. La concentration d'autant de richesses aux mains d'une élite n'a aucun sens alors que ces ressources pourraient venir en aide à l'ensemble de l'humanité. Les inégalités sont le résultat de choix politiques⁶⁴.

Le présent document porte sur les mesures les plus probantes qu'un État peut mettre en place pour combler le fossé entre les super-riches et les citoyen-ne-s ordinaires : faire bénéficier l'ensemble de la société d'une protection sociale et de services publics universels financés par une fiscalité plus juste.

« De toutes les formes d'inégalité, l'injustice en matière de soins médicaux est la plus révoltante et la plus inhumaine⁶³. »
– Martin Luther King

LE RÔLE DÉCISIF DES SERVICES PUBLICS POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Des salles de classe avec des enseignant-e-s. Des hôpitaux avec des infirmiers et infirmières et des docteurs. Des lavabos fonctionnels et des toilettes propres. Une retraite permettant de vivre dignement après une vie de dur labeur. L'accès de toutes et tous à l'éducation, à la santé, à l'eau, à la retraite ou encore aux allocations familiales, indépendamment du genre, de la caste, de l'origine ethnique ou du handicap. Les services publics et les allocations de protection sociale de ce type peuvent promouvoir l'égalité en contribuant à transformer la vie des personnes et en libérant leur potentiel, en resserrant les liens au sein de la société et en comblant le fossé entre les riches et les pauvres et entre les femmes et des hommes.

Les services publics peuvent être source d'une véritable liberté : absence de crainte de soucis de santé non pris en charge ; absence d'illettrisme qui entrave la capacité de tant de personnes à participer activement à la société et à s'épanouir dans leur quotidien ; la liberté de savoir que vous et votre famille serez soutenu-e-s en cas de difficulté.

DANS LES PAYS PAVRES QUI ALLOUENT LE PLUS DE MOYENS POUR PRÉVENIR LA MORTALITÉ DES FEMMES PENDANT L'ACCOUCHEMENT :

90 %
DES SOINS
MÉDICAUX SONT
FOURNIS PAR LE
SECTEUR PUBLIC



ET
8 %
PAR LE SECTEUR
PRIVÉ

Source : Calculs d'Oxfam⁶⁵. Remarque : Le graphique n'inclut pas les accouchements au domicile ou dans un autre lieu, ce qui représente les 2 % manquant. Pour plus d'informations, voir la note méthodologique.

Les services publics et la protection sociale réduisent la pauvreté et les inégalités. Les observations réalisées sur 150 pays, couvrant une période de plus de 30 ans⁶⁶, montrent que globalement, les investissements dans la santé, l'éducation et la protection sociale ont pour effet de combler le fossé entre les riches et les pauvres. Une étude récente réalisée dans 13 pays en développement a montré que les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé représentaient 69 % de la réduction totale des inégalités⁶⁷. Si tous les enfants sortaient de l'école avec des compétences élémentaires en lecture, 171 millions de personnes pourraient échapper à l'extrême pauvreté⁶⁸. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les dépenses publiques consacrées à la santé, à l'éducation et à la protection sociale comptent parmi les principaux outils à disposition des États pour réduire les inégalités et la pauvreté⁶⁹. La société dans son ensemble est gagnante, avec une diminution de la criminalité, une confiance plus forte⁷⁰, une meilleure santé et des vies plus longues et plus heureuses⁷¹.

Les services publics peuvent être d'importants vecteurs d'égalité, offrant à toutes et tous une chance équitable de mener une vie décente, indépendamment de sa fortune ou de ses revenus. Les écoles peuvent être des lieux où les enfants de familles pauvres et riches deviennent amis et où tombent les barrières de l'inégalité. Les hôpitaux peuvent être des lieux où les personnes pauvres comme les personnes riches savent qu'elles recevront les meilleurs soins possibles, indépendamment de leur capacité à payer.

Les services publics permettent également de combler le fossé entre les femmes et les hommes. L'éducation peut renforcer la confiance en elles des femmes, leurs opportunités économiques et leur pouvoir décisionnel⁷². Des soins de santé de qualité et gratuits sont essentiels pour que les femmes et les filles puissent prendre des décisions concernant leur propre vie, améliorer leurs perspectives de sortie de la pauvreté et réduire leur risque de mourir de maladies évitables⁷³. L'eau courante propre épargne aux femmes de nombreuses heures consacrées à sa collecte et prévient les maladies⁷⁴. À l'inverse, des services publics sous-financés et de mauvaise qualité, insensibles aux besoins des femmes et des filles, peuvent creuser encore le fossé entre les hommes et les femmes.

Statu quo : des progrès, mais trop lents et très inégaux

Encadré 2 : Les soins de santé en Inde

En Inde, les meilleurs soins médicaux sont uniquement accessibles aux personnes qui ont les moyens de les payer⁷⁵. Le pays est une destination phare pour le tourisme médical⁷⁶. Dans le même temps, les niveaux de dépenses publiques pour la santé sont parmi les plus faibles dans le monde. Les états indiens les plus pauvres affichent des taux de mortalité infantile supérieurs à ceux d'Afrique subsaharienne⁷⁷.

La manière dont sont fournis les services comme la santé et l'éducation et la manière dont sont versées les retraites et d'autres allocations sociales sont déterminantes pour leur capacité à combler le fossé entre les riches et les pauvres.

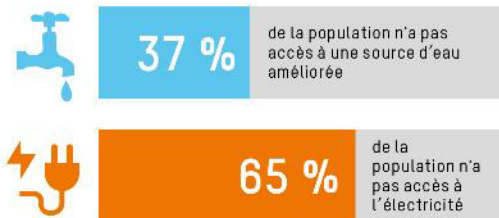
Depuis quelques décennies, les services publics produisent des résultats remarquables, en particulier dans les pays en développement. Depuis 1990, 2,6 milliards de personnes ont obtenu l'accès à de meilleures sources d'eau potable⁷⁸. La scolarisation au niveau primaire est désormais pratiquement universelle dans la plupart des pays, avec autant de filles inscrites que de garçons⁷⁹. Depuis 1990, le nombre d'enfants mourant avant leur cinquième anniversaire a diminué de moitié⁸⁰.

Pourtant, malgré ces avancées importantes, le chemin reste très long et les progrès se sont révélés très inégaux. Dans les pays en développement, les enfants des familles les plus riches ont 32 % de chances de plus d'aller au terme de l'école primaire que les enfants des familles les plus pauvres⁸¹. Dans les pays à bas revenus et à revenus intermédiaires, on estime que 3,6 millions de décès peuvent être attribués chaque année au manque d'accès aux soins médicaux⁸². Les données issues de 137 pays en développement révèlent qu'un enfant d'une famille pauvre a en moyenne deux fois plus de risque de mourir avant son cinquième anniversaire qu'un enfant d'une famille riche⁸³.

Dans de nombreux pays, les écoles publiques et les hôpitaux manquent souvent de personnel, sont sous-financés et de très mauvaise qualité. Leur survie tient aux efforts d'enseignant-e-s, de docteurs et d'infirmières et infirmiers engagé-e-s. La protection sociale est souvent bien mince et exclut de nombreuses personnes qui en ont pourtant besoin. Trop souvent, les services ignorent les besoins spécifiques des femmes. Des services publics d'une si piètre qualité

finissent par renforcer et accroître les inégalités.

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, LA POPULATION NE BÉNÉFICIE TOUJOURS PAS D'UN ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS DE BASE COMME L'EAU ET L'ÉLECTRICITÉ



CELA ACCROÎT CONSIDÉRABLEMENT LE TEMPS CONSACRÉ PAR LES MÉNAGES PAUVRES AUX TÂCHES NON RÉMUNÉRÉES



Source : V. Esquivel et A. Kaufmann. (2017).⁸⁴

Longtemps, des institutions comme la Banque mondiale ont considéré que les services publics devaient être rationnés et réduits à leur minimum et que le secteur privé était souvent un meilleur prestataire. L'argument avancé était que les personnes devaient payer pour leurs écoles et leurs hôpitaux, que les mécanismes du marché devaient organiser les services et que la protection sociale devait être très restreinte et cibler uniquement les personnes les plus pauvres⁸⁵. Bien que le discours, les programmes et les conseils aient évolué, y compris et de manière notable de la part du FMI⁸⁶, le changement se révèle plus lent dans la pratique. Cette tendance est trop souvent renforcée par l'influence des élites sur la sphère politique et les États, orientant les dépenses publiques dans la mauvaise direction et faisant en sorte qu'elles bénéficient aux tranches déjà aisées aux dépens des personnes qui en ont le plus besoin⁸⁷.

L'objectif : des services publics de qualité et gratuits pour toutes et tous

Il est temps de se concentrer sur ce qui marche. Afin de combler le plus efficacement possible le fossé entre les riches et les pauvres, les services publics doivent être universels, gratuits, réellement publics et redevables, et ils doivent fonctionner pour les femmes.

Universalité

Le Costa Rica, la Thaïlande, le Sri Lanka et d'autres pays ont démontré que les services publics universels peuvent être abordables pour les pays en développement⁸⁸. La protection sociale et les services publics universels ont joué un rôle décisif dans la construction des États et des nations en Europe occidentale⁸⁹. Les tentatives pour cibler les personnes les plus pauvres ont souvent eu l'effet inverse, laissant pour compte bon nombre de celles et ceux qui devraient en bénéficier. Par exemple, le programme de protection sociale ciblée de l'Indonésie exclut 93 % des personnes qui devraient y être éligibles⁹⁰.

« Tant de vies peuvent être sauvées avec si peu d'argent. S'ils (les plus riches) paient leurs impôts, cela ne bénéficie pas seulement aux personnes pauvres, mais aide aussi la famille et l'économie. Par exemple, si un enfant pauvre souffrant d'un problème oculaire reçoit les soins nécessaires, il ou elle peut continuer d'aller à l'école, apprendre, poursuivre ses études et s'assurer un meilleur avenir. »
– Dr Lê thị Cẩm Thanh, vice-directeur de l'hôpital ophtalmologique gouvernemental de la province de Can Tho, Vietnam.

Gratuité à la source

Les paiements par l'utilisateur peuvent être une question de vie ou de mort. Chaque année, de nombreuses personnes meurent ou souffrent inutilement parce qu'elles ne peuvent pas se payer de soins de santé, et 100 millions de personnes sont plongées dans l'extrême pauvreté à cause des frais de santé⁹¹. Dans des pays comme le Kenya, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Inde, il arrive que des personnes pauvres soient maintenues prisonnières dans les hôpitaux, parfois même enchaînées, jusqu'à ce qu'elles puissent payer⁹². Selon une étude menée en RDC, sur une période de six semaines en 2016, 54 % des femmes qui avaient accouché ont été retenues car elles ne pouvaient pas payer les frais. Il arrive souvent que des femmes et des nourrissons soient retenus pendant des mois et se voient refuser les soins courants jusqu'à ce que leurs factures soient honorées⁹³. De la même manière, dans le domaine de l'éducation, les frais de scolarité peuvent empêcher certains enfants, en particulier des filles, d'aller à l'école⁹⁴. Les femmes et les filles sont surtout perdantes lorsque des frais sont facturés pour des services publics : dans de nombreuses sociétés, leur statut social inférieur et l'absence de contrôle sur les finances les placent au dernier rang pour bénéficier de l'éducation ou des soins de santé⁹⁵.

Mise en œuvre publique et non privée

Pour réussir, les pays doivent renforcer la fourniture publique des services. Lorsque les services fournis publiquement sont conçus pour fonctionner, l'ampleur et la rapidité de leur impact sur la réduction de la pauvreté sont imbattables⁹⁶. Des pays en développement qui ont réussi à cet égard ont démontré le potentiel et la capacité des services fournis publiquement à être à la fois universels et favorables aux populations pauvres. Dans les pays pauvres qui en font le plus pour prévenir la mortalité des femmes pendant l'accouchement, 90 % des soins sont fournis par le secteur public⁹⁷.

La Banque mondiale et certains États bailleurs voient d'un œil très positif la possibilité de partenariats publics-privés (PPP)⁹⁸ et les prestations privées comme alternatives aux services financés par l'État. Pourtant, les recherches menées par Oxfam⁹⁹ et d'autres ONG¹⁰⁰ démontrent clairement que l'éducation, la santé et d'autres services publics fournis de manière privée et financés par des PPP ne constituent pas une alternative viable à la fourniture des services par l'État lui-même. Une telle approche peut au contraire empirer les inégalités et peser lourdement sur les recettes publiques. Même le FMI met désormais en garde contre le risque fiscal de grande ampleur que présentent les approches PPP¹⁰¹.

« Je souhaite que la santé soit enfin considérée non plus comme une bénédiction que l'on espère, mais comme un droit humain pour lequel on se bat. »

– Kofi Annan

« Les carences en matière d'éducation de base [en Inde] ne peuvent pas être corrigées par la multiplication des écoles privées, qui ont échoué à jouer ce rôle partout ailleurs. »

– Amartya Sen, économiste, lauréat du prix Nobel

Encadré 3 : Les progrès de la Thaïlande en matière de soins de santé universels

La Thaïlande a introduit la couverture santé universelle en 2002 pour sa population de 65 millions d'habitants, avec un revenu par habitant similaire à celui des États-Unis en 1930¹⁰². Le gouvernement thaïlandais emploie 180 000 infirmières et infirmiers¹⁰³ et 50 000 docteurs¹⁰⁴. Plus de 80 % des soins sont fournis par l'État. Financés par une fiscalité progressive, les services de santé de qualité sont disponibles gratuitement pour l'ensemble de la population et bénéficient principalement aux personnes les plus pauvres¹⁰⁵.

Efficacité pour les femmes

Les États doivent privilégier les services les plus importants pour les femmes, y compris ceux qui réduisent le fardeau que représente le travail de soin non rémunéré. Les services publics peuvent promouvoir l'emploi des femmes. Ils peuvent aider les femmes et les filles en tant qu'usagères de ces mêmes services en les protégeant contre les abus. Ils doivent travailler avec les organisations de défense des droits des femmes pour s'assurer qu'ils bénéficient aux femmes. Des services publics bien conçus peuvent remettre en cause les stéréotypes répandus sur les rôles des femmes et des hommes plutôt que de les renforcer ; l'éducation peut donner aux filles les moyens de contester les inégalités plutôt que de les accepter.

Transparence envers les bénéficiaires

Afin de lutter efficacement contre les inégalités économiques, les services publics doivent être transparents et sensibles aux besoins des citoyen-ne-s. Dans de nombreux pays, Oxfam œuvre aux côtés d'alliés pour aider les citoyen-ne-s à exiger des services de meilleure qualité et plus transparents. Depuis 2011, les alliés d'Oxfam au Mozambique assurent le suivi des dépenses consacrées à l'éducation, à la santé et à d'autres services publics, ce qui a donné lieu à une amélioration de ces services¹⁰⁶.

Encadré 4 : Partenariats public-privé pour l'éducation au Pakistan : une dangereuse diversion de l'éducation publique

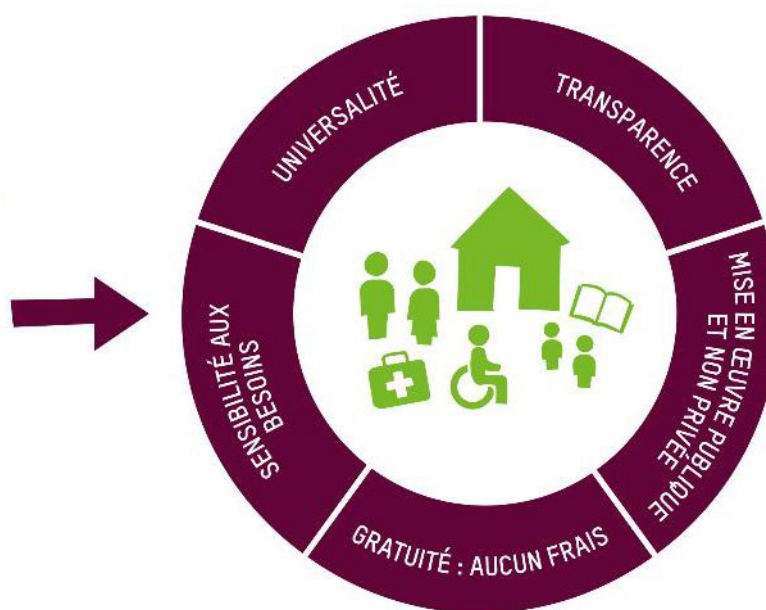
Le Pakistan compte 24 millions d'enfants déscolarisés. Seulement 15 % des filles pauvres en milieu rural vont au terme de l'école primaire. Pour y remédier, l'État du Punjab ne construit plus de nouvelles écoles publiques, mais investit à la place dans un partenariat public-privé (PPP). L'objectif clé était de redonner accès à l'éducation à une plus grande part des 5,5 millions d'enfants déscolarisés au Punjab¹⁰⁷.

Les recherches menées par Oxfam¹⁰⁸ sur le PPP dans le domaine de l'éducation ont révélé que seulement 1,3 % des enfants inscrits dans les écoles privées étaient auparavant déscolarisés. Les déclarations suivantes sont des citations de principaux d'écoles privées interrogés pendant les recherches :

« Nous n'accueillons aucun enfant [anciennement] déscolarisé dans cette école. Ceux de la communauté ne veulent pas étudier et pourraient nous faire perdre notre temps. »

« Les pauvres fréquentent les écoles publiques dans le secteur. Ils ne peuvent pas supporter la moindre dépense dans l'éducation. En tant que directeurs d'école, nous ne pouvons pas inclure les plus pauvres d'entre les pauvres avec les autres enfants dans cette école. Il ne s'agit pas d'un organisme caritatif ; nous avons des fonds limités du PPP et je dois aussi en vivre. »

**SERVICES
PUBLICS
DE
QUALITÉ**



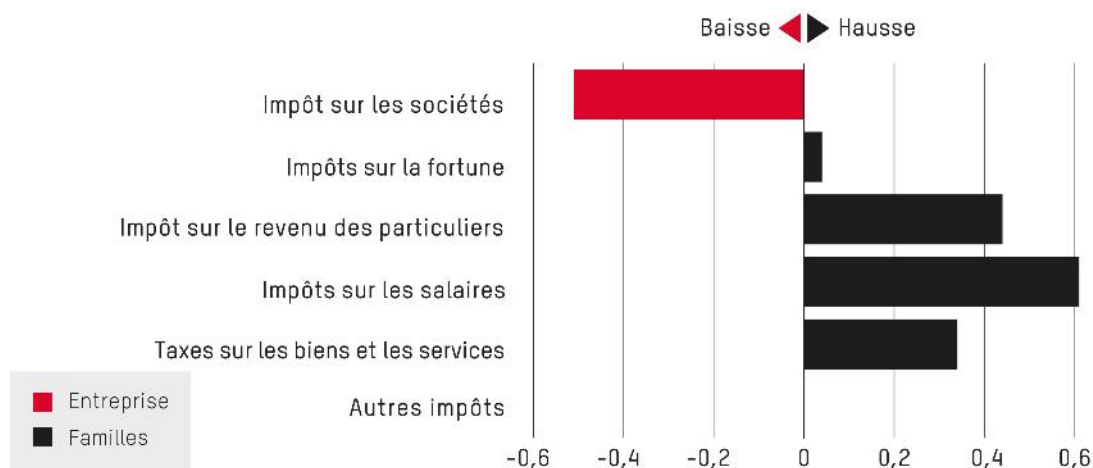
Imposition des personnes en mesure de payer

Les personnes les plus riches et les entreprises qu'elles détiennent sont sous-imposées dans le monde actuel. Les taux maximums d'impôt sur le revenu et les taux d'impôt sur les successions et sur les sociétés ont diminué dans de nombreux pays riches¹¹⁰. Si la tendance était inversée, la plupart des États auraient des ressources suffisantes pour fournir des services publics universels. Les recettes fiscales supplémentaires levées auprès des personnes les plus riches dans les pays riches pourraient être utilisées pour soutenir les pays les plus pauvres grâce à des augmentations de l'aide.

« Je pense que, en général, beaucoup d'impôts sont trop faibles. Par exemple, l'impôt sur les successions. Je suis en faveur de tels impôts car ils génèrent un certain dynamisme sans tomber dans un point de vue purement aristocratique. »
– Bill Gates¹⁰⁹

Les impôts sur la fortune, comme l'impôt sur les successions ou la taxe sur les plus-values, ont été réduits ou complètement supprimés dans de nombreux pays riches et sont souvent très peu mis en œuvre dans la plupart des pays en développement. Ils sont souvent pris pour cibles par les femmes et les hommes politiques, par les commentatrices et commentateurs hostiles¹¹¹ et attaqués malgré les preuves indiscutables du fait qu'ils touchent surtout les personnes les plus riches, et non les citoyen-ne-s ordinaires. Au lieu de s'appliquer aux personnes fortunées, les taxes pèsent sur la main-d'œuvre¹¹².

Figure 2 : Évolution des recettes fiscales 2007–2015 (% PIB)



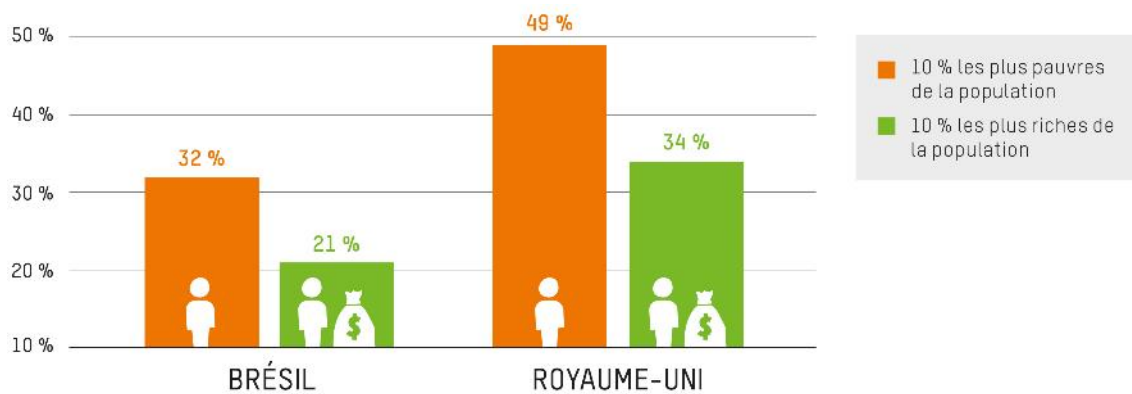
Calculs d'Oxfam basés sur des données de l'OCDE disponibles pour 35 pays de l'OCDE et 43 pays non membres de l'OCDE (moyennes non pondérées)¹¹³.

De plus, à long terme, les États réduisent à la fois le taux maximum moyen d'impôt sur le revenu des particuliers et le taux d'imposition des sociétés. Ne serait-ce qu'en 1980, le taux maximum d'impôt sur le revenu des particuliers était de 70 % aux États-Unis. Il a pratiquement été divisé par deux pour atteindre aujourd'hui 37 %¹¹⁴. Du fait des nombreuses exonérations et d'autres failles, les entreprises et les personnes riches sont en réalité soumises à des taux encore plus faibles.

Par conséquent, dans certains pays, les taux d'imposition des personnes les plus riches sont à leur niveau le plus bas depuis un siècle. En Amérique latine, par exemple, le taux d'imposition effectif des 10 % des revenus les plus élevés n'est que de 4,8 %¹¹⁵.

Dans certains pays, si l'on tient compte à la fois des impôts payés sur les revenus et de ceux sur la consommation (taxe sur la valeur ajoutée, ou TVA), les 10 % les plus riches payent un taux plus faible que les 10 % les plus pauvres.

Figure 3 : Taux d'imposition effectifs



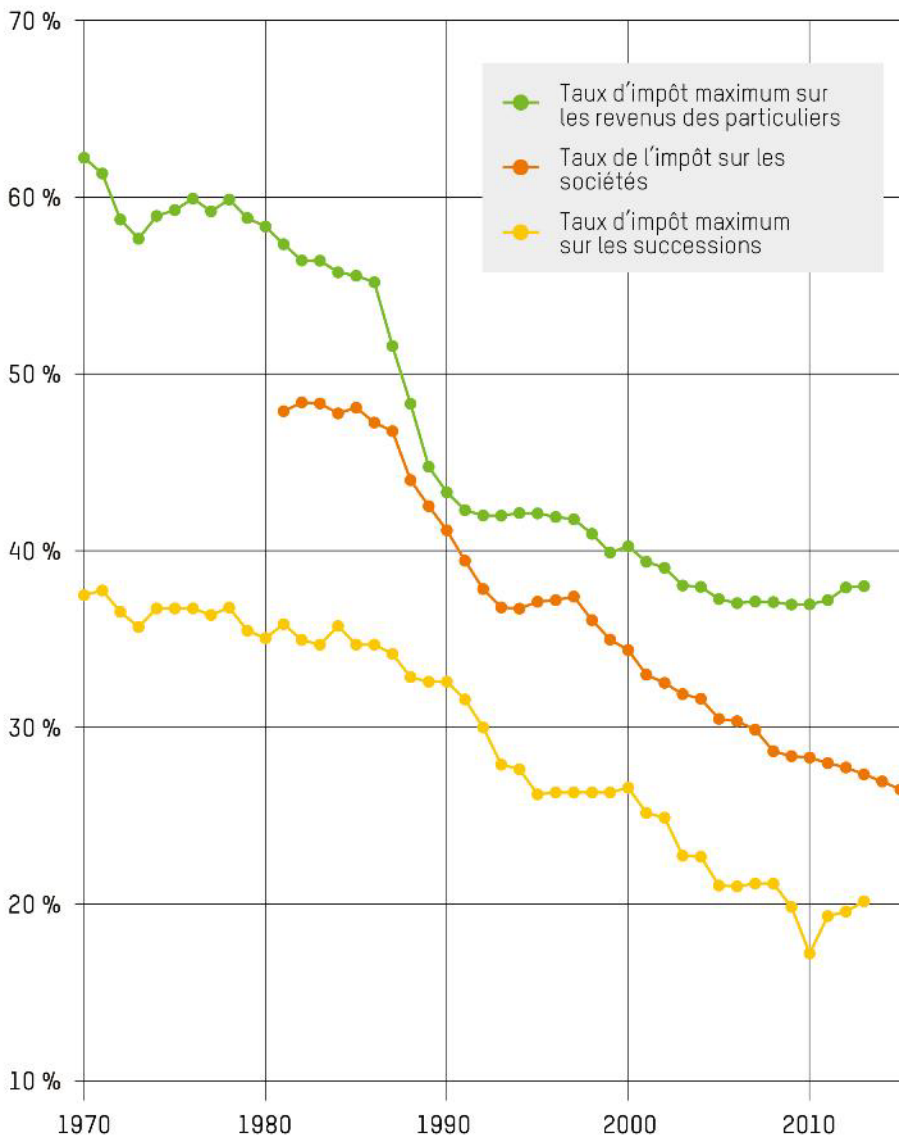
Brazil INESC. (2015). et UK Office for National Statistics. (2018).¹¹⁶

Cette situation est amplifiée par l'évasion fiscale pratiquée à une échelle industrielle par les super-riches et les entreprises. Les super-riches dissimulent au moins 7 600 milliards de dollars aux autorités fiscales, soit un manque à gagner fiscal estimé à 200 milliards de dollars¹¹⁸. Alors que des millions de réfugié-e-s en quête d'un lieu sûr se voient refoulé-e-s, les plus riches peuvent acheter leur citoyenneté dans n'importe lequel des nombreux pays qui pratiquent une fiscalité minimale et n'exercent quasiment aucun contrôle sur leur fortune¹¹⁹. Rien qu'en Afrique, jusqu'à 30 % de la fortune privée peut être détenue à l'étranger, privant les États africains de 15 milliards de dollars de recettes fiscales, selon les estimations¹²⁰. Avec l'aide de véritables armées de conseillers et conseillères en fiscalité, les multinationales exploitent les moindres failles des codes fiscaux pour transférer les bénéfices vers des paradis fiscaux et échapper à l'impôt, engendrant un manque à gagner estimé à 100 milliards de dollars pour les pays en développement¹²¹.

*« Je serai probablement le contribuable le moins imposé du bureau. »
– Le milliardaire Warren Buffet souligne qu'il est soumis à un taux d'imposition effectif plus faible que le reste du personnel de son bureau, y compris sa secrétaire¹¹⁷.*

Le FMI a démontré la pertinence de faire contribuer davantage les entreprises et les particuliers les plus riches¹²². Contrairement à une croyance très répandue, cela ne nuirait pas à l'économie¹²³, et un nombre croissant de preuves soulignent les préjudices économiques engendrés par l'absence de redistribution¹²⁴. Par exemple, la Colombie tire 10 % de ses revenus fiscaux en taxant la fortune¹²⁵. Le pays a introduit un impôt sur la fortune en 2015 s'appliquant à toutes les personnes dont la fortune dépasse un milliard de pesos colombiens, soit 315 000 dollars¹²⁶.

Figure 4 : L'imposition en baisse des grandes fortunes et des entreprises



Sources : Scheve et Stasavage (2016)¹²⁷ pour l'impôt sur les revenus et l'impôt sur les successions et Tax Foundation pour l'impôt sur les sociétés¹²⁸ Remarque : Échantillon de 20 pays riches.

Les politiques fiscales ont non seulement le pouvoir de combler le fossé entre les riches et les pauvres, mais aussi de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes. Toutefois, le système fiscal mondial actuel, en s'appuyant davantage sur des impôts comme la TVA, transfère le fardeau sur les ménages et les personnes les plus pauvres, touchant ainsi principalement les femmes. Ce n'est en rien une coïncidence, car ce sont les femmes les plus pauvres qui ont le moins d'influence sur les décisions prises en matière de fiscalité et aussi le moins d'opportunités de demander des comptes à l'État.

Si l'on ne s'attaque pas au problème de la sous-imposition des personnes qui ont le plus les moyens de payer, la crise des inégalités échappera à tout contrôle et nous serons incapables de vaincre la pauvreté.



UNE AUGMENTATION DE SEULEMENT 0,5 % DE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE DES 1 % LES PLUS RICHES PERMETTRAIT DE COLLECTER PLUS D'ARGENT QUE LE BUDGET NÉCESSAIRE...

...POUR PROPOSER DES SOINS DE SANTÉ PERMETTANT DE SAUVER LA VIE DE 3,3 MILLIONS DE PERSONNES...

ET POUR SCOLARISER LES 262 MILLIONS D'ENFANTS NON SCOLARISÉS

Source : Note méthodologique¹²⁹. Photo : L'infirmière Margaret Nyagwaya (gauche) prend en charge un nourrisson quelques minutes après sa naissance à la maternité de l'hôpital Zvamabande dans le district de Shurugwi, Zimbabwe. Elle témoigne : « Les femmes apprécient de venir au dispensaire pour y donner naissance. On leur donne des vitamines pour qu'elles retrouvent des forces et on prend bien soin d'elles. » Cet établissement était soutenu par des ONG partenaires dans le cadre de l'intervention humanitaire conjointe menée au Zimbabwe lors de la crise provoquée par El Niño en 2015–2016. Photo : Ilvy Njiokiktjen/Oxfam Novib.

CHOISIR LES SERVICES PUBLICS, ET NON LES FORTUNES PRIVÉES

Les niveaux actuels d'inégalités et de pauvreté ne sont pas une fatalité mais résultent de choix politiques et économiques. Nous pouvons choisir de continuer à récompenser les personnes qui sont déjà riches, ou au contraire de lutter contre les inégalités et de mettre un terme à la pauvreté. Nous pouvons aussi choisir de bâtir une économie humaine dans laquelle les entreprises et les personnes les plus riches paient leur juste part d'impôts et d'utiliser ces précieuses ressources pour financer les services publics et la protection sociale pour toutes et tous. Nous pourrions délivrer des milliards de personnes d'une vie de pauvreté. Les délivrer de la crainte des dépenses qu'engendrerait une maladie. Permettre à chaque enfant de réaliser son plein potentiel et d'exploiter ses talents. Cela pourrait constituer une avancée majeure vers l'égalité entre les femmes et les hommes et contribuer à bâtir des sociétés plus sûres, plus égalitaires et plus heureuses pour nos enfants et petits-enfants. Le choix nous appartient.

*« La véritable valeur d'une société se mesure à la manière dont elle traite les plus vulnérables de ses membres. »
– Mahatma Gandhi.*

Les États doivent écouter les citoyen-ne-s ordinaires et prendre des mesures pertinentes pour réduire les inégalités. Tous les États doivent **définir des**

objectifs et des plans d'action concrets assortis de délais pour réduire les inégalités. Cela doit s'inscrire dans leurs engagements pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 10 sur les inégalités. Ces plans doivent inclure des actions dans les trois domaines suivants.

1. **Fournir des soins de santé, une éducation et d'autres services publics gratuits et universels qui bénéficient également aux femmes et aux filles.** Cesser de soutenir la privatisation des services publics. Garantir à toutes et tous l'accès aux retraites, aux allocations familiales et à d'autres formes de protection sociale. Concevoir tous les services en veillant à ce qu'ils bénéficient également aux femmes et aux filles.
2. **Décharger les femmes des millions d'heures de travail non rémunéré qu'elles consacrent chaque jour au soin de leur famille et de leur foyer.** Donner aux personnes assurant ce travail essentiel la possibilité de participer aux décisions budgétaires et définir comme un objectif clé des dépenses de l'État le fait de libérer du temps pour les femmes. Investir dans des services publics qui réduisent le temps consacré à certaines de ces tâches, notamment l'eau, l'électricité et la garde d'enfants. Concevoir tous les services publics de sorte qu'ils bénéficient aux personnes ayant peu de temps libre.
3. **Mettre un terme au nivellement par le bas de l'imposition des entreprises et des individus fortunés.** Taxer la richesse et le capital à des niveaux plus équitables. Mettre fin au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus des particuliers. En finir avec la fraude et l'évasion fiscales des entreprises et des super-riches. Convenir d'un nouvel ensemble d'institutions et de règles fiscales internationales afin de refondre en profondeur le système fiscal en le rendant équitable, avec une participation de plein droit des pays en développement aux négociations.

1 LES INÉGALITÉS ÉCHAPPENT À TOUT CONTRÔLE



La Bitexco Financial Tower, entre de hautes tours d'appartements et un quartier pauvre au bord de la rivière Saïgon à Hô Chi Minh, Vietnam. Photo : Eleanor Farmer/Oxfam.

- Le patrimoine des plus grandes fortunes du monde a continué d'augmenter rapidement l'an dernier.
- La pauvreté extrême recule deux fois moins vite et repart même à la hausse en Afrique subsaharienne.
- Les inégalités entre les riches et les pauvres se traduisent par des inégalités d'accès à l'éducation et la santé : les personnes pauvres ont beaucoup moins d'opportunités d'éducation et vivent moins longtemps.

NOS DIRIGEANT-E-S NE FONT RIEN POUR COMBLER L'ÉCART CROISSANT ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES

La majorité de nos dirigeants politiques sont incapables de lutter contre les inégalités¹³⁰. Beaucoup se contentent de beaux discours sur la nécessité de s'attaquer à ce problème et très peu prennent effectivement des mesures pour endiguer la crise. Par exemple, alors même que le président des États-Unis Donald Trump affirme être du côté des « Américains ordinaires », son gouvernement a accordé de très généreuses réductions d'impôts aux entreprises et aux personnes les plus riches¹³¹.

« Hapa Kenya kuna kabila mbili, maskini na matajiri (Au Kenya, il n'y a que deux tribus, les pauvres et les riches). »

– Nyambura Maruga, activiste, Kenya Fight Inequality Alliance

Mais cela n'est pas vrai de tous les gouvernements. L'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) 2018 d'Oxfam et Development Finance International met en lumière les mesures prises par certains États pour réduire les inégalités¹³². Par exemple :

- Le gouvernement sud-coréen a augmenté le salaire minimum, relevé l'imposition des entreprises et des personnes les plus riches et introduit une allocation universelle pour enfant à charge¹³³.
- Le gouvernement indonésien a relevé le salaire minimum et augmenté les dépenses pour la santé¹³⁴.
- Le gouvernement de Sierra Leone a instauré la gratuité de l'éducation primaire et secondaire et augmente les impôts perçus auprès des plus riches¹³⁵.

Les inégalités extrêmes ne sont pas une fatalité, mais résultent de choix politiques¹³⁶. De telles mesures positives prises par certains États font apparaître plus clairement encore l'inefficacité de nos leaders politiques à faire ce qu'il faut. Il est possible de bâtir une économie humaine plus égalitaire et qui valorise ce qui importe vraiment.

Dans le même temps, les populations exigent des changements et les leaders politiques doivent commencer à représenter les intérêts des citoyen-ne-s ordinaires. En 2017, Oxfam a interrogé 70 000 personnes dans 10 pays, représentatives d'un quart de la population mondiale. Près de deux tiers d'entre elles considèrent qu'il faut combler de toute urgence le fossé entre les riches et les pauvres¹³⁷.

ENCORE UNE ANNÉE EXCEPTIONNELLE POUR LES MILLIARDAIRES

Voilà 10 ans que la crise financière a frappé notre monde, laissant d'énormes souffrances dans son sillage. Sur cette même période, la fortune des plus riches n'a cessé de croître.

- Depuis la crise financière, le nombre de milliardaires a presque doublé¹³⁸.

- La fortune des milliardaires dans le monde a augmenté de 900 milliards de dollars rien que l'an dernier, soit 2,5 milliards de dollars par jour. Dans le même temps, la richesse de la moitié la plus pauvre de la population mondiale (soit 3,8 milliards de personnes) a chuté de 11 %¹³⁹.
- Les milliardaires sont plus riches que jamais. Entre 2017 et 2018, on dénombrait un nouveau milliardaire tous les deux jours¹⁴⁰.
- Les richesses sont plus concentrées que jamais : l'année dernière, seulement 26 personnes possédaient autant que la moitié la moins bien lotie de la population mondiale (soit 3,8 milliards de personnes), contre 43 personnes l'année précédente¹⁴¹.
- Jeff Bezos, l'homme le plus riche du monde et propriétaire d'Amazon, a vu sa fortune atteindre 112 milliards de dollars. 1 % seulement de sa fortune équivaut au budget total de la santé de l'Éthiopie, un pays de 105 millions d'habitants¹⁴².
- Si la totalité du travail de soin non rémunéré effectué par les femmes dans le monde était réalisée par une seule et même entreprise, cette dernière aurait un chiffre d'affaires annuel de 10 000 milliards de dollars, soit 43 fois plus que celui d'Apple.¹⁴³

Dans de nombreux pays, les super-riches vivent dans leur propre univers, protégés par des gardiens et des clôtures électriques. Leurs déplacements se font en hélicoptère pour éviter les embouteillages et les routes mal entretenues¹⁴⁴. Leurs enfants fréquentent les écoles les plus chères qui soient, souvent à l'étranger¹⁴⁵. Ils et elles ont accès à des services de santé de classe mondiale. Alors que des millions de réfugié-e-s en quête d'un lieu sûr se voient refoulé-e-s, les plus riches peuvent acheter leur citoyenneté dans n'importe lequel des nombreux pays qui pratiquent une fiscalité minimale et n'exercent quasiment aucun contrôle sur leur fortune¹⁴⁶.

Certain-e-s ne contribuent pas équitablement

La fiscalité est l'un des moyens à la disposition des États pour lutter contre l'extrême concentration des richesses¹⁴⁷. Mais au lieu de cela, les particuliers et les entreprises les plus riches sont systématiquement et structurellement sous-imposés. Dans certains pays, ils sont soumis à des taux d'imposition parmi les plus bas du siècle écoulé¹⁴⁸. Comme la majeure partie de leur fortune prend la forme d'actifs financiers, comme des actions¹⁴⁹, les super-riches sont souvent les principaux bénéficiaires des réductions d'impôts pour les sociétés et les particuliers¹⁵⁰.

Dans le même temps, les super-riches dissimulent au moins 7 600 milliards de dollars aux autorités fiscales, soit un manque à gagner fiscal estimé à 200 milliards de dollars chaque année¹⁵¹. Dans l'Union européenne, de récentes fuites révèlent jusqu'où certain-e-s super-riches sont prêt-e-s à aller pour échapper à l'impôt¹⁵², le *New York Times* révélant par exemple que la fortune du président Trump pourrait être bâtie sur un système d'évasion fiscale¹⁵³. Beaucoup achètent leur citoyenneté dans des pays qui pratiquent une fiscalité minimale afin de payer moins d'impôts¹⁵⁴. En Amérique latine, par exemple, le taux d'imposition effectif des 10 % des revenus les plus élevés n'est que de 4,8 %¹⁵⁵.

L'argument avancé par les élites pour une diminution de la fiscalité est qu'un enrichissement des riches bénéficie à terme à l'ensemble de la société¹⁵⁶. Or, cette théorie du ruissellement est de plus en plus remise en cause. Face aux inégalités croissantes, même le Fonds monétaire international (FMI) et le magazine *The Economist*, au Royaume-Uni, affirment qu'il y a une marge confortable pour taxer davantage les riches sans que cela ne nuise au développement économique¹⁵⁷, et qu'une telle redistribution est nécessaire pour lutter contre les inégalités¹⁵⁸.

L'un des arguments majeurs du présent rapport, développé dans la section 4, est que cette tendance doit être inversée et qu'il est tout simplement logique que les entreprises et les particuliers les plus fortunés paient leur juste part d'impôts pour financer la santé, l'éducation et d'autres services publics pour l'ensemble de la population. Les États peuvent utiliser la fiscalité progressive et les dépenses pour réduire considérablement l'écart entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes¹⁵⁹. S'ils ne le font pas, cette crise des inégalités continuera d'échapper à tout contrôle.

« Le fait de taxer les riches n'est pas une question de choix. C'est une question vitale pour les pauvres. Si les riches ne paient pas leur juste part d'impôts, ce sont les plus pauvres qui en paieront le prix fort. »
– Shahzad Khan
et Channan Development Associates (CDA), Pakistan

UNE MAUVAISE ANNÉE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

La réduction de la pauvreté ralentit

La bonne nouvelle est que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté à travers le monde (soit avec moins de 1,90 dollar par jour, selon la définition de la Banque mondiale) continue de diminuer, passant de 1,9 milliard en 1990 à 736 millions en 2015¹⁶⁰. C'est le signe des formidables progrès réalisés ces dernières décennies. Toutefois, le rythme de la réduction de la pauvreté a été divisé par deux depuis 2013, et le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne est même reparti à la hausse¹⁶¹.

Plusieurs milliards de personnes vivent juste au-dessus du seuil d'extrême pauvreté et peuvent tomber dans le dénuement le plus total à la moindre facture médicale ou mauvaise récolte¹⁶². D'après la Banque mondiale, les femmes figurent parmi les personnes les plus pauvres, surtout lorsqu'elles sont en âge de procréer, à cause de l'ampleur du travail de soin non rémunéré qu'elles assurent¹⁶³.

Même si le seuil d'extrême pauvreté est politiquement important pour mobiliser des actions, le chiffre de 1,90 dollar est trop bas pour définir l'extrême pauvreté dans de nombreux pays, en ceci qu'il ne reflète pas le niveau de revenu minimum estimé nécessaire pour assurer des moyens de subsistance élémentaires¹⁶⁴. La Banque mondiale y a remédié en introduisant des seuils de pauvreté de 3,20 dollars dans les pays à revenu faible et de 5,50 dollars dans les pays à revenu intermédiaire. La Banque mondiale conclut que les avancées contre l'extrême pauvreté ne se sont pas traduites par une réduction du nombre de personnes vivant sous ces nouveaux seuils de pauvreté. Près de la moitié de la population mondiale, soit 3,4 milliards de personnes, vit avec moins de 5,50 dollars par jour¹⁶⁵.

PRÈS DE LA MOITIÉ LA POPULATION MONDIALE
(SOIT 3,4 MILLIARDS DE PERSONNES)

VIT AVEC MOINS DE
**5,50 DOLLARS
PAR JOUR**



ALORS QUE LE MONDE COMPTE UN
NOMBRE SANS PRÉCÉDENT DE
MILLIARDAIRES (2 208),



LA FORTUNE DE CES DERNIERS AUGMENTE DE

**2,5 MILLIARDS
DE DOLLARS
CHAQUE JOUR**

Source : Banque mondiale (2018a)¹⁶⁶ et note méthodologique¹⁶⁷

Et tandis que les élites accumulent toujours plus de revenus et de richesses, les perdants ne sont pas seulement les personnes les plus pauvres, mais également les classes moyennes. Dans les pays riches, celles-ci voient souvent leurs revenus stagner¹⁶⁸.

Les inégalités sont l'une des principales raisons à cela. Le rapport sur les inégalités mondiales 2018 a révélé qu'entre 1980 et 2016, seulement 12 cents par dollar d'augmentation des revenus dans le monde revenaient aux 50 % les plus pauvres, contre 27 cents par dollar pour les 1 % les plus riches¹⁶⁹. L'éradication de la pauvreté est indissociable de la lutte contre les inégalités¹⁷⁰.

Les inégalités financières et le fossé entre les hommes et les femmes

La majorité des personnes les plus fortunées dans le monde sont des hommes¹⁷¹. À l'échelle mondiale, les femmes gagnent 23 % de moins que les hommes¹⁷². Ces écarts salariaux entre femmes et hommes soulèvent de graves problèmes à travers le monde.

Moins compris mais tout aussi alarmants, les écarts de *richesses* entre les femmes et les hommes incluent les actifs, l'épargne et les investissements, en plus des revenus. Cette année, le Credit Suisse a estimé que la part des richesses mondiales revenant aux femmes s'établirait à 40 %¹⁷³, avec toutefois des différences très significatives au niveau régional et entre les différents groupes de femmes. Par exemple :

- En Afrique et dans des pays comme l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, les femmes ne possèdent qu'entre 20 et 30 % des richesses¹⁷⁴.
- Aux États-Unis, les hommes blancs célibataires possèdent 100 fois plus de richesses que les femmes hispaniques célibataires¹⁷⁵.

Le foncier est une source de richesse essentielle dans de nombreux pays, mais de nombreuses femmes n'y ont pas accès¹⁷⁶. Les femmes ne possèdent ainsi que 11 % des terres au Brésil¹⁷⁷ ; au Bangladesh, la part d'hommes propriétaires fonciers est six fois supérieure à celle de femmes possédant des terres¹⁷⁸.

AUX ÉTATS-UNIS,
LES HOMMES BLANCS
CÉLIBATAIRES POSSÈDENT

100
FOIS PLUS

DE RICHESSES QUE LES
FEMMES HISPANIQUES
CÉLIBATAIRES



Source : M. Chang. (2015).¹⁷⁹

Le fait que les femmes possèdent moins de richesses signifie qu'elles disposent de ressources moindres pour faire face aux crises familiales telles que les soucis de santé, d'autant qu'elles assument une part disproportionnée des soins des membres jeunes, malades ou âgés de la famille. Les femmes ont moins de pouvoir de négociation et sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté en vieillissant¹⁸⁰.

Les écarts de richesses entre les femmes et les hommes sont le résultat des effets cumulatifs d'un ensemble d'inégalités structurelles. Les femmes et les filles assurent une plus grande part du travail de soin non rémunéré que les hommes et les garçons du fait d'attitudes sociales restrictives selon lesquelles le soin serait un « travail de femme ». Elles ont en outre un accès limité aux services publics de qualité qui pourraient réduire leur charge de travail de soin. Par conséquent, au cours de leur vie, les femmes ont moins d'opportunités que les hommes d'entreprendre un travail rémunéré, elles gagnent moins et sont moins à même d'investir dans des actifs. Lorsqu'elles ont un emploi rémunéré, celui-ci est souvent précaire ou mal payé¹⁸¹. De manière quasi systématique, les femmes ont moins accès et exercent un moindre contrôle sur les actifs de production (terres, crédit, assurance et compétences, par exemple)¹⁸².

Les sociétés dans lesquelles le fossé entre les riches et les pauvres est nettement moins prononcé sont celles où les femmes sont davantage traitées sur un pied d'égalité¹⁸³. Pour combler les écarts de richesses et bâtir des sociétés justes pour toutes et tous, il est donc essentiel de garantir l'égalité des droits en matière d'héritage et de propriété, l'accès des femmes à des emplois décentés et une plus grande représentation des femmes aux postes de leadership, mais aussi de remettre en cause les obstacles à l'accumulation des richesses par les femmes (comme les attitudes sociales néfastes et les services publics de piètre qualité).

L'IMPORTANCE DU FOSSÉ ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES

L'accumulation systématique des richesses par les plus grandes fortunes de nos sociétés alors que la majeure partie de l'humanité n'a pratiquement rien pour subsister est extrêmement néfaste.

Les inégalités sont un frein majeur à la lutte contre la pauvreté. À moins que la croissance ne bénéficie aux personnes les plus pauvres entre maintenant et 2030, la Banque mondiale prévoit qu'il ne sera pas possible d'atteindre le premier Objectif de développement durable (ODD), à savoir l'éradication de l'extrême pauvreté¹⁸⁴.

Les inégalités sont un facteur d'instabilité. Ces dernières années, nous avons par exemple assisté à une montée de l'autoritarisme dans plusieurs États à travers le monde, voyant la liberté d'expression et la démocratie mises à mal. Nous avons également été témoins d'une popularité croissante des opinions de droite, racistes et sexistes, ainsi que des personnalités politiques autoritaires qui les soutiennent. De nombreuses voix se sont élevées pour souligner le lien entre cette tendance mondiale et le niveau élevé des inégalités¹⁸⁵.

Les inégalités sapent nos sociétés. Elles sont néfastes pour toutes et tous, pas seulement pour les personnes les plus pauvres. La méfiance¹⁸⁶ est plus prégnante et les délits plus nombreux¹⁸⁷ dans les pays les plus inégalitaires. Dans les sociétés inégalitaires, la tension est plus palpable. La population est moins heureuse et la santé mentale en pâtit¹⁸⁸.

Les inégalités compliquent encore plus la lutte pour sauver notre planète du bouleversement climatique. Oxfam a révélé que l'empreinte carbone moyenne des 1 % les plus riches dans le monde pourrait être jusqu'à 175 fois supérieure à celle des 10 % les plus pauvres.¹⁸⁹ Si tout le monde vivait avec plus de 5 dollars par jour alors que les inégalités restent au niveau actuel, l'économie mondiale devrait être multipliée par 175, ce qui détruirait notre planète.¹⁹⁰ Le seul moyen pour éradiquer la pauvreté tout en sauvant notre planète est donc de lutter contre les inégalités.

Les inégalités ont également de profondes implications pour l'avenir de nos enfants et sur leurs chances de vivre mieux. La conséquence la plus forte, la plus dérangement et la plus incontestable des inégalités est sans doute leur impact sur notre espérance de vie.

Le talent est partout, contrairement aux opportunités

L'opportunité pour chaque enfant d'apprendre et d'exploiter au mieux son talent est au cœur d'une société plus juste. L'éducation est essentielle pour la mobilité sociale, elle-même déterminante dans la lutte contre les inégalités, la réduction de la pauvreté et la croissance économique¹⁹¹. La Banque mondiale déplore toutefois une mobilité sociale décevante dans une grande partie du monde. En moyenne, la moitié des personnes nées dans un pays en développement dans les années 1980 a bénéficié d'une meilleure éducation que leurs parents, une proportion qui n'a pas progressé depuis les années 1960¹⁹². Seulement 12 % des personnes nées dans les années 1980 en Afrique subsaharienne ont eu une éducation supérieure à celle de leurs parents¹⁹³.

Les recherches d'Oxfam sur la mobilité sociale au Vietnam ont révélé un ralentissement de la mobilité entre les générations ces dernières années¹⁹⁴. En Amérique latine, la mobilité intergénérationnelle est très faible car la qualité de l'enseignement varie énormément entre les classes sociales¹⁹⁵. Les inégalités entre les femmes et les hommes interagissent avec les inégalités économiques

pour réduire la mobilité sociale des femmes et des filles en particulier. Au Mexique, les filles nées dans les 20 % de foyers les plus pauvres sont deux fois plus susceptibles de rester pauvres que les garçons de ce même milieu. Leur chance de faire partie un jour des 20 % les plus riches de la population est quatre fois plus faible que pour un garçon tout aussi pauvre¹⁹⁶. Au Kenya, une fille issue d'une famille pauvre a une chance sur 250 de poursuivre sa scolarité au-delà du cycle secondaire, contre une chance sur trois pour un garçon de famille riche¹⁹⁷. En moyenne au Kenya, un enfant issu d'une famille riche fréquentera deux fois plus longtemps les bancs de l'école qu'un enfant issu d'une famille pauvre¹⁹⁸.

Chaque enfant a droit à l'éducation. Pourtant, comme le démontre la section 3, l'enseignement de qualité est souvent réservé dans de nombreux pays aux enfants issus de familles riches. Ces enfants peuvent fréquenter des établissements privés onéreux, tandis que ceux de familles pauvres vont dans des écoles publiques sous-financées et qui manquent de personnel. La Banque mondiale et d'autres acteurs promeuvent la poursuite de la privatisation de l'enseignement malgré la preuve qu'une telle approche renforce les inégalités¹⁹⁹. Cela dessert les enfants concernés, qui ont pourtant autant le droit à une éducation de qualité que les enfants issus de familles riches. Cette approche n'est pas non plus à la hauteur des enjeux de la société, qui voit une génération de filles et de garçons talentueux (mais pauvres) empêchée d'exprimer son potentiel ou de contribuer pleinement aux progrès de l'humanité. Des personnes qui auraient pu devenir de formidables entrepreneuses ou entrepreneurs, enseignant-e-s ou médecins gardent au lieu de cela des chèvres ou assurent la collecte d'eau. L'humanité fait face à des défis sans précédent. Or, au lieu de mobiliser tous les talents disponibles, les inégalités anéantissent ce potentiel.

De l'argent pour vivre plus longtemps

Partout dans le monde, les enfants les plus pauvres sont les plus exposés à un décès prématuré. Le nombre moyen d'enfants qui décèdent avant d'atteindre leur cinq ans a reculé dans la quasi totalité des pays ces dernières années, ce qui est formidable. Toutefois, si l'on creuse au-delà des moyennes, l'écart entre les riches et les pauvres reste inacceptable. Un enfant issu d'une famille pauvre au Népal est trois fois plus susceptible de mourir avant l'âge de 5 ans qu'un enfant d'une famille riche²⁰⁰. Qui plus est, les inégalités économiques interagissent avec d'autres inégalités, comme l'origine ethnique. Aux États-Unis, un enfant noir est deux fois plus susceptible de mourir avant sa première année qu'un enfant blanc²⁰¹. Dans les faits, les enfants noirs aux États-Unis sont plus susceptibles de mourir avant leur premier anniversaire que les enfants en Libye²⁰².

Les inégalités ne sont pas seulement néfastes pour la santé des personnes les plus pauvres. Elles nuisent à l'ensemble de la société. Les données issues de 103 pays en développement révèlent que les inégalités sont associées à un plus fort taux de mortalité dans l'ensemble de la société, aussi bien parmi les riches que parmi les pauvres²⁰³.

Quoi qu'il en soit, les personnes pauvres, en particulier les femmes et les filles, ressentent bien plus que les autres les effets des inégalités. Les personnes issues de familles riches ont accès à des services de santé privés de pointe qui sont hors de portée des familles les plus pauvres. Ces dernières doivent se

contenter d'hôpitaux publics sous-financés, avec des médecins moins qualifiés et un marché pharmaceutique dérégulé²⁰⁴. Dans les pays du monde entier, la richesse est un gage de meilleure santé et d'une vie plus longue, tandis que la pauvreté est bien trop souvent rattachée à la maladie et à des décès prématurés.

Cela se reflète dans les chiffres de l'espérance de vie, la richesse se traduisant par de nombreuses années de vie supplémentaires. En Inde, l'espérance de vie d'une femme de basse caste est amputée de 15 années comparé à celle d'une femme de haute caste²⁰⁵.

L'espérance de vie dans les quartiers les plus pauvres de Londres est inférieure de six ans à celle dans les quartiers les plus huppés de la capitale, distants de quelques kilomètres seulement²⁰⁶. À Pinheiros, l'un des quartiers les plus riches de Sao Paulo (Brésil), l'espérance de vie est de 79 ans. Elle est de seulement 54 ans à Cidade Tiradentes, l'une des banlieues les plus pauvres²⁰⁷.

DANS LES BEAUX QUARTIERS
DE SÃO PAULO (BRÉSIL),
L'ESPÉRANCE DE VIE EST DE
79 ANS

ELLE EST DE SEULEMENT
54 ANS
DANS LES QUARTIERS LES
PLUS PAUVRES DE LA VILLE



Difficile de trouver pire injustice que de mourir 25 ans plus tôt simplement parce que vous êtes pauvre.

Pour y remédier et lutter contre les inégalités, nous devons repenser en profondeur ce qui compte vraiment dans nos économies. Dans nos précédents rapports, Oxfam a introduit le concept d'une économie humaine²⁰⁸, rejetant les logiques économiques des dernières décennies pour créer un monde plus juste, plus inclusif et plus durable. Un élément déterminant de l'économie humaine est un État appliquant une fiscalité équitable et fournissant des services publics universels pour toutes et tous. Tel est le fil rouge du présent rapport.

Mon père est décédé et j'ai dû quitter l'école. Il était malade et n'a pas survécu. J'étais douée en classe, mais ma mère n'avait pas les moyens de me faire poursuivre ma scolarité. Je voulais devenir journaliste pour dénoncer les obstacles et les difficultés qui jalonnent le parcours des filles à l'école. Je suis actuellement agente de nettoyage, mais je rêve toujours de devenir un jour journaliste – Matilda, Ghana

2 INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET INÉGALITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



Elizabeth Gabrinao cuit du riz dans sa cuisine de la zone de réinstallation GMA, nord de Tacloban, Philippines, où elle s'est réinstallée avec sa famille après que le typhon Haiyan a détruit leur maison en 2013. Un jour ne suffit pas à Elizabeth pour effectuer tout le travail domestique dont elle a la charge et elle peine à nourrir sa famille avec le maigre salaire de son mari. Photo : Aurelie Marrier d'Unienville/Oxfam.

- Des sociétés plus égalitaires sur le plan économique sont également des sociétés où les femmes et les hommes sont traités sur un pied d'égalité.
- Les décisions économiques des gouvernements, notamment en matière de fiscalité et de dépenses, influent grandement sur les inégalités entre les femmes et les hommes.
- Le temps non rémunéré passé par les femmes pour cuisiner, nettoyer et prendre soin des membres de leur famille doit être pris en compte de toute urgence.

Il est impossible de combler le fossé entre les riches et les pauvres sans garantir l'égalité entre les femmes et les hommes. Des sociétés plus égalitaires sur le plan économique ne peuvent pas être édifiées en opprimant la moitié de l'humanité.

Les sociétés dans lesquelles le fossé entre les riches et les pauvres est nettement moins prononcé sont celles où les femmes sont davantage traitées sur un pied d'égalité²⁰⁹. La participation des femmes dans l'économie sur un pied d'égalité avec les hommes contribue à l'édification d'économies plus égalitaires et résilientes²¹⁰. Mais comme souligné dans la section 1, la crise des inégalités économiques se poursuit, concentrant les richesses aux mains d'une minorité composée très majoritairement d'hommes blancs. Un modèle économique qui ne parvient pas à collecter des recettes publiques de manière progressive et qui n'investit pas dans les services publics n'est pas compatible avec l'égalité entre les femmes et les hommes et désavantagera le plus les femmes vivant dans la pauvreté²¹¹.

Les politiques économiques, notamment la manière dont les États gèrent les recettes et les dépenses publiques, peuvent jouer un rôle clé pour changer cela. Dans une économie humaine, les femmes et les hommes jouiraient des mêmes opportunités, d'un accès identique aux ressources et seraient rémunérés sur un pied d'égalité. Toutes et tous bénéficieraient des soins dont ils ou elles ont besoin et le travail (rémunéré ou non rémunéré) effectué pour prendre soin des autres serait valorisé et considéré comme une responsabilité partagée équitablement entre l'État, les femmes et les hommes. Lors de l'élaboration des politiques et des choix d'investissement des ressources publiques, les gouvernements doivent privilégier la réduction du fossé entre les riches et les pauvres, entre les femmes et les hommes et entre les groupes ethniques et raciaux.

Cette section s'intéresse aux liens entre les inégalités économiques et les inégalités entre les femmes et les hommes. Nous reviendrons notamment sur les inégalités face au niveau du temps consacré à la prise en charge des enfants, des partenaires et des seniors au sein du foyer, et sur le rôle des dépenses publiques pour corriger ces inégalités.

LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET LEUR IMPACT SUR LES FEMMES ET LES HOMMES

Les choix économiques des États peuvent s'accompagner d'impacts très différents sur les femmes et sur les hommes. Ils peuvent être positifs, avec des politiques de type augmentation du salaire minimum, soins de santé gratuits et investissements dans des infrastructures d'eau susceptibles de bénéficier le plus aux femmes pauvres. Mais trop souvent, les politiques creusent le fossé entre les femmes et les hommes.

Les effets de l'austérité en sont l'exemple le plus saisissant. Les femmes sont particulièrement affectées, car du fait de comportements sociaux sexistes, elles ont tendance à assurer davantage de travail de soin non rémunéré, à être moins bien rémunérées et à posséder moins de biens, et sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté. Lorsqu'une crise frappe, les femmes font office de tampons économiques, comblant à leurs dépens les lacunes lorsque les services publics sont interrompus. Suite à des mesures d'austérité au Mexique et en Argentine depuis les années 1990, les femmes issues de foyers plus pauvres, peu éduquées et assumant une grande part du travail de soin non

« Les femmes constituent la moitié de la population active, sont majoritaires à certains postes (enseignantes, infirmières), exercent la plupart des emplois précaires et réalisent la grande majorité du travail reproductif. C'est pourquoi la liberté de disposer de son corps ou d'avoir la main sur les questions de maternité est un droit fondamental que l'ensemble de la main-d'œuvre doit défendre. De même, c'est la raison pour laquelle la précarité de l'emploi, le manque de financements pour la santé et l'éducation, l'allongement des journées de travail (qui rend la conciliation du travail rémunéré et des tâches domestiques intenable), toutes ces attaques à l'encontre de la main-d'œuvre doivent être des priorités du mouvement féministe. »
– Paula Varela, militante féministe, Argentine

rémunéré n'ont eu d'autre choix que d'accepter des emplois précaires et mal rémunérés pour survivre²¹². Une étude des effets de l'austérité en Europe suite au crash financier de 2008 a révélé qu'elle se traduisait par une réduction des dépenses publiques allouées aux services de prise en charge et aux mesures de protection sociale comme les congés paternité, transférant une grande partie du fardeau sur les femmes. Par exemple, le Portugal a fermé de nombreuses crèches publiques et la Roumanie, la Macédoine et la Slovénie ont toutes réduit le périmètre concernant les congés maternité et parentaux²¹³.

Dans le monde, les enseignant-e-s et les agents de santé relèvent pour la majorité du secteur public²¹⁴, or les femmes sont les plus représentées dans ces professions²¹⁵. Autrement dit, les coupes faites dans les services publics affectent souvent le plus durement les femmes. Les femmes et les enfants, en particulier celles et ceux issus de foyers pauvres, de la communauté noire ou de groupes ethniques minoritaires, dépendent de façon disproportionnée de certains services publics tels que les allocations pour enfants à charge du fait de leurs revenus inférieurs et de leurs responsabilités en matière de soins. De ce fait, la moindre réduction budgétaire frappe plus durement les femmes.

Les femmes et les dépenses publiques

Les dépenses publiques sont un outil puissant que les États peuvent utiliser pour combler le fossé entre les femmes et les hommes. Les recherches ont démontré combien des infrastructures et des services publics universels de bonne qualité, surtout dans des domaines comme la santé, l'éducation et l'eau, ainsi que des programmes de protection sociale comme les retraites et les allocations pour enfants à charge, peuvent avoir des effets démultipliés en matière de réduction des inégalités entre les femmes et les hommes²¹⁶. Les services publics peuvent être conçus en tenant compte de la différence des besoins des femmes et des hommes, tout en remettant en question les stéréotypes sociaux selon lesquels les femmes devraient assumer plus de travail de soin non rémunéré que les hommes. Ils peuvent contribuer à transformer les relations entre les femmes et les hommes au lieu de les cautionner, par exemple en s'assurant que l'éducation donne aux filles les armes pour remettre en question le statu quo.

À l'inverse, des services publics sous-financés et de mauvaise qualité, insensibles aux besoins spécifiques des femmes et des filles, peuvent creuser encore le fossé entre les hommes et les femmes. Au lieu de s'élever contre des comportements sociaux obsolètes sur les rôles des femmes, ils peuvent les renforcer. Le rôle que les services publics peuvent jouer dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes est détaillé dans la section 3.

Les femmes et la fiscalité

Une politique fiscale peut également avoir un impact différent sur les femmes et les hommes en raison de différences au niveau de leur situation économique, des responsabilités de soin et du pouvoir décisionnel. Les réductions de l'impôt sur la fortune, de l'impôt sur les hauts revenus et de l'impôt sur les sociétés avantagent les hommes de façon disproportionnée, car ce sont eux qui touchent les plus hauts revenus et possèdent le plus de richesses. À l'inverse, une hausse des impôts comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui affecte les

personnes pauvres de façon disproportionnée, impacte encore davantage les femmes car elles font souvent partie de la frange la plus pauvre de la population²¹⁷.

Des régimes fiscaux bien conçus peuvent s'attaquer aux inégalités entre les femmes et les hommes et promouvoir ainsi une plus grande égalité. Le lien entre fiscalité et inégalités entre les femmes et les hommes est détaillé dans la section 4.

TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ ET INÉGALITÉS

Nos économies reposent sur des centaines de millions d'heures de travail non rémunéré (prise en charge des enfants, des seniors et des personnes malades, lavage, nettoyage, cuisine, collecte d'eau et bois de chauffage). La grande majorité de ce travail non rémunéré est assurée par les filles et les femmes, en raison de la permanence de stéréotypes de genre et de codes sociaux sexistes. Si la totalité du travail de soin non rémunéré effectué par les femmes dans le monde était réalisée par une seule et même entreprise, cette dernière aurait un chiffre d'affaires annuel de 10 000 milliards de dollars²¹⁹, soit 43 fois plus que celui d'Apple.²²⁰ Aucune égalité économique ou entre les femmes et les hommes n'est possible tant que nous ne reconnaissons pas cette injustice et que nous n'agissons pas en conséquence.

« Le problème avec le genre, c'est qu'il prescrit comment nous devons être plutôt que de reconnaître comment nous sommes. »
– Chimamanda Ngozi Adichie dans *We Should All Be Feminists*²¹⁸

SI LA TOTALITÉ DU TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ EFFECTUÉ PAR LES FEMMES DANS LE MONDE ÉTAIT RÉALISÉE PAR UNE SEULE ET MÊME ENTREPRISE, CETTE DERNIÈRE AURAIT UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE

**10 000
MILLIARDS
DE DOLLARS***

***43 FOIS
CELUI D'APPLE**



Rapport calculé d'après le chiffre d'affaires annuel déclaré par Apple en 2017 (229,3 milliards de dollars) ; voir la note pour la source²²¹. Photo : Rosalyn Martinez collecte de l'eau en utilisant une pompe à eau dans la zone de réinstallation GMA, nord de Tacloban, Philippines. Le site a été construit pour reloger les familles suite au typhon Haiyan, mais de nombreuses résidentes et résidents indiquent se trouver actuellement dans une situation encore plus vulnérable et n'ont pas accès aux services de base comme un approvisionnement fiable en eau potable. Crédit : Aurélie Marrier d'Unienville/Oxfam.

Les recherches menées par Oxfam dans les communautés rurales en Colombie, aux Philippines, en Éthiopie, en Ouganda et au Zimbabwe ont révélé que les femmes consacrent en moyenne 14 heures par jour au travail de soin²²². Une autre étude a révélé que les femmes pauvres vivant en milieu rural réalisent en général près de cinq fois plus de travail de soin que les hommes²²³. Cette imposante charge de travail de soin non rémunéré les désavantage à plus d'un titre :

- Le stress combiné aux longues heures de travail nuisent à leur santé.
- Cela limite leur capacité à décrocher un travail décent.
- Elles sont moins aptes à renforcer leurs compétences et à occuper des postes de leadership.
- Cela sape leur capacité à participer à la vie civile et politique, si bien que les besoins des femmes risquent d'être moins bien pris en compte par les responsables politiques.
- L'éducation des filles en pâtit lorsqu'elles sont déscolarisées pour participer aux tâches domestiques, alors que leurs frères poursuivent leurs études.

Si les femmes effectuent en moyenne plus de travail de soin non rémunéré que les hommes, la situation est encore bien pire pour les femmes pauvres. Les femmes plus pauvres sont moins susceptibles d'avoir accès à de l'eau courante

propre et aux services publics pour la santé et la garde d'enfants. En Tunisie, les enfants de trois et quatre ans issus des familles les plus pauvres ont six fois moins de chance que ceux des familles les plus riches de fréquenter des structures d'accueil préscolaire²²⁴. Les familles pauvres sont moins susceptibles de posséder des équipements leur facilitant le travail domestique, comme une machine à laver, ou d'avoir les moyens d'employer du personnel pour ces effectuer ces tâches. Les travailleuses et les travailleurs domestiques sont en grande majorité des femmes pauvres qui doivent jongler entre de nombreuses heures de travail domestique faiblement rémunéré et leur propre travail de soin chez elles. Le travail de soin non rémunéré amplifie les inégalités économiques, car les plus pauvres disposent du temps le plus limité pour dégager un revenu et cumuler des richesses au cours de leur vie.

Le travail de soin non rémunéré est une aide dissimulée, majeure pour l'économie mais totalement ignorée dans les analyses économiques standard. Si les États intégraient une analyse du travail de soin non rémunéré dans leurs politiques économiques et assumaient davantage la responsabilité de répondre aux besoins de leur population en matière de soin, cela permettrait de lutter plus efficacement contre les inégalités économiques et contre les inégalités entre les femmes et les hommes.

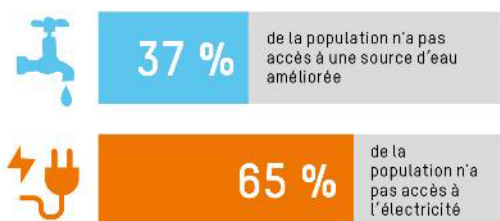
Par exemple, en réponse aux charges de travail excessives assumées par les femmes et à la nécessité de mettre un terme aux emplois précaires et mal rémunérés, le gouvernement uruguayen a mis en place en 2015 un système national de soin inclusif. Tous les enfants jouissent du droit de prise en charge et le travail des aidant-e-s est reconnu et valorisé à l'aide de formations et de programmes de soutien²²⁵.

Les États doivent lutter contre les comportements sociaux obsolètes qui attribuent les tâches d'aide principalement aux femmes et se retrouvent souvent dans les politiques sexistes qui promeuvent davantage le congé maternité que le congé parental. Ils doivent également investir plus d'argent dans les services publics pertinents susceptibles d'alléger considérablement la charge de travail des femmes (approvisionnement en eau potable et raccordement à l'électricité, prise en charge des enfants et des seniors, soins de santé et transports publics).

Travail de soin non rémunéré et services publics

Dans les faits, ces services publics fondamentaux restent largement sous-financés pour un trop grand nombre de personnes. En Afrique subsaharienne, 65 % de la population n'a toujours pas accès à l'électricité, et 37 % reste privée d'accès à une source d'eau améliorée²²⁶. Un accès inadéquat aux services publics de base accroît considérablement le temps consacré par les ménages pauvres aux tâches non rémunérées comme la collecte d'eau et de bois de chauffage, ou la prise en charge des personnes malades en l'absence de soins médicaux de qualité à proximité. La contribution non rémunérée des femmes dans le secteur de la santé équivaldrait à environ 3 % du PIB des pays à revenu faible²²⁷.

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, LA POPULATION NE BÉNÉFICIE TOUJOURS PAS D'UN ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS DE BASE COMME L'EAU ET L'ÉLECTRICITÉ



CELA ACCROÎT CONSIDÉRABLEMENT LE TEMPS CONSACRÉ PAR LES MÉNAGES PAUVRES AUX TÂCHES NON RÉMUNÉRÉES



À l'inverse, les investissements dans des services publics gratuits et universels de prise en charge peuvent améliorer considérablement la vie des femmes pauvres.

Dans certaines régions du Zimbabwe, l'accès à une source d'eau améliorée peut réduire la charge moyenne du travail de soin non rémunéré assuré par les femmes de quatre heures par jour²²⁸, soit deux mois par an. À Rio de Janeiro (Brésil), l'accès à des services de garde gratuits et relevant du service public a permis d'augmenter le taux d'emploi des mères à revenu faible de 27 % et de quasiment doubler l'emploi des mères à revenu faible qui n'avaient encore jamais occupé d'emploi rémunéré²²⁹.

Plutôt que d'alourdir les budgets des États, les investissements dans de tels services sont vecteurs de retombées économiques. L'investissement dans des services de soin crée de l'emploi. Une récente recherche menée dans six pays à revenu intermédiaire a par exemple révélé qu'un investissement de 2 % du PIB dans le renforcement des services de soin et de santé génère une hausse du taux d'emploi de 1 à 3 %, avec 24 millions de nouveaux emplois rien qu'en Chine, soit 13 % d'emplois supplémentaires comparé à un investissement de cette somme dans le secteur de la construction²³⁰. Pour les États, le coût de tels investissements est relativement bas. D'après une récente étude menée en Turquie, les investissements dans les structures d'accueil préscolaire et l'éducation ont des retombées supérieures en termes d'accroissement de l'impôt sur le revenu et d'autres recettes par rapport à un investissement équivalent dans le secteur de la construction²³¹.

Outre l'accroissement de l'investissement dans les services publics, une conception et une gestion judicieuses sont indispensables pour permettre aux femmes d'accéder rapidement à ces services. Les temps de trajet et d'attente importants, des heures d'ouverture limitées ou non fiables et la diminution des opportunités qu'entraîne une perte de revenu affectent davantage les femmes en raison des responsabilités considérables qu'elles assument en matière de travail de soin non rémunéré et du temps déjà très limité dont elles disposent²³². D'après une étude menée en milieu rural en Égypte, 42 % des femmes identifient les difficultés de paiement comme étant un obstacle en matière d'accès aux services de santé. Elles sont 30 % à considérer les longues distances et les temps d'attente importants comme étant une barrière à l'utilisation des services de santé²³³. Cela illustre l'importance des investissements et de la construction d'hôpitaux publics gratuits et de qualité à proximité des lieux de résidence et de travail des femmes.

Pour que les services publics répondent aux besoins des femmes pauvres, les États doivent proposer aux femmes pauvres de véritables opportunités de prendre part à la conception et à l'administration des principales décisions budgétaires.

Les inégalités économiques et les inégalités entre les femmes et les hommes sont étroitement liées, et les décisions économiques, fiscales et budgétaires prises par les États peuvent avoir un effet puissant sur la réduction ou l'augmentation des écarts de richesses.

Lorsque les États choisissent de réduire les impôts des plus riches, de supprimer des services publics ou de les mettre exclusivement à la disposition d'une élite, cela prive les personnes pauvres d'opportunités, ignore l'importance du travail de soin dans la société et fait peser sur les filles et les femmes les plus pauvres le coût humain de services publics défaillants. Et à l'extrême opposé, des richesses considérables sont concentrées dans les mains d'une élite, majoritairement des hommes. La nature sexospécifique des inégalités économiques renforce les inégalités dans tous les domaines de la vie des femmes, les privant de la possibilité de remettre en question les systèmes de discrimination. Cette situation n'est pas une fatalité et les femmes du monde entier se mobilisent et proposent des alternatives. La fiscalité et les services publics pourraient être de puissants outils permettant aux États de relever les défis interconnectés inhérents aux inégalités économiques et aux inégalités entre les femmes et les hommes. Les deux prochaines sections exploreront la puissance des services publics pour combler ce fossé.

3 LE RÔLE DES SERVICES PUBLICS ET DE LA PROTECTION SOCIALE DANS LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS



Une docteure tient dans ses bras un nourrisson dans la maternité du camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie, qui abrite près de 80 000 personnes ayant fui la guerre en Syrie. Photo : Tom White/PA.

- Les services publics comme la santé et l'éducation, ainsi que les allocations familiales, les retraites et les autres programmes de protection sociale peuvent réduire considérablement les inégalités.
- Pour cela, ils doivent être gratuits, publics, universels, d'une grande qualité, et promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

ADMINISTRER UN MIRACLE AU QUOTIDIEN

Des salles de classe avec des enseignant-e-s. Des hôpitaux avec des infirmiers et infirmières et des docteurs. Des lavabos fonctionnels et des toilettes propres. Une retraite de base après une vie de dur labeur. L'accès de toutes et tous à

l'éducation, à la santé, à l'eau, à la retraite ou aux allocations familiales, indépendamment du genre, de la caste, de l'origine ethnique ou du handicap. Les services publics et les prestations sociale de ce type peuvent promouvoir l'égalité en contribuant à transformer la vie des personnes et en libérant leur potentiel, en resserrant les liens au sein de la société et en comblant le fossé entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes.

Les services publics sont l'une des plus grandes inventions de l'humanité. Aucun pays n'est parvenu à se développer sans investir dans de tels services. Au XIX^e siècle, dans les pays riches, l'éducation et les soins de santé étaient presque entièrement aux mains du secteur privé et hors de portée de l'immense majorité de la population²³⁴, qui souffrait de cette inégalité d'accès. Les services publics dans ces mêmes pays sont à l'heure actuelle l'un des vecteurs les plus puissants d'égalité, avec une réduction des inégalités de revenus de l'ordre de 20 % en moyenne²³⁵.

Les services publics et la protection sociale jouent un rôle clé pour répondre aux besoins des personnes et garantir leurs droits humains dans le monde entier. Ils ont également un rôle prépondérant dans la réduction des inégalités et de la pauvreté²³⁶. Les preuves collectées dans plus de 150 pays (riches et pauvres) sur une période de plus de 30 ans²³⁷ révèlent que les investissements réalisés dans la santé, l'éducation et la protection sociale réduisent le fossé entre les riches et les pauvres. Une étude récente menée dans 13 pays en développement a démontré que les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé représentaient 69 % de la réduction totale des inégalités²³⁸.

Des services publics gratuits et universels répondent aux besoins fondamentaux des personnes, leur évitent de devoir payer de leur poche et permettent à des centaines de millions d'entre elles de s'extirper de la pauvreté. Si tous les enfants sortaient de l'école avec des compétences élémentaires en lecture, 171 millions de personnes pourraient échapper à l'extrême pauvreté²³⁹. Si des soins de santé universels étaient financés publiquement et proposés gratuitement aux patient-e-s, cela éviterait à cent millions de personnes de tomber dans l'extrême pauvreté²⁴⁰. 800 millions de personnes supplémentaires ne seraient pas contraintes de se passer de produits de première nécessité (comme la nourriture) pour s'acquitter des soins de santé²⁴¹.

La collecte d'eau représente chaque jour quelque 125 millions d'heures de corvée, principalement dévolue aux filles et aux femmes²⁴². On estime que 443 millions de jours d'école sont perdus chaque année à cause des maladies liées à l'eau²⁴³ et qu'environ la moitié des lits des hôpitaux dans les pays en développement sont occupés par des personnes souffrant de telles affections²⁴⁴. Avec un accès à de l'eau salubre, ces heures perdues pourraient être consacrées à apprendre et à préparer un avenir meilleur.

Selon le FMI, les dépenses publiques consacrées à la santé, à l'éducation et à la protection sociale comptent parmi les principaux outils à disposition des États pour réduire les inégalités et la pauvreté. Elles seraient cruciales dans la promotion du développement économique²⁴⁵.

Encadré 5 : Des services publics probants dans les pays en développement

À l'heure actuelle, de nombreux pays en développement gèrent des services publics à une échelle jamais connue dans l'histoire des nations riches lorsqu'elles avaient des niveaux de revenu comparables.

Par exemple, la Thaïlande a introduit la couverture santé universelle en 2002 pour sa population de 69 millions d'habitant-e-s, avec un revenu par habitant similaire à celui des États-Unis en 1930²⁴⁶. Le gouvernement thaïlandais emploie 180 000 infirmières et infirmiers²⁴⁷ et 50 000 docteurs²⁴⁸ dans le pays. Plus de 80 % des soins sont fournis par l'État. Financés par une fiscalité progressive, les services de santé de qualité sont disponibles gratuitement pour l'ensemble des citoyen-ne-s, riches ou pauvres²⁴⁹. Ils contribuent à la réduction des inégalités en Thaïlande en profitant davantage aux personnes pauvres qu'aux riches²⁵⁰.

L'Éthiopie est un pays pauvre qui affiche un revenu par habitant similaire à celui du Canada en 1840²⁵¹. Le pays est pourtant le cinquième plus dépensier au monde dans l'éducation en proportion de son budget :

- Le pays emploie plus de 400 000 enseignant-e-s pour le cycle primaire²⁵².
- Entre 2005 et 2015, 15 millions d'enfants supplémentaires ont été scolarisés, passant ainsi de 10 à 25 millions²⁵³.

L'Éthiopie fait toujours face à de nombreux défis en matière de résultats d'apprentissage et pour améliorer la qualité de l'éducation²⁵⁴, mais l'ampleur de l'engagement et des efforts déployés pour éduquer ses filles et ses garçons est phénoménale.

Grâce à une action gouvernementale concertée et à une prestation publique, le gouvernement du Paraguay a œuvré aux côtés des communautés pour augmenter la part de la population rurale accédant à de l'eau salubre de 50 à 95 % en seulement 15 ans (2000–2015), s'assurant ainsi que chaque citoyen-ne puisse boire de l'eau potable²⁵⁵.

DES PROGRÈS, BIEN QUE FRAGMENTÉS ET INÉGAUX

Depuis quelques décennies, les services publics produisent des résultats remarquables, en particulier dans les pays en développement. Depuis 1990, 2,6 milliards de personnes ont obtenu l'accès à de meilleures sources d'eau potable²⁵⁶. La scolarisation au primaire est désormais pratiquement universelle, avec autant de filles inscrites que de garçons²⁵⁷. Depuis 1990, le nombre d'enfants mourant avant leur cinquième anniversaire a diminué de moitié²⁵⁸. À l'échelle mondiale, les nouveaux cas d'infection au VIH ont chuté de 38 % entre 2001 et 2013²⁵⁹.

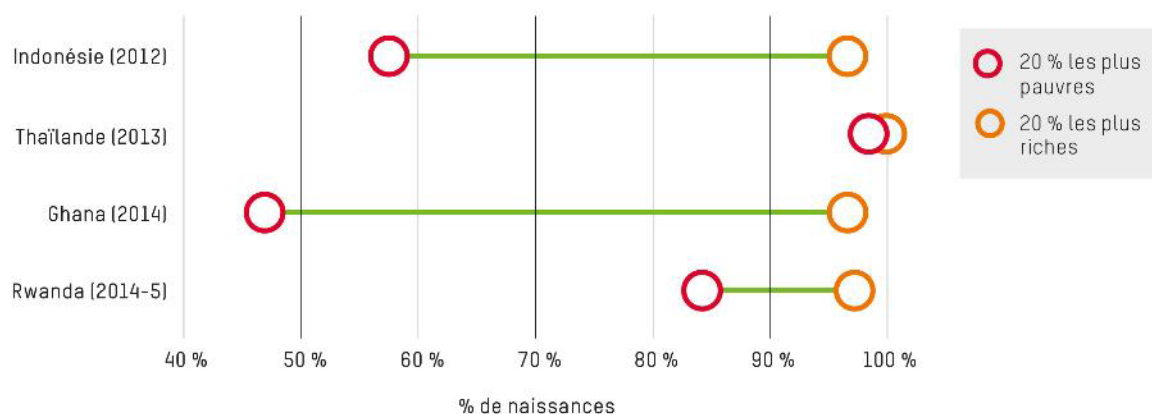
Hélas, les progrès réalisés pour répondre aux autres besoins fondamentaux ont été beaucoup trop timorés, voire même en déclin. Au moins la moitié de la population mondiale (7,6 milliards de personnes) ne bénéficie pas des soins de santé requis²⁶⁰. En 2015, 262 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire et secondaire n'étaient toujours pas scolarisés²⁶¹. Parmi ceux allant à l'école primaire, plus de la moitié des enfants n'atteignent même pas un niveau basique

de lecture²⁶². D'autre part, 844 millions de personnes sont toujours privées d'un service d'eau potable de base²⁶³.

Les statistiques mondiales masquent également les différences énormes entre et au sein des pays, entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes. Dans les pays en développement, les enfants des familles les plus riches ont 32 % de chances de plus d'aller au terme de l'école primaire que les enfants des familles les plus pauvres²⁶⁴. Les données issues de 137 pays en développement révèlent qu'un enfant d'une famille pauvre a en moyenne deux fois plus de risque de mourir avant son cinquième anniversaire qu'un enfant d'une famille riche²⁶⁵.

Pour une mère sur le point d'accoucher, la présence d'un-e sage-femme ou d'un-e autre professionnel-le de santé augmente considérablement ses chances de survie en cas de problème. Pour les futures mères en situation de pauvreté, cela dépend grandement du pays dans lequel elles accouchent, comme l'indique la Figure 5. En Thaïlande et au Rwanda, les mères pauvres ont pour ainsi dire autant de chance que les mères riches d'accoucher avec l'aide d'un-e professionnel-le de santé, tandis qu'en Indonésie et au Ghana elles sont plus susceptibles d'accoucher sans cette aide, mettant leur vie et celle de leur bébé en danger.

Figure 5 : Pourcentage de naissance avec l'aide d'un-e sage-femme ou d'un professionnel médical compétent – 20 % les plus riches et 20 % les plus pauvres



Source : Health Equity Assessment Toolkit (HEAT)²⁶⁶

DES SERVICES PUBLICS DE PIÈTRE QUALITÉ EXACERBENT LES INÉGALITÉS DANS DE NOMBREUX PAYS

Le pouvoir des services publics et de la protection sociale dans la réduction des inégalités dépend de leur financement, de la façon dont ils sont mis en place et de leur niveau de qualité.

Dans de trop nombreux pays, les services publics sont en crise du point de vue de la qualité. Les écoles et les hôpitaux manquent de personnel, sont sous-

financés et de très mauvaise qualité. La protection sociale est bien mince et exclut de nombreuses personnes qui en ont pourtant besoin. Ces services ignorent les besoins spécifiques des femmes. Dans de telles situations, les services publics peuvent ne pas répondre aux besoins des citoyen-ne-s et au final renforcer et accroître les inégalités.

Dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire, on estime que 3,6 millions de décès peuvent être attribués chaque année au manque d'accès aux soins médicaux²⁶⁷.

Encadré 6 : Les soins de santé privés en Inde - au détriment des plus pauvres

En Inde, le gouvernement néglige les soins de santé publics, si bien que le secteur privé domine²⁶⁸. Les meilleurs soins médicaux privés sont uniquement accessibles aux personnes qui ont les moyens de les payer.²⁶⁹ Le pays est une destination médicale de choix et offre des soins parmi les meilleurs au monde à celles et ceux qui en ont les moyens²⁷⁰. Dans le même temps, les niveaux de dépenses publiques pour la santé sont parmi les plus faibles dans le monde. En Asie du Sud, notamment en Inde, les soins de mauvaise qualité tuent davantage que le manque d'accès aux soins ou à un traitement²⁷¹. Les patient-e-s les plus pauvres doivent se contenter de prestataires publics incompétents ou tenter leur chance auprès de tout un éventail de guérisseuses ou de guérisseurs et d'autres prestataires privés non réglementés, ce qui bien souvent²⁷², finit de les ruiner.

De puissantes sociétés de soin de santé ont multiplié par 3,5 le coût des primes d'assurance santé dans certains États et menacent d'interrompre les services si le gouvernement ne s'y conforme pas²⁷³. Dans les grandes villes comme Delhi, de nombreux hôpitaux privés ont reçu des terrains gracieusement ou avec une forte subvention de l'État en échange de soins gratuits pour les patient-e-s pauvres, mais ils ne respectent pas leur part du contrat²⁷⁴. Plusieurs de ces établissements ont également bénéficié d'un soutien financier considérable de la part de l'antenne d'investissement dans le secteur privé de la Banque mondiale²⁷⁵.

80 % des règlements au régime public d'assurance maladie profitent à des prestataires privés. Des données collectées auprès de différents États confirment la corruption et les pratiques contraires à l'éthique des prestataires privés : facturation à l'État de patient-e-s fictifs/ves, refus de la gratuité des traitements pour les patient-e-s pauvres, réalisation d'actes médicaux ou délivrance de médicaments inutiles²⁷⁶. Des dérives qui virent au macabre lorsque des milliers de jeunes femmes indiennes subissent une ablation abusive de leur utérus de la part de prestataires de soins privés, car l'hystérectomie est l'une des opérations les plus lucratives²⁷⁷.

Des millions d'enfants supplémentaires, principalement des filles, vont désormais à l'école suite à l'élargissement de l'accès à l'éducation dans de nombreux pays pauvres. Pourtant, dans de trop nombreux pays, cette hausse historique de l'accès à l'éducation pour les enfants pauvres ne s'est pas accompagnée des investissements requis pour garantir une éducation de bonne qualité à ces enfants. Par conséquent, de nombreux pays sont frappés par une crise de l'apprentissage et les enfants ne parviennent pas à acquérir ce que les fondamentaux²⁷⁸.

À cause d'un approvisionnement public en eau défaillant, les familles pauvres sont contraintes d'acheter de l'eau auprès de vendeurs privés, souvent à un prix nettement supérieur à celui payé par les mieux lotis qui ont accès à l'eau courante. À Nairobi par exemple, les habitant-e-s des bidonvilles paient leur eau 40 fois plus cher que dans les quartiers aisés de la ville²⁷⁹.

Dans un trop grand nombre de pays en développement, les services publics sont parcellaires, privatisés et ils privilégient les riches. Alors que certains pays avancent à contre-courant, dans la plupart d'entre eux les dépenses en matière de santé et d'éducation sont insuffisantes²⁸⁰. Pendant de nombreuses années, la principale approche économique d'institutions telles que la Banque mondiale consistait à rationner et à limiter au maximum les services publics et les programmes de protection sociale, arguant que le secteur privé était plus compétent pour apporter une aide, que chaque personne devait s'acquitter de frais à l'hôpital comme à l'école, que les mécanismes de marché devaient être utilisés dans les services publics et que les programmes de protection sociale devaient être très limités et cibler uniquement les plus pauvres²⁸¹. Bien que le discours, les programmes et les conseils aient évolué, y compris et de manière notable de la part du FMI²⁸², le changement se révèle plus lent dans la pratique. Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, l'austérité décrétée après la crise financière mondiale de 2008 a surtout protégé les intérêts des riches tout en réduisant les services publics et les programmes de protection sociale dont dépendent les populations les plus pauvres et les plus vulnérables²⁸³.

Cette tendance est souvent aggravée par l'interférence d'une élite dans les politiques et les États, orientant les fonds publics pour servir des intérêts privés (voir Encadré 6)²⁸⁴. Dans la même veine, les sociétés pharmaceutiques tirent profit de leur influence pour appliquer des prix vertigineux, hors de la portée des ministères de la Santé²⁸⁵. Par exemple, un nouveau traitement contre la tuberculose pharmacorésistante a été commercialisé par Janssen (une filiale de Johnson & Johnson en Afrique du Sud) à 400 dollars pour 6 mois, alors que le monde de la recherche estime qu'une version générique pourrait être formulée pour seulement 48 dollars²⁸⁶.

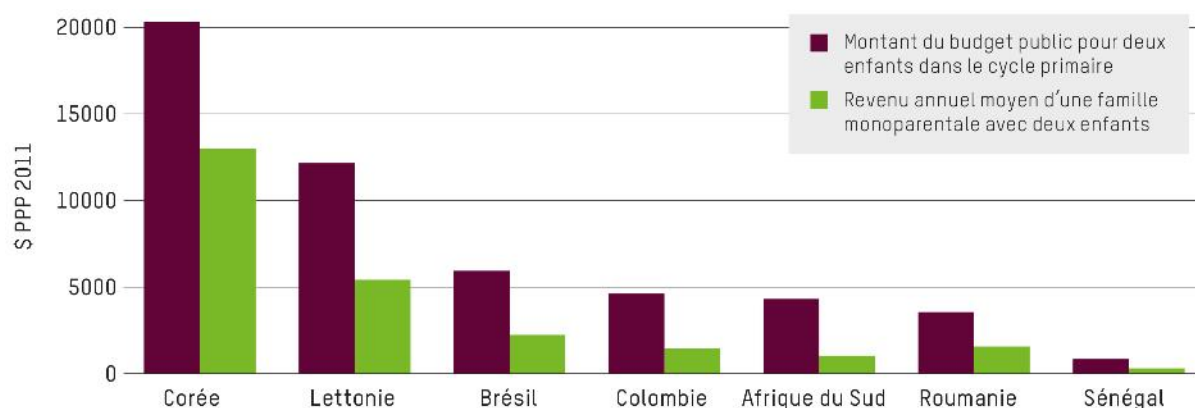
RÔLE DES SERVICES PUBLICS ET DE LA PROTECTION SOCIALE DANS LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Réduction des dépenses des personnes pauvres

Lorsqu'un État propose des services universels gratuits (éducation, santé), cela profite à toutes et tous. Au niveau des revenus, ces services bénéficient toutefois le plus aux femmes et aux hommes les plus pauvres, qui n'ont plus alors à financer ces services à partir de leurs revenus déjà très faibles. Les dépenses d'un État en ce sens peuvent être considérées comme un levier *virtuel* probant²⁸⁷ pour accroître les revenus des ménages. Pour les personnes les plus pauvres, ce levier peut être équivalent (sinon supérieur) à leurs propres revenus²⁸⁸.

Pour en savoir plus sur ces effets positifs, Oxfam a examiné les données disponibles sur les dépenses publiques pour l'enseignement dans 78 pays à revenu faible, à revenu intermédiaire et à revenu élevé²⁸⁹. D'après nos calculs, dans 90 % des pays, le budget public annuel par enfant dans l'enseignement primaire est supérieur aux revenus des 10 % les plus pauvres de la population²⁹⁰. Pour les familles pauvres, l'ampleur des avantages se mesure en fonction de la taille de chaque famille et du nombre d'enfants scolarisés. Ce coup de pouce aux revenus des familles peut se vérifier dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Par exemple, pour une mère célibataire en charge de deux enfants scolarisés dans le primaire, les fonds publics affectés à la scolarité de ses enfants sont trois fois supérieurs aux revenus de son foyer en Colombie, et deux fois supérieurs dans des pays aussi différents que le Brésil, la Lettonie, le Sénégal et la Roumanie (voir Figure 6).

Figure 6 : Budget public affecté à l'enseignement primaire comparé aux revenus des familles les plus pauvres dans divers pays



Source : Calculs d'Oxfam Voir la note méthodologique²⁹¹.

Ce gain de revenu pour les personnes pauvres se retrouve dans la fourniture d'autres services publics gratuits ou fortement subventionnés. Les personnes pauvres consacrent souvent une part importante de leur revenu à se procurer de l'eau. En Papouasie-Nouvelle-Guinée par exemple, le coût de l'eau représente jusqu'à 54 % du salaire journalier d'une personne pauvre²⁹². La diminution du coût de l'eau permet aux familles pauvres de réaliser d'importantes économies, ce qui réduit aussi bien la pauvreté que les inégalités²⁹³. En moyenne, dans les pays riches, les services publics représentent l'équivalent de 76 % du revenu disponible des personnes les plus pauvres, et à peine 14 % du revenu des plus riches²⁹⁴.

En plus de ces services proposés gratuitement, des programmes de protection sociale tels que les allocations familiales et les retraites apportent des revenus monétaires supplémentaires. Ces programmes peuvent avoir un impact majeur dans la réduction des inégalités. En Amérique latine, il est démontré que l'introduction et l'élargissement des programmes de protection sociale étaient l'un des facteurs clés de réduction des inégalités dans la région dans les années 2000²⁹⁵.

Au-delà de l'impact direct des dépenses publiques dans la redistribution des revenus, lorsqu'ils sont correctement attribués, les services publics et les programmes de protection sociale peuvent largement contribuer à réduire les inégalités.

Impact sur les femmes

Les filles et les femmes vivant dans la pauvreté sont celles qui ont le plus à gagner de services publics et de programmes de protection sociale équitables, universels et de grande qualité²⁹⁶. Ceux-ci ne doivent pas être conçus uniquement pour répondre aux besoins des femmes. Dès que la situation le permet, ils doivent également remettre en question les rôles traditionnellement assignés aux femmes et aux hommes, par exemple avec des politiques garantissant aux pères et aux mères un congé parental partagé plutôt que de n'accorder qu'un congé maternité aux mères.

Dans le monde, les femmes qui ont suivi le cycle secondaire ont un revenu deux fois supérieur à celui des femmes sans éducation²⁹⁷. Par conséquent, l'éducation réduit l'écart salarial entre les femmes et les hommes ; elle accroît également le pouvoir décisionnel des femmes dans leur ménage. Au Pakistan par exemple, les femmes n'ayant suivi que le cycle primaire sont rémunérées environ deux fois moins que les hommes, tandis que celles ayant validé le secondaire touchent environ 70 % du salaire d'un homme. S'il reste inacceptable, cet écart est tout de même amenuisé²⁹⁸.

D'après l'UNESCO, si toutes les filles suivaient le cycle secondaire, cela réduirait de 64 % le nombre de mariages précoces et forcés²⁹⁹. Ces formes de mariage augmentent considérablement le risque de décès maternels³⁰⁰. Si toutes les filles achevaient ne serait-ce que le cycle primaire, quelque 189 000 décès maternels pourraient être évités chaque année, soit une réduction de deux tiers³⁰¹. L'enseignement public peut faire une vraie différence pour les filles et les femmes quand il permet de questionner les préjugés de genre et codes sociaux discriminants qui peuvent être véhiculés au sein de la famille et des communautés et qui nuisent à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans le monde, les transferts de protection sociale universels (comme les retraites et les allocations familiales) réduisent l'écart de revenu entre les femmes et les hommes³⁰². En Afrique du Sud par exemple, le revenu des femmes équivaut à 48 % de celui des hommes avant ces transferts, et à 57 % après. Un programme de protection sociale universel contribue généralement davantage à l'égalité entre les femmes et les hommes qu'un programme de protection sociale basé sur des cotisations individuelles. Les régimes contributifs sont moins accessibles aux femmes, car ces dernières travaillent souvent dans le secteur informel ou occupent des emplois précaires, ce qui les rend inéligibles³⁰³. Même lorsque les femmes cotisent, elles ont tendance à toucher une allocation moindre en raison de leur plus faible rémunération et de périodes plus longues sans activité rémunérée du fait de leurs responsabilités en matière de soins³⁰⁴.

Des soins de santé de qualité et gratuits sont essentiels pour que les femmes et les filles puissent prendre des décisions concernant leur propre vie et être des membres actifs et productifs de leur famille et de leur communauté. Cela augmente leurs chances d'échapper à la pauvreté et réduit le risque de mourir de causes évitables, comme lors d'un accouchement. L'accès à des services de santé sexuelle et reproductive est essentiel pour rendre les femmes autonomes et leur permettre de choisir si et quand avoir un enfant. Cela influe à son tour considérablement sur les opportunités économiques des femmes³⁰⁵.

À l'inverse, les frais de santé peuvent exacerber les inégalités entre les femmes et les hommes. Au Mali, une étude approfondie a révélé que ces frais enferment les femmes et leurs familles dans des cycles de pauvreté, de maladie et d'impuissance. Les femmes faiblement rémunérées sont suspendues au bon vouloir de leur mari pour payer les soins requis³⁰⁶.

Pour une plus grande cohésion sociale

Des écoles publiques, des hôpitaux publics, des logements publics, un approvisionnement en eau public. Des avantages universels pour toutes les mères, tous les enfants et tous les seniors. Ces actions déployées par l'État peuvent avoir un effet égalisateur important sur la société. Des écoles publiques de bonne qualité peuvent être des modèles d'égalité où les enfants des familles riches comme des familles pauvres apprennent côte à côte et sympathisent. Des personnes de tous horizons et de toutes les catégories sociales peuvent se retrouver dans un espace public ou un hôpital. Toutes les mères peuvent bénéficier d'une aide de l'État, quel que soit leur niveau de revenu. Le quotidien fournit de nombreux exemples de la manière dont la société peut être conçue pour mutualiser les risques afin de permettre aux personnes de s'aider mutuellement à rester en bonne santé et à faire face aux risques qu'elles ne peuvent pas gérer seules³⁰⁷.

Au lendemain de l'indépendance dans de nombreux pays, l'élargissement des services publics universels faisait partie intégrante du projet d'édification de la nation³⁰⁸. Plusieurs pays utilisent explicitement les services publics et la protection sociale comme des outils pour renforcer les relations entre les citoyen-ne-s et l'État et promouvoir la cohésion³⁰⁹. Une étude sur les transferts monétaires universels menée dans un district du Népal a révélé qu'ils généraient un sentiment d'égalité parmi les bénéficiaires, promouvant de fait l'inclusion sociale³¹⁰. En Inde, traditionnellement, les personnes appartenant à une haute caste ne sont pas supposées utiliser les mêmes ustensiles de cuisine que les personnes de basse caste. Si les préjugés ont la peau dure, certaines données révèlent que les programmes de repas scolaires ont contribué à atténuer cette pratique ; on a même observé des cas où tous les enfants mangent ensemble³¹¹.

Des subventions ou des services ciblés risquent en revanche d'alimenter les divisions et les conflits. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, le ciblage de la pauvreté s'est révélé affaiblir l'engagement social dans les communautés pauvres³¹². Au Nicaragua, les études menées sur le programme de protection sociale *Red de Protección Social* ont révélé des divisions croissantes entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires, qui ont refusé de prendre part aux activités de la communauté³¹³.

Lorsque les services publics sont défaillants, les plus riches peuvent payer de leur poche pour y suppléer. Cela peut les amener à se désintéresser des services publics ou à ne plus les soutenir autant, et à être moins enclin-e-s à payer leurs impôts pour les financer³¹⁴. L'éducation, la santé et d'autres services publics sous-financés et de piètre qualité deviennent l'apanage des plus pauvres³¹⁵, ce qui sape la cohésion sociale, la confiance et la solidarité³¹⁶.

Promouvoir la mobilité sociale

Comme décrit dans la section 1, la mobilité sociale (ou la capacité d'évoluer sur l'échelle des revenus) est essentielle dans la réduction des inégalités et de la pauvreté. Des services publics et des programmes de protection sociale de qualité ont un fort potentiel pour accroître la mobilité sociale.

Cela se vérifie surtout dans l'éducation : si une éducation de qualité est accessible à tous, alors il ne fait aucun doute que tous les enfants pourront exprimer leur plein potentiel et tirer le meilleur parti de leurs compétences³¹⁷. À l'inverse, si une éducation de qualité est réservée uniquement aux familles ayant de l'argent, le talent est étouffé et seul-e-s les plus riches se partagent les opportunités.

Liberté et émancipation

Les services publics et les programmes de protection sociale peuvent réduire les inégalités en renforçant le sentiment de liberté incarné par le prix Nobel d'économie Amartya Sen³¹⁸. Bien que théoriquement libre, l'humanité reste en grande partie enfermée dans la pauvreté, la maladie et l'ignorance. Pour M. Sen, l'émancipation de celles-ci est une mesure incontournable du progrès humain.

Une éducation de qualité peut transformer des vies. Elle peut avoir un impact profond sur la prise de conscience, la confiance en soi, l'esprit critique et la compréhension du monde. Elle peut donner la force de contester les dirigeants et d'agir pour un monde plus juste³¹⁹. Elle peut contribuer à lutter contre la ploutocratie et à bâtir la démocratie. Une recherche approfondie menée dans les pays de l'OCDE et remontant aux années 1970 révèle qu'une meilleure éducation renforce l'engagement civique et politique³²⁰.

Les filles et les femmes vivant dans la pauvreté sont celles qui ont le plus à gagner pour avoir un plus grand contrôle sur leur vie grâce à l'éducation³²¹ et à l'accès à des services de soins. La mise à disposition de structures de qualité pour la garde d'enfants ou l'accès à de l'eau courante propre peut leur épargner des centaines d'heures actuellement passées à s'occuper des enfants ou à aller chercher de l'eau, leur offrant ainsi du temps pour les loisirs, la formation, l'engagement militant ou un travail rémunéré.

QUELS TYPES DE SERVICES PUBLICS ET DE PROTECTION SOCIALE SONT LES PLUS EFFICACES POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ?

La manière dont sont fournis les services publics comme la santé et l'éducation et dont sont organisées les prestations sociales comme les retraites et d'autres allocations sociales est déterminante pour leur capacité à combler le fossé entre les riches et les pauvres.

Les États qui ont obtenu des résultats probants y sont parvenus en proposant des programmes de protection sociale et des services publics universels qui bénéficient aux filles et aux femmes, en abolissant les frais dans les secteurs de la santé et de l'éducation, et en renforçant progressivement les services publics, avec notamment des formations et des recrutements d'enseignant-e-s et d'infirmiers et d'infirmières, et en veillant à ce que ces services soient transparents et sensibles aux besoins des citoyen-ne-s. Mais surtout, ils ont proposé des services de qualité à toutes et tous, et pas seulement à celles et ceux qui en ont les moyens.



Universalité

Les services publics et les programmes de protection sociale sont plus efficaces dans la lutte contre les inégalités s'ils sont universels et un droit pour l'ensemble des citoyen-ne-s.

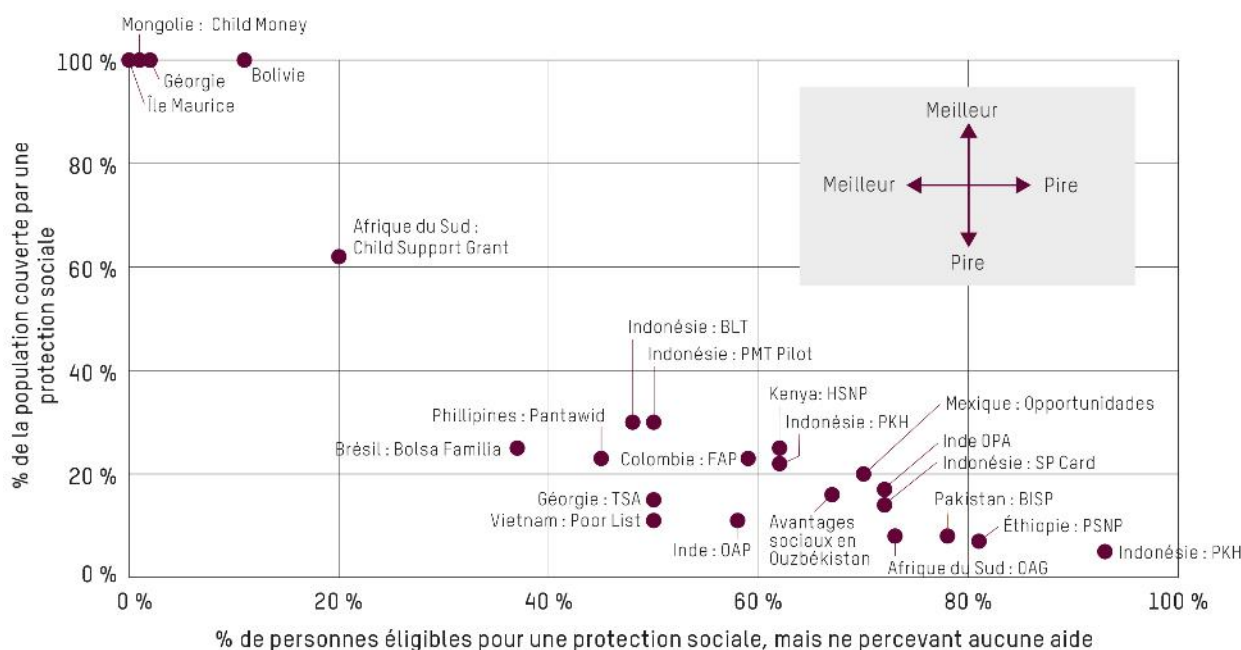
Les premiers vrais États providence se sont construits au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sur le principe d'universalité. Leur approche reposait sur une logique politique claire selon laquelle la protection sociale et des services publics universels et de qualité proposés à l'ensemble des citoyen-ne-s étaient populaires chez les riches comme chez les pauvres. Ils contribuent à la cohésion de la société et génèrent une volonté de payer sa juste part d'impôts pour les financer³²².

Dans les années 1960 et 1970, des approches universelles des services publics et de la protection sociale prévalaient dans les pays riches comme dans les pays pauvres³²³. Mais depuis les années 1980, avec la crise mondiale de l'endettement et l'essor des économies néolibérales³²⁴, des institutions influentes comme la Banque mondiale promeuvent de plus en plus un ciblage des avantages sociaux au profit de groupes spécifiques³²⁵. La Banque mondiale prétend que, bien que nous devions tendre vers une protection sociale universelle, celle-ci reste inabordable pour la plupart des pays³²⁶ et il convient donc de cibler uniquement les plus pauvres. En promouvant cette approche, le FMI, la Banque mondiale et les bailleurs internationaux se voient reprocher d'ignorer l'histoire d'après-guerre et de vouloir transposer dans les pays en développement l'« aide aux démunis » qui avait cours au XIX^e siècle³²⁷.

De nombreux pays ont démontré que des services publics universels sont abordables³²⁸. Même le Népal, l'un des pays les plus pauvres au monde, montre la voie en proposant des allocations universelles aux seniors et aux personnes handicapées. Les coûts des soins de santé peuvent être maintenus à un niveau bas en se focalisant sur les soins de santé élémentaires, si bien qu'il est possible de traiter de nombreux problèmes de santé avant qu'ils ne s'aggravent ou deviennent plus coûteux à guérir³²⁹.

Le ciblage des prestations au bénéfice des familles et des personnes les plus pauvres peut sembler avoir du sens, mais il est souvent inapplicable dans les faits. Les systèmes de ciblage de la pauvreté sont souvent inefficaces, coûteux et entachés de contradictions, ignorant les personnes qu'ils sont censés servir et offrant des avantages à celles et ceux qui ne sont pas dans le besoin³³⁰. La Figure 7 illustre que plus le ciblage de la pauvreté est poussé, plus celles et ceux qui devraient y avoir droit sont exclus du processus. Le programme PKH en Indonésie en est l'exemple le plus frappant, car il exclut 93 % des personnes théoriquement éligibles. Malgré ces preuves, le FMI et la Banque mondiale ont sapé les programmes universels en proposant aux États d'introduire un ciblage de la pauvreté, notamment en incitant la Mongolie à cibler son programme universel Child Money³³¹.

Figure 7 : Relation entre % de la population couverte par une protection sociale et % de bénéficiaires éligibles, mais exclus de la couverture³³²



Source : S. W. Kidd, B. Gelders et S. D. Kidd (à venir), *Building a better future: a child-sensitive social protection system for Uzbekistan*. Document d'information qui sera publié par UNICEF Ouzbékistan.

Les programmes ciblés conçus pour avantager les personnes vivant dans la pauvreté ont souvent eu l'effet inverse, car ils peuvent éroder le soutien politique en faveur de la redistribution des revenus³³³. Par conséquent, le ciblage est souvent suivi par une diminution des avantages³³⁴. L'adhésion de la classe moyenne pour une protection sociale et des services publics universels est également importante afin de faire pression sur les États pour conserver et relever encore la qualité pour toutes et tous³³⁵. Selon une étude de l'UNICEF, au

cours des 50 dernières années, l'universalité en matière d'accès et de prestation a été un principe directeur pour les pays en développement qui ont réalisé le plus de progrès en matière d'extension de l'accès aux services sociaux³³⁶.

Les services publics devraient être gratuits

Lorsque la santé, l'éducation et d'autres services publics sont payants, ce sont les plus pauvres qui en souffrent le plus. Il est difficile d'imaginer plus grande vulnérabilité que d'être gravement handicapé-e ou malade sans moyen ou pouvoir pour obtenir les soins dont vous avez besoin. C'est pourtant la réalité pour la majeure partie de la population mondiale. Les paiements par l'utilisateur sont une question de vie ou de mort pour un trop grand nombre de citoyen-ne-s. Dans les pays du monde entier, après prise en compte des autres facteurs, plus la part des dépenses de santé qui incombe au particulier est importante, plus le taux de décès prématurés est élevé³³⁷.

Chaque année, 100 millions de personnes s'enlisent dans l'extrême pauvreté et 800 millions de personnes supplémentaires rencontrent de sérieuses difficultés financières à cause des frais de soins de santé³³⁸. Ce chiffre est en augmentation. La hausse la plus rapide est en Afrique³³⁹, où deux-tiers des pays facturent encore des frais aux patient-e-s quel que soit le niveau de soin.³⁴⁰ L'Inde regroupe le plus grand nombre de personnes sombrant dans la pauvreté à cause des frais de santé, avec pour cause principale l'achat de médicaments³⁴¹. Les frais médicaux sont également l'une des causes principales des faillites personnelles aux États-Unis³⁴².

Encadré 7 : Lorsque l'hôpital devient une prison

Dans des pays comme le Kenya, la République démocratique du Congo (RDC), le Malawi et l'Inde, il arrive que certaines personnes pauvres soient maintenues prisonnières dans les hôpitaux, parfois même enchaînées, jusqu'à ce qu'elles puissent payer³⁴³. Selon une étude menée dans un établissement de santé en RDC sur une période de six semaines en 2016, 54 % des femmes qui avaient accouché et étaient éligibles à la sortie ont été retenues car elles ne pouvaient pas payer les frais³⁴⁴. Il arrive souvent que des femmes et des nourrissons soient retenus pendant des mois et se voient refuser les soins courants jusqu'à ce que leurs factures soient honorées³⁴⁵. Les dépouilles ne sont pas restituées afin d'être enterrées tant que les factures restent impayées³⁴⁶.

La Banque mondiale est un acteur majeur pour la santé dans le monde, mais son soutien à la suppression des frais de santé à la charge des patient-e-s reste limité³⁴⁷. Au lieu de cela, elle a tendance à soutenir de plus en plus des régimes d'assurance maladie et d'autres programmes ciblés³⁴⁸. Or, l'assurance maladie peut exacerber les inégalités en orientant les dépenses publiques vers les personnes les mieux loties pour payer une assurance, excluant de fait un grand nombre de citoyen-ne-s parmi les plus pauvres et les plus vulnérables³⁴⁹. L'assurance maladie exacerbe surtout les inégalités dans les pays avec une importante économie informelle, où les primes ne peuvent pas être déduites automatiquement des salaires, ce qui implique de facto un paiement volontaire³⁵⁰. Au Ghana par exemple, le régime d'assurance maladie de l'État est surtout utilisé par les ménages les plus riches et affiche un taux de

couverture nationale de seulement 40 %, alors qu'il est en place depuis 15 ans³⁵¹. La majorité des personnes pauvres n'a aucune couverture³⁵². En Allemagne, il a fallu 127 ans pour atteindre une couverture universelle en déployant les régimes d'assurance³⁵³. Cet acharnement en faveur de régimes d'assurance retardera sans doute la couverture santé universelle de plusieurs décennies, avec un coût humain énorme. Les recettes fiscales générales constituent de loin le moyen le plus rapide et le plus efficace pour financer la santé pour toutes et tous.

Plus d'un quart des pays ne proposent aucun enseignement secondaire gratuit³⁵⁴. Même lorsque l'école est ostensiblement « gratuite », des frais formels et informels (scolarité, uniformes, repas, transport et manuels) peuvent constituer une barrière financière de taille. Conjugués, ces frais et ces coûts supplémentaires font peser sur les familles 34 % des dépenses totales en matière d'éducation dans les pays à revenu intermédiaire, et jusqu'à 49 % de ces dépenses dans les pays à revenu faible. Cela affecte le plus durement les familles pauvres³⁵⁵.

Au Ghana, suite à l'abandon des frais au lycée en septembre 2017, 90 000 élèves supplémentaires ont fréquenté les bancs de l'école à la rentrée³⁵⁶.

Concernant les services d'approvisionnement en eau, et contrairement à la santé et à l'éducation, certains frais sont nécessaires pour encourager une utilisation durable des ressources limitées. Il est toutefois indispensable que les tarifs soient structurés pour garantir qu'un volume d'eau quotidien minimum soit fourni gratuitement pour soutenir les personnes les plus pauvres. En Afrique du Sud par exemple, les 25 premiers litres d'eau par personne et par jour sont gratuits³⁵⁷.

Mise en œuvre publique et non privée

Lorsque les services fournis publiquement sont conçus pour fonctionner, l'ampleur et la rapidité de leur impact sur la réduction de la pauvreté sont imbattables³⁵⁸. Cela peut même être le cas dans certains des pays les plus pauvres, comme l'illustre la Figure 8 ci-dessous.

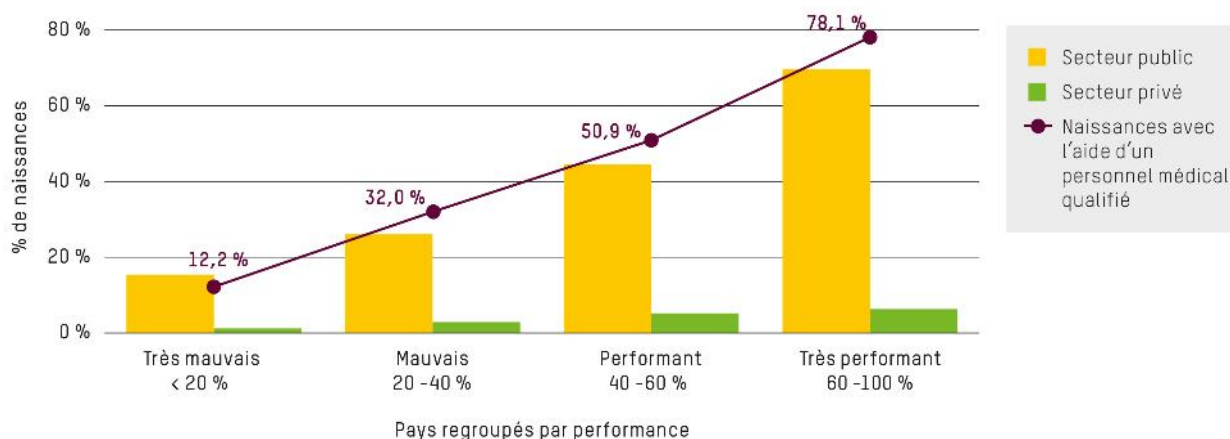
La Banque mondiale relève que le développement de l'éducation publique a été largement plus rapide dans de nombreux pays en développement que dans l'histoire des pays riches d'aujourd'hui. Aux États-Unis, il a fallu 40 ans pour que la scolarisation des filles passe de 57 % à 88 % en 1910. Il aura suffi de 11 ans au Maroc pour en faire de même³⁵⁹. Lorsque des changements politiques favorables aux pauvres sont apportés aux systèmes publics d'éducation, l'impact se ressent à l'échelle de tout le pays. L'introduction de l'éducation primaire universelle en Ouganda a augmenté le taux de scolarisation de plus de 60 %³⁶⁰.

L'un des meilleurs moyens pour prévenir la mortalité des femmes à l'accouchement est de veiller à la présence de sages-femmes et d'autres professionnel-le-s de santé qualifié-e-s. D'après nos estimations s'appuyant sur des données provenant d'Enquêtes démographiques et sanitaires (EDS), les pays en développement ayant réussi à ce que la majorité des femmes pauvres accouchent avec l'aide d'un-e professionnel-le de santé y sont parvenus principalement par l'intermédiaire du service public. Dans ces pays en

« L'érosion des systèmes publics de santé et d'éducation et la tendance à les privatiser renforcent les inégalités en Amérique latine. Cela se traduit par des services de qualité pour les riches et des promesses creuses pour les pauvres. »
– Coordinadora Regional FRESCE/Coordinadora de Desarrollo Institucional de la CLADE, Brésil

développement qui en font le plus pour prévenir la mortalité des femmes pendant l'accouchement, 90 % des soins sont fournis par le secteur public et 8 % par le secteur privé (voir Figure 8)³⁶¹.

Figure 8 : % de naissances sans mortalité avec l'aide d'un médecin ou d'un-e sage-femme dans un établissement public ou privé auprès des 20 % de femmes les plus pauvres - données extraites de 61 pays à revenu faible et à revenu intermédiaire



Source : P. Espinoza Revollo et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*. <http://dx.doi.org/10.21201/2019.3651>

Toutefois, dans de trop nombreux pays, la population souffre d'un manque de services publics de qualité et accessibles³⁶². Au lieu de déployer tous les efforts possibles pour résoudre les causes structurelles de telles défaillances, des institutions influentes comme la Banque mondiale préfèrent envisager les services fournis par le secteur privé comme une solution³⁶³.

Le marché ne saurait à lui seul assurer la santé, l'éducation et d'autres services publics pour les personnes pauvres. La quête du profit ne pousse nullement les prestataires privés à servir celles et ceux qui n'ont pas les moyens de payer³⁶⁴.

Ces dernières années, des bailleurs comme la Banque mondiale ont apporté un soutien croissant aux écoles privées dites « à bas coût » comme alternative à l'enseignement public³⁶⁵. En matière d'éducation, la pauvreté est un facteur déterminant pour exclure certains enfants du système privé. Il est rare que les enfants les plus pauvres fréquentent des écoles privées, et lorsque c'est le cas, leur famille est contrainte à des sacrifices inacceptables³⁶⁶. Une étude menée dans l'État indien de l'Uttar Pradesh a révélé que même les écoles privées à bas coût restent inabordables pour les 40 % de familles les plus pauvres, ce qui se traduit par une moindre scolarisation des filles et des enfants de castes inférieures ou de minorités religieuses³⁶⁷.

Une approche connexe promue par certains bailleurs consiste à établir des partenariats public-privé (PPP)³⁶⁸. La théorie voudrait que cela prévienne les impacts négatifs de la prestation de services à but lucratif, et que le secteur privé pourrait être mis à profit par l'État pour le bien public. Néanmoins, les recherches³⁶⁹ démontrent que l'éducation, la santé et les autres services publics fournis par des prestataires à but lucratif et financés par le biais de PPP s'accompagnent de risques significatifs, notamment en termes de creusement des inégalités et d'escalade des coûts pour les États. Même le FMI met

désormais en garde contre le risque fiscal de grande ampleur que présentent les approches PPP³⁷⁰.

Le réseau d'approvisionnement en eau de la capitale indonésienne, Jakarta, a été privatisé en 1997 dans le cadre d'un PPP. Vingt ans plus tard, la majeure partie de la ville n'est toujours pas raccordée à l'eau potable, et l'État a subi d'énormes pertes qui ont été répercutées sur les contribuables. À Surabaya, la deuxième plus grande ville d'Indonésie, l'approvisionnement public en eau couvrait 95,5 % de la population en 2016. C'est deux fois plus que la couverture de Jakarta Water, et l'eau y est bien moins chère³⁷¹.

Une étude d'Oxfam a révélé comment un nouvel hôpital en PPP construit sur recommandation du Groupe de la Banque mondiale au Lesotho a fini par engloutir 51 % du budget total de la santé en 2014³⁷². De récentes informations suggèrent que la facture de l'hôpital en PPP s'élève à plus du double du « seuil d'abordabilité » fixé par l'État et la Banque mondiale avant la signature du PPP³⁷³.

Encadré 8 : Partenariats public-privé dans l'éducation au Pakistan : une dangereuse dérive de l'éducation publique

Le Pakistan compte 24 millions d'enfants déscolarisés³⁷⁴. Seulement 15 % des filles pauvres en milieu rural vont au terme de l'école primaire³⁷⁵. Les dépenses publiques pour l'éducation y sont parmi les plus faibles dans le monde. Plutôt que de développer et d'améliorer le système public d'éducation, le Pakistan cherche des solutions sous la forme de partenariats avec le secteur privé. L'État du Punjab fait figure de pilote. Il a annoncé en 2016 qu'aucune nouvelle école publique ne serait construite. Au lieu de cela, le gouvernement financera des écoles privées et la gestion de 10 000 établissements publics sera confiée au secteur privé. L'un des objectifs clés de ce partenariat public-privé (PPP) de grande envergure était de redonner accès à l'éducation à une plus grande part des 5,5 millions d'enfants déscolarisés au Punjab³⁷⁶.

Les recherches menées par Oxfam³⁷⁷ sur le PPP pour l'éducation au Punjab et des entretiens avec les principaux d'écoles privées ont révélé ce qui suit :

- Seulement 1,3 % des enfants dans les écoles privées étudiées étaient auparavant déscolarisés.

« Nous n'accueillons aucun enfant [anciennement] déscolarisé dans cette école. Ceux de la communauté ne veulent pas étudier et pourraient nous faire perdre notre temps. »

- Une grande majorité des établissements avaient admis davantage de garçons que de filles, et l'on déplorait un plus fort taux de déscolarisation parmi les filles. Confrontées aux dépenses autres que les frais de scolarité, comme les uniformes, de nombreuses familles font le choix de ne scolariser que leurs garçons.

« La préférence est toujours accordées aux garçons dans les écoles privées. Notre école est gratuite, mais la priorité est toujours accordée aux garçons. Cela s'explique par les différentes dépenses autres que les frais de scolarité. »

- Les dépenses autres que les frais de scolarité pour chaque enfant dans les écoles étudiées représentaient 40 % des revenus des ménages les plus pauvres.

« Les pauvres fréquentent les écoles publiques dans le secteur. Ils ne peuvent pas supporter la moindre dépense dans l'éducation. En tant que directeurs d'école, nous ne pouvons pas inclure les plus pauvres d'entre les pauvres avec les autres enfants dans cette école. Il ne s'agit pas d'un organisme caritatif ; nous avons des fonds limités du PPP et je dois aussi en vivre. »

- Les enseignant-e-s dans les écoles en PPP sont mal rémunéré-e-s et cela exacerbe les inégalités entre les femmes et les hommes. En effet, les femmes représentent neuf dixièmes du personnel enseignant étudié. Le salaire moyen n'était que d'un cinquième de celui des enseignant-e-s dans les écoles publiques ; avec 52 dollars, il était même inférieur à la moitié du salaire minimum au Pakistan.

« Dans le cadre des PPP, ce sont les enseignant-e-s qui souffrent le plus. Je ne peux pas les payer décemment. Je ne peux pas embaucher d'hommes, car ils ont des exigences salariales plus élevées. Les femmes ont moins d'opportunités d'emploi. »

Les pays incapables de fournir des services publics ne parviennent généralement pas non plus à réguler les prestataires commerciaux (Encadré 8).

Ce sont souvent les acteurs de la société civile comme les ONG, les églises et les mosquées qui comblent les lacunes de l'État. Ils peuvent offrir une bouée de sauvetage aux personnes les plus pauvres. Mais leurs services restent parcellaires et varient énormément en termes de qualité et d'accessibilité économique³⁷⁸. Cela se traduit en une loterie pour les citoyen-ne-s selon leur lieu de résidence et leurs moyens financiers. Les États qui ont réussi dans ce domaine sont ceux qui ont consolidé cette mosaïque de prestations en un système public qui complète les écoles et les hôpitaux publics plutôt que d'instaurer avec eux un rapport de concurrence. Dans l'État du Kerala, le gouvernement finance les frais de fonctionnement des écoles religieuses et les inspecte régulièrement afin d'assurer le respect des normes³⁷⁹.

Transparence

Afin de lutter efficacement contre les inégalités économiques, les services publics et la protection sociale doivent être transparents et sensibles aux besoins des citoyen-ne-s. Dans de nombreux pays, Oxfam et ses alliés œuvrent pour aider les citoyen-ne-s à exiger des services de meilleure qualité et plus transparents. Au Mozambique, les alliés d'Oxfam examinent depuis 2011 les allocations du budget national aux budgets des districts pour l'éducation, la santé et les autres services publics. Leur conclusion : des sommes importantes ne sont jamais parvenues au niveau des districts. Ces conclusions ont été largement diffusées et ont poussé le gouvernement à adopter en 2016 des mécanismes nationaux pour améliorer les versements³⁸⁰. Au Vietnam, l'implication de réseaux de femmes dans les processus budgétaires, avec le soutien d'Oxfam, a amélioré les dépenses et les services publics³⁸¹.

Depuis 2001, des groupes de la société civile, parmi lesquels des groupes de patient-e-s, ont mené à bien des campagnes visant à réduire le prix des

traitements contre le VIH. Aujourd'hui, plus de 21 millions de personnes sont traitées³⁸². L'action cible désormais les prix élevés pratiqués par les entreprises pharmaceutiques sur les traitements anticancéreux, aussi vitaux que hors de portée de nombreuses personnes³⁸³.

Sensibles aux besoins spécifiques des femmes et des hommes

La protection sociale et les services publics doivent être conçus en tenant compte du fait que les inégalités entre les femmes et les hommes, ainsi que d'autres types d'inégalités, affecteront leur accessibilité pour les femmes et pour les hommes. Les États peuvent y veiller en prenant les mesures suivantes :

- Réaliser des évaluations des services fondées sur le genre afin de comprendre ce qui pourrait empêcher les femmes ou les hommes d'y accéder.
- Consulter les organisations de défense des droits des femmes et les organisations représentant les groupes marginalisés, y compris les populations LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres et intersexes).
- Privilégier les types de services susceptibles de réduire les inégalités, notamment ceux qui réduisent et redistribuent les activités de soins.
- Promouvoir l'emploi des femmes dans les services publics.

Une protection sociale et des services publics bien conçus doivent également remettre en cause les stéréotypes dominants concernant les rôles des femmes et des hommes plutôt que de les conforter et promouvoir une plus grande égalité. Par exemple, au Rwanda, les acteurs de la santé impliquent les hommes pendant la grossesse de leur partenaire, encourageant ainsi le partage des tâches de soins³⁸⁴.

Recruter suffisamment d'enseignant-e-s, de médecins et d'infirmiers et infirmières

Il est absolument essentiel de s'assurer qu'il y a suffisamment d'enseignant-e-s, de médecins et d'infirmiers et infirmières pour garantir la qualité des services publics d'éducation et de santé. Dans de nombreux pays où les fonds ou l'engagement de l'État font défaut, les services publics sont maintenus à flot par des effectifs réduits d'enseignant-e-s, de médecins, d'infirmiers et infirmières et autres croulant sous le travail. Étant donné les conditions exécrables, certaines personnes ne font pas leur travail correctement ou délaissent purement et simplement leur poste. Malgré tout, la majorité des effectifs s'impliquent dans leur travail en y consacrant de longues heures et en faisant avec les maigres ressources à disposition, pour des salaires dérisoires. Pour les agents de santé, ces conditions peuvent poser des menaces vitales, comme l'a montré l'épidémie d'Ebola de 2014 en Afrique de l'Ouest, qui a coûté la vie à bon nombre d'entre eux tandis qu'ils combattaient la maladie³⁸⁵.

Encadré 9 : Héros et héroïnes du secteur public

Vietnam : Lê thị Cẩm Thanh, vice-directeur de l'hôpital ophtalmologique de la province de Can Tho



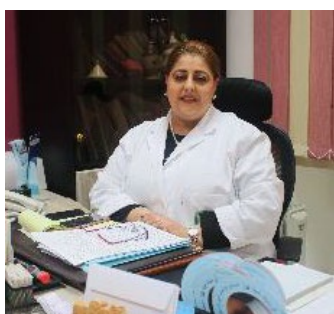
« J'aime mon travail. Je passe le plus clair de mon temps dans les communautés où nous pouvons détecter et traiter les problèmes ophtalmologiques de manière précoce, avant qu'ils ne s'aggravent. Lorsque des patient-e-s viennent me voir, je n'en tire aucun profit financier, mais je suis comblé par la joie des patient-e-s que nous avons pu aider. Je veux mettre mes connaissances au service des personnes dans la communauté. C'est la raison pour laquelle j'exercerai toujours la médecine ! »

Bolivie : Betty Carrillo Yujra, enseignante



« J'ai été la seule de la famille à pouvoir aller au bout de ma scolarité et étudier à l'université. Depuis toute petite, j'ai toujours rêvé de devenir enseignante. Je me lève chaque jour à cinq heures du matin, je fais à manger pour mes deux enfants et parcours 40 km pour rejoindre la communauté où je travaille. Je veux contribuer à davantage d'égalité entre les enfants scolarisés en ville et ceux dans mon école en milieu rural. Il ne devrait pas y avoir de différence. »

Tunisie : Dr Dorra Bousnina Lassoued



« Ma mère était pédiatre, mon père cardiologue. Tous deux étaient d'ardents défenseurs du secteur public de la santé. Tout comme mes parents, j'ai suivi une carrière dans la santé publique et n'ai jamais envisagé de travailler dans la santé privée pour m'enrichir et jouir de biens matériels. Au lieu de cela, j'ai choisi de travailler dans l'un des quartiers les plus défavorisés et les plus dangereux de Tunis. »

Ghana : Sulemana Shukara, enseignante



« Lorsque je suis arrivée dans cette communauté en tant qu'enseignante, j'ai constaté que les parents ne souhaitent pas scolariser leurs enfants, surtout les filles. Ils estiment que leur place est dans une cuisine. J'ai donc dispensé des conseils pédagogiques et des services d'orientation. Pour conseiller les parents et leur dire que la place des filles n'est pas nécessairement dans une cuisine. L'une de mes filles a fini son cursus universitaire en science et technologie. Je cherche à obtenir de meilleurs résultats, alors je travaille dur pour y parvenir ».

Crédits photo, de haut en bas : Mr Tran Loc ; Alexandre Laprise ; Slim Boussoffara ; Jacob Stærk.

Pour assurer la santé et l'éducation de toutes et tous, le monde a besoin de 17 millions d'agents de santé³⁸⁶ et 69 millions d'enseignant-e-s supplémentaires³⁸⁷. Au Sénégal, on dénombre un médecin pour 14 000 personnes, alors que l'Organisation mondiale de la Santé recommande un ratio de un pour 1 000³⁸⁸. Les femmes constituent la majorité du personnel enseignant et infirmier : près de 143 millions de femmes travaillent dans la santé et l'éducation à travers le monde³⁸⁹. Le secteur public est souvent l'une des rares sources d'emploi formel pour les femmes³⁹⁰. Lorsque des femmes sont en

première ligne pour fournir les services, leur présence encourage les autres femmes et filles à faire appel à ces services, et le personnel féminin est souvent pris comme modèle par les autres femmes et filles.

La protection sociale et les services publics universels sont déterminants pour réduire le fossé entre les riches et les pauvres, mais aussi pour répondre aux besoins et garantir les droits de chaque être humain. Ils ont le pouvoir de faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une réalité. Ils sont à la portée de tout État ayant la volonté de réduire les inégalités.

La section suivante s'intéresse à la manière dont une fiscalité progressive et d'autres types d'actions peuvent rendre ces services accessibles.

4 FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE ET DES SERVICES PUBLICS UNIVERSELS



Celestina, 16 ans, a perdu son père alors qu'elle était jeune adolescente. Elle a échappé à la pauvreté en rejoignant l'école modèle des filles soutenue par Oxfam. Elle témoigne : « Si je n'avais pas intégré l'école modèle, j'aurais vécu dans la misère parce que je viens d'une famille pauvre. Mais grâce à cette école, je vais bien. » Celestina étudie actuellement au lycée de Tamale et souhaite devenir journaliste. « Je veux réduire la pratique des pots de vin et le taux de corruption au Ghana. C'est un problème de taille, qui est devenu endémique dans le pays. » Photo : Jacob Stærk.

- La protection sociale et les services publics universels pour toutes et tous sont à notre portée.
- Pour les financer, les individus et les entreprises les plus riches doivent s'acquitter de leur juste part d'impôts, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle.
- Lutter contre la corruption, s'attaquer à la dette publique croissante et augmenter l'aide de qualité sont autant de mesures essentielles pour y parvenir.

Tous les États se sont engagés à réduire les inégalités conformément à l'ODD 10, dans lequel ils s'engagent à « adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et [à] parvenir progressivement à une plus grande égalité »³⁹¹. Les Nations unies

estiment qu'il en coûterait au total 1 400 milliards de dollars chaque année pour atteindre les ODD dans les pays les plus pauvres, couvrant la santé, l'éducation, l'eau salubre et la protection sociale³⁹².

Cette section démontre comment les gouvernements peuvent aider à couvrir ces coûts :

- collecter des recettes en s'assurant que les entreprises et les particuliers fortunés paient leur juste part d'impôts ;
- lutter contre la corruption ;
- s'assurer que l'aide internationale continue de jouer son rôle essentiel pour soutenir les États des pays pauvres ;
- s'attaquer à la menace croissante de la dette publique qui sape le financement des services publics universels.

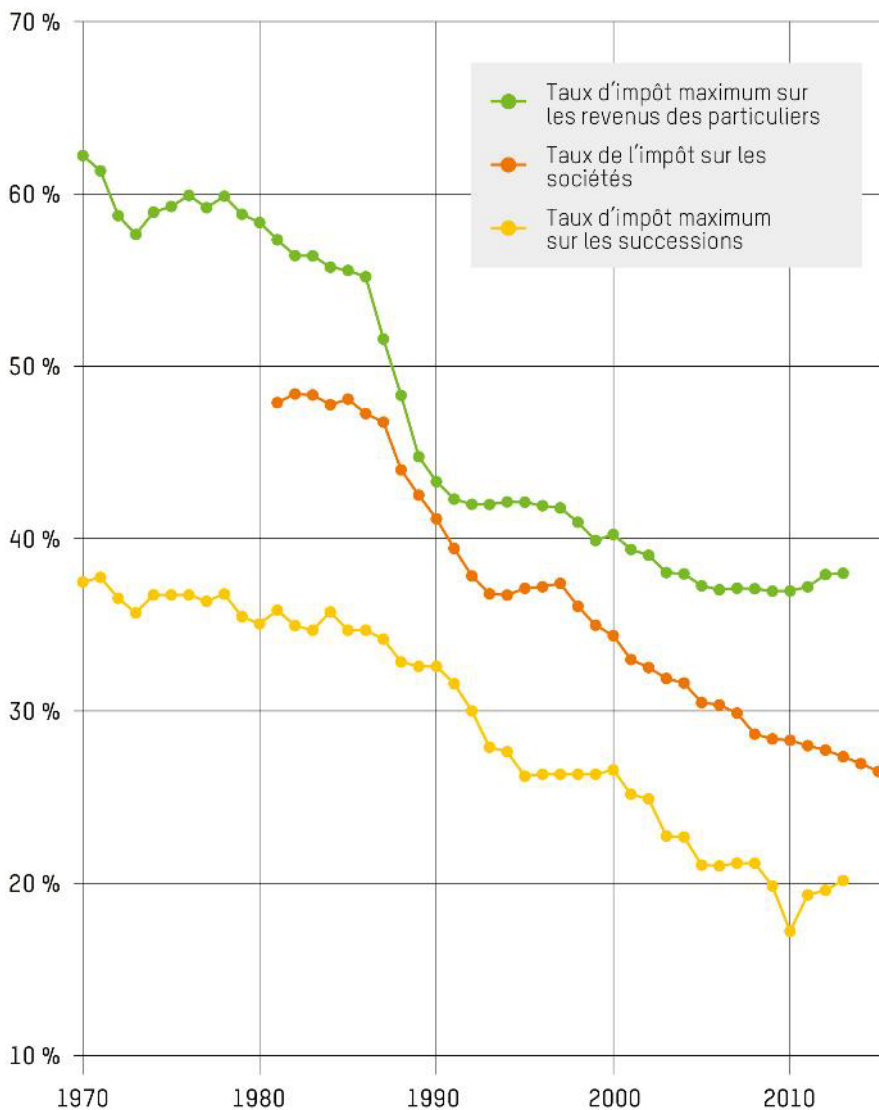
La question n'est pas de savoir si on peut se permettre de le faire ; nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de ne pas le faire.

LES ENTREPRISES ET LES PARTICULIERS LES PLUS RICHES DOIVENT PAYER LEUR JUSTE PART D'IMPÔTS

L'un des moyens pour combler le manque de financement pour atteindre les ODD est de collecter davantage de recettes fiscales auprès de celles et ceux qui sont les plus à même de payer. Les personnes les plus riches et les entreprises qu'elles détiennent sont sous-imposées. Comme le montre la figure 9, à long terme, les États des pays développés réduisent à la fois le taux maximum moyen d'impôt sur le revenu des particuliers et le taux d'imposition des sociétés. Aux États-Unis, le taux maximum d'impôt sur le revenu des particuliers était de 94 % en 1945, et encore de 70 % ne serait-ce que dans les années 1980. Il a pratiquement été divisé par deux pour atteindre aujourd'hui 37 %³⁹³. Dans les pays en développement, le taux maximum moyen d'impôt sur le revenu des particuliers est encore plus bas, s'établissant à 28 %, et 25 % pour l'impôt sur les sociétés³⁹⁴.

En profitant des exonérations et autres failles des systèmes fiscaux, les entreprises et les personnes riches paient en réalité des taux encore plus faibles³⁹⁵. Les grandes entreprises paient toujours moins qu'il y a 10 ans. Le taux effectif d'imposition a chuté de 9 % depuis la crise financière. « Cela malgré l'action concertée visant à lutter contre les stratégies agressives d'évasion fiscale³⁹⁶ ». Comme la majeure partie de leur fortune prend la forme d'actifs financiers, comme des actions³⁹⁷, les super-riches font partie des principaux bénéficiaires des réductions d'impôts pour les sociétés et les particuliers. Ces dernières décennies, de nombreux pays ont réduit les impôts sur la fortune, comme les droits de succession, ou ne les appliquent pas du tout³⁹⁸. La quasi-totalité des pays pourraient considérablement augmenter les impôts perçus auprès de celles et ceux qui sont les plus à même de payer³⁹⁹.

Figure 9 : Diminution des taux d'imposition des entreprises et des particuliers fortunés



Sources : Scheve et Stasavage (2016)⁴⁰⁰ pour les impôts sur le revenu des particuliers et les droits de succession et Tax Foundation pour les impôts sur les sociétés⁴⁰¹. Remarque : échantillon de 20 pays riches.

Le fait de ne pas taxer les entreprises et les particuliers fortunés de manière plus équitable constitue non seulement une occasion manquée de réduire les inégalités, mais cela les aggrave, car les États doivent alors recourir à une fiscalité plus lourde sur le reste de la société ou réduire les dépenses sur la santé, l'éducation et d'autres services publics ou la protection sociale, qui réduisent les inégalités. Notre analyse de la figure 10 montre que depuis la crise financière de 2008, le poids de la fiscalité a été transféré des entreprises vers les ménages, et que l'augmentation nette des recettes fiscales est attribuable aux impôts sur les salaires et aux taxes sur la consommation comme la TVA. Ces taxes sont souvent régressives, car elles représentent une part plus importante des revenus des personnes pauvres. Au final, les taxes sur la consommation aggravent les inégalités (Encadré 10)⁴⁰². Cela contribue au fait que, dans certains pays en développement, le système de taxation et de dépenses augmente la pauvreté au lieu de la réduire. Par exemple, 222 000 personnes supplémentaires sont tombées dans la pauvreté au Chili en 2013 à cause de la politique fiscale de l'État⁴⁰³.

Encadré 10 : Classification des taxes

Impôt sur les sociétés

Un impôt perçu sur les sociétés et les entreprises. Généralement *progressif*, en ceci que ses impacts touchent principalement les plus riches dans la société, en tant que propriétaires des entreprises. L'évasion fiscale très répandue et le piètre recouvrement sapent toutefois cet effet⁴⁰⁴.

Impôt sur le revenu des particuliers

Un impôt prélevé sur les revenus. Généralement *progressif*, les riches étant supposés payer des taux plus élevés, mais l'évasion fiscale très répandue et le piètre recouvrement sapent cet effet⁴⁰⁵.

TVA et autres taxes sur la vente et les biens de consommation

Impôts perçus chaque fois que quelqu'un *achète* des biens ou des services. Généralement *régressifs*, car les personnes les plus pauvres paient le même taux que les plus riches lors de chaque achat, et les personnes pauvres dépensent une plus grande part de leur argent dans la consommation, alors que les riches épargnent une grande partie de leurs revenus.

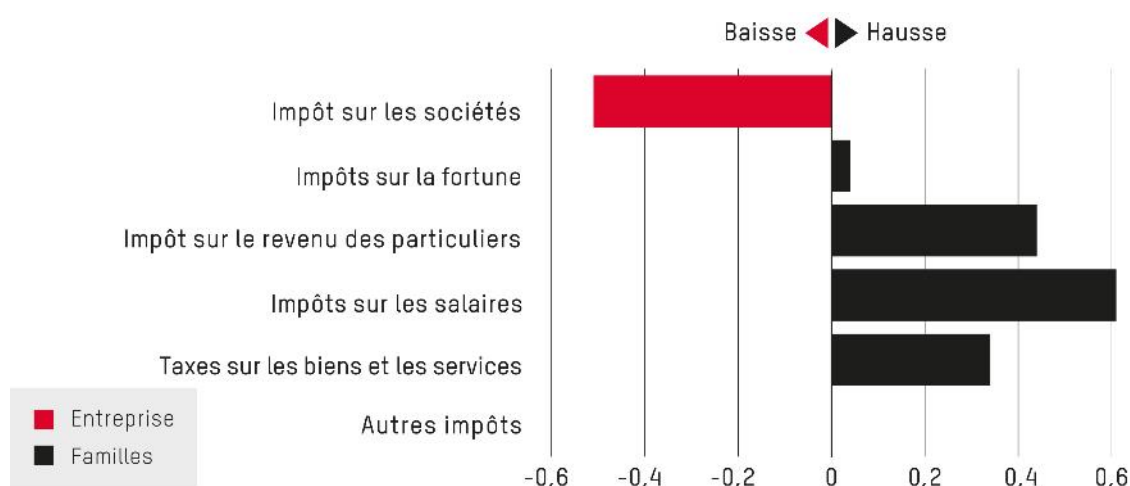
Impôts sur les salaires

Les impôts sur les salaires sont des taxes sur la rémunération et les salaires. Ils incluent principalement des contributions sociales.

Impôts sur la fortune

Impôts perçus sur la fortune à proprement parler ou sur le transfert de richesses. Cela inclut une vaste palette de taxes : succession, propriété, taxes sur les transactions financières. Cela comprend également des taxes en simple pourcentage de la fortune totale des particuliers. On parle de taxe sur la richesse nette. Ces impôts sont généralement très progressifs, touchant beaucoup plus les citoyen-ne-s les plus riches.

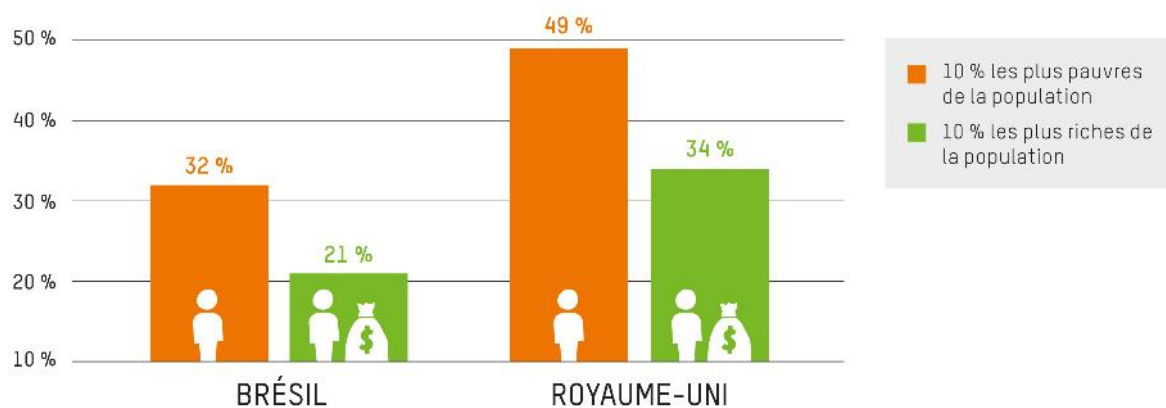
Figure 10 : Évolution des recettes fiscales 2007–2015 (% PIB)



Source : Calculs d'Oxfam basés sur les données de l'OCDE disponibles pour 35 pays de l'OCDE et 43 pays hors OCDE (moyennes non pondérées)⁴⁰⁶. Les données de l'axe des abscisses sont exprimées en points de pourcentage du PIB. Remarque : Les impôts sur les salaires incluent les contributions sociales et d'autres taxes sur la rémunération et les salaires. Les taxes sur les biens et les services incluent les taxes sur les ventes et la TVA.

Alors que les inégalités de revenus se sont accrues dans de nombreux pays⁴⁰⁷ depuis les années 1980, les taxes n'ont pas permis de redistribuer davantage de revenus.⁴⁰⁸ Le milliardaire Warren Buffett nous rappelle en effet qu'il est soumis à un taux d'imposition moindre que sa secrétaire.⁴⁰⁹ Son cas n'est pas une exception. Dans certains pays, si l'on tient compte à la fois des impôts payés sur les revenus et de ceux sur la consommation (taxe sur la valeur ajoutée, ou TVA), les 10 % les plus riches paient effectivement un taux plus faible que les 10 % les plus pauvres.

Figure 11 : Taux d'imposition effectif des 10 % les plus pauvres et des 10 % les plus riches au Brésil et au Royaume-Uni



Source : INESC 2015 et UK Office for National Statistics 2018⁴¹⁰.

La rétribution des personnes détentrices de la richesse dépasse aussi la rétribution de la main-d'œuvre dans de nombreux pays⁴¹¹. L'automatisation devrait encore amplifier cette tendance⁴¹². Beaucoup ont identifié cette disparité comme l'un des facteurs des inégalités croissantes⁴¹³. Cela a poussé de nombreux commentateurs, dont le FMI⁴¹⁴, la Banque mondiale⁴¹⁵, Bill Gates⁴¹⁶ et le magazine *The Economist*⁴¹⁷ à appeler à une augmentation de l'impôt sur les plus fortunés afin de contribuer à un rééquilibrage de nos économies.

Comme la richesse engendre le pouvoir, un cercle vicieux peut permettre aux riches d'orienter les politiques publiques pour s'enrichir encore plus⁴¹⁸. Une étude publiée récemment par Oxfam et CLACSO en Amérique latine révèle 13 situations dans lesquelles de très riches ont usé de leur pouvoir et de leur influence pour obtenir des règles fiscales préférentielles⁴¹⁹.

Taxer les richesses

En plus d'augmenter les taux de manière progressive et de renforcer le recouvrement de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur les sociétés, les États doivent davantage veiller à taxer les richesses elles-mêmes. Les inégalités de richesses sont considérablement plus élevées que les inégalités de revenus⁴²⁰, de sorte que taxer les richesses peut contribuer grandement à la réduction des inégalités économiques⁴²¹. Il peut également s'agir d'une source significative de recettes pour les États. Malheureusement, de nombreux pays réduisent ou n'appliquent pas de fiscalité sur la fortune⁴²². Même lorsqu'il existe, l'impôt sur la fortune fait généralement l'objet d'une multitude d'exemptions. Par exemple, au Bangladesh, les impôts fonciers se basent sur le montant payé initialement pour le bien et ne sont pas révisés : des impôts dérisoires s'appliquent ainsi à de grandes demeures achetées il y a

longtemps, tandis que de petites maisons achetées plus récemment sont plus lourdement taxées⁴²³. En Inde, le nombre d'exemptions concernant la taxe sur la richesse nette était tel qu'un particulier moyen payait généralement plus de huit fois moins qu'il n'aurait dû⁴²⁴. En 2016, plutôt que de s'attaquer aux exemptions, l'État a aboli l'impôt⁴²⁵.

Les États doivent concentrer leurs efforts sur une hausse de l'imposition des plus riches afin de contribuer à la lutte contre les inégalités. Par exemple, une augmentation de seulement 0,5 % de l'impôt sur la fortune des 1 % les plus riches permettrait de collecter plus d'argent que le budget pour scolariser les 262 millions d'enfants non scolarisés et pour proposer des soins de santé permettant de sauver la vie de 3,3 millions de personnes⁴²⁶.

La campagne *Move Humanity* estime qu'une augmentation de 1 % du taux d'imposition de la fortune des milliardaires dans le monde permettrait de lever 100 milliards de dollars supplémentaires chaque année.⁴²⁷

Une partie de ces recettes serait certes perçue dans les pays pauvres, mais la majeure partie proviendrait des pays riches, qui concentrent la plupart de la richesse mondiale. Une part de ces recettes devrait être redistribuée des plus fortunés des pays riches vers les pauvres dans les pays pauvres, en augmentant l'aide publique au développement (voir « Le rôle de l'aide internationale », plus bas).

Taxer davantage les plus riches nuit-il à la croissance ?

Pendant longtemps, le précepte économique dominant a été qu'une fiscalité accrue des riches nuirait à l'ensemble de la population en ralentissant la croissance économique.

Cette théorie du ruissellement est maintenant remise en cause. Des recherches du FMI montrent que la redistribution est généralement bénéfique pour la croissance économique et que de nombreux pays pourraient considérablement augmenter l'imposition des plus riches sans nuire à leur économie.⁴²⁸

L'économiste Thomas Piketty avance que le taux maximum moyen optimal d'impôt sur le revenu des particuliers pourrait aller jusqu'à 83 %.⁴²⁹ Le taux maximum moyen d'impôt sur le revenu des particuliers est actuellement de 31 % dans le monde.⁴³⁰

Les droits de succession, et dans une large mesure les impôts fonciers, représentent des revenus non gagnés et n'ont donc que peu d'effet sur la croissance.⁴³¹ Les droits de succession sont essentiels pour la promotion de l'égalité des chances et la réduction de la richesse et des privilèges hérités⁴³². Ils sont depuis longtemps une cible privilégiée pour les attaques⁴³³, souvent sur la base de fausses informations, ce qui a contribué à une diminution considérable des montants perçus⁴³⁴. Des recherches d'Oxfam en Équateur ont mis au jour la manière dont des personnalités politiques de l'opposition et des hommes et femmes d'affaires ont organisé une virulente campagne de désinformation contre la proposition d'impôt sur les successions afin d'induire en erreur l'opinion et de faire naître une opposition à cette mesure progressive⁴³⁵. De nombreuses personnes pensent que ces taxes les affecteront de manière

négative, alors qu'en réalité elles ne touchent généralement que les plus riches dans la société⁴³⁶.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales

LES RICHES DISSIMULENT
LEUR FORTUNE DANS DES
STRUCTURES OFFSHORE, SOIT

**7 600
MILLIARDS
DE DOLLARS**



Source : G. Zucman. (2015). et note méthodologique pour le rapport Davos 2018 d'Oxfam⁴³⁷

L'évasion, la fraude et la concurrence fiscales sont autant d'obstacles supplémentaires à ce que les riches paient leur juste part d'impôts. Les capitaux peuvent traverser les frontières en quête de confidentialité et d'une fiscalité plus favorable. Les super-riches dissimulent au moins 7 600 milliards de dollars aux autorités fiscales, soit un manque à gagner fiscal estimé à 200 milliards de dollars⁴³⁸. Rien qu'en Afrique, jusqu'à 30 % de la fortune privée peut être détenue à l'étranger, privant les États de 15 milliards de dollars de recettes fiscales⁴³⁹. Les multinationales exploitent les moindres failles des codes fiscaux pour transférer les bénéfices vers des paradis fiscaux, engendrant un manque à gagner estimé à 100 milliards de dollars pour les pays en développement.⁴⁴⁰

Les efforts déployés jusqu'à présent par les États pour lutter contre l'évasion fiscale des entreprises sont les bienvenus, mais ils restent insuffisants.⁴⁴¹ Il est urgent de déployer une série de réformes globales bien plus ambitieuses sur la fiscalité des entreprises. Certains signes laissent penser qu'un nouveau processus pourrait être enclenché lors du G20 en 2019. Mais tout nouveau processus doit viser des réformes véritablement fondamentales qui mettent un terme au nivellement par le bas de la fiscalité des entreprises plutôt que de simplement ratifier le statu quo. Il doit impliquer dès le départ les États des pays en développement.

Actuellement, de nombreux États œuvrent à l'encontre des intérêts de leur propre pays en abaissant les taux d'imposition et en accordant des exemptions fiscales dans le but d'attirer les capitaux. Cette concurrence fiscale entre les États leur nuit finalement à tous à l'exception de quelques paradis fiscaux qui laissent des milliards de dollars de ressources publiques aux mains du secteur privé⁴⁴². Les États des pays en développement perdent des sommes astronomiques en exonérations fiscales inutiles accordées aux entreprises⁴⁴³.

Les États se montrent relativement plus efficaces dans leur lutte contre l'évasion fiscale des particuliers. Ils ont commencé à coopérer pour s'attaquer au secret bancaire et aux sociétés écrans anonymes. La plupart des autorités fiscales échangent désormais automatiquement des informations sur les comptes bancaires. De plus en plus de pays recueillent les noms des personnes physiques détenant les entreprises (les « bénéficiaires effectifs ») ; ces

« Mon message s'adresse aux fraudeurs fiscaux... si eux ne paient pas d'impôts, comment le secteur public pourra-t-il fonctionner ? Qui paiera pour celles et ceux qui sont plus pauvres ? S'ils ont de l'argent pour aller dans des cliniques privées et consulter des médecins privés en disant que les services du secteur public sont mauvais, c'est parce qu'ils ont contribué à le ruiner.

– Dr Dorra Bousnina Lassoued, responsable du service de médecine préventive et sociale et coordinatrice nationale de la santé maternelle, infantile et des adolescents au ministère tunisien de la santé depuis mars 2015

informations seront rendues publiques au sein de l'Union européenne, et le Parlement du Royaume-Uni a adopté une loi exigeant de ses territoires d'outre-mer (dont des paradis fiscaux notoires comme les Bermudes et les Îles Vierges britanniques) qu'ils tiennent des registres publics des bénéficiaires effectifs. Toutefois, des scandales comme les Panama Papers et les Paradise Papers révèlent l'ampleur du problème et à quel point il est loin d'être résolu. De nombreuses failles subsistent dans le système : l'évasion fiscale des entreprises est encore très opaque, les conseillers fiscaux inventent sans cesse de nouvelles manières de dissimuler les fortunes personnelles et les évadés fiscaux ont peu à craindre des États qui n'ont pas la volonté ni la capacité d'engager des poursuites à leur encontre. Malgré cela, de récentes avancées montrent que vouloir, c'est pouvoir.

Comment les politiques fiscales peuvent réduire les inégalités entre les femmes et les hommes

Les politiques fiscales ont non seulement le potentiel de combler le fossé entre les riches et les pauvres, mais aussi de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes. Toutefois, le système fiscal mondial actuel transfère le fardeau sur les ménages et les personnes les plus pauvres. La plupart des personnes affectées sont des femmes, qui ont peu d'influence sur les politiques fiscales et peu d'opportunités de demander des comptes à l'État.

Les réductions d'impôts pour les entreprises, les hauts salaires et les riches bénéficient de manière disproportionnée aux hommes, car ce sont eux qui dominent le monde de l'entreprise. Les hommes contrôlent plus de 86 % de toutes les entreprises dans le monde⁴⁴⁴ ; ils détiennent plus de ressources que les femmes, sont plus susceptibles d'être au sommet de l'échelle des revenus et possèdent plus de richesses que les femmes.

Ces réductions d'impôts s'accompagnent de politiques fiscales qui ont souvent un impact négatif plus fort sur les femmes pauvres. La TVA ampute une part plus grande des revenus de celles et ceux qui ont les moyens les plus restreints, souvent des femmes et des ménages dirigés par une femme, en particulier dans les pays où les denrées alimentaires de base ne sont pas exemptées⁴⁴⁵. Les produits sanitaires sont une nécessité pour les femmes et les filles, mais la TVA et les taxes sur les importations auxquelles ils sont soumis contraignent les femmes et les filles les plus pauvres à faire sans, sapant leurs chances d'éducation et d'emploi et renforçant la stigmatisation qui accompagne la menstruation.

Les États peuvent y remédier en intégrant les considérations suivantes dans leur budgétisation :

- Comment les recettes sont-elles perçues et dépensées ?
- Qui supporte le poids financier de la fiscalité ?
- Comment les taxes et impôts affectent les attitudes sociales quant aux rôles des hommes et des femmes ?
- Comment les taxes et impôts affectent la vie des gens ? Ce point peut être approfondi en consultant des citoyen-ne-s pauvres et des organisations de défense des droits des femmes⁴⁴⁶.

Depuis 1995, grâce aux efforts de budgétisation sensible au genre, l'Afrique du Sud a réformé l'impôt sur le revenu afin de réduire les taux d'imposition maximums pour les femmes mariées. La TVA sur le kérosène a été réduite afin de protéger les ménages pauvres, en particulier ceux avec une femme à leur tête, pour lesquels il s'agit d'une source importante de combustible. Cependant, la TVA a globalement augmenté de 1 % l'an dernier, ce qui touchera le plus durement les femmes⁴⁴⁷. Grâce au travail de campagne national mené par des militant-e-s de la justice fiscale, l'État a supprimé la TVA sur les produits sanitaires⁴⁴⁸.

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

La lutte contre la corruption est essentielle pour permettre une protection sociale et des services publics universels.

La corruption elle-même influe de différentes manières sur les inégalités. Pour commencer, les personnes les plus pauvres sont les plus susceptibles de devoir verser des pots-de-vin⁴⁴⁹. Une étude menée au Mexique a révélé que les forces de police sont plus susceptibles de demander des pots-de-vin aux personnes pauvres car les riches sont plus enclines et plus à même d'user de représailles⁴⁵⁰. Les pots-de-vin représentent une part bien plus élevée des revenus des foyers les plus pauvres et contribuent ainsi à l'accroissement des inégalités de revenus⁴⁵¹.

Bien souvent, les femmes ont moins de pouvoir et ne peuvent pas autant faire entendre leur voix pour demander des comptes, ce qui en fait des cibles plus faciles pour la corruption. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'identifier la corruption comme ayant un impact négatif sur leur quotidien⁴⁵². Elles sont également plus susceptibles de recourir aux services publics et à la protection sociale, en raison des attitudes sociales qui les considèrent comme les principales responsables des soins pour leur famille. Elles sont donc plus souvent confrontées à la corruption dans la prestation des services⁴⁵³.

On peut soutenir que les inégalités et la pauvreté sont exacerbées par la grande corruption (le pillage à grande échelle des ressources de l'État et l'influence organisée des élites sur les actions de l'État). Cela influe directement sur les inégalités en permettant aux plus riches de payer moins d'impôts qu'ils ne le devraient et indirectement en réduisant les recettes et les dépenses publiques qui pourraient être mises à profit pour lutter contre les inégalités.

La corruption est également un phénomène mondial, souvent alimenté par l'échec des nations à réglementer correctement leur secteur financier⁴⁵⁴. Le système international de paradis fiscaux ne fait qu'intensifier ce phénomène à une échelle industrielle. Par exemple, le Groupe d'action financière intergouvernemental a démontré que les paradis fiscaux participaient fortement à faciliter la corruption⁴⁵⁵. Les citoyen-ne-s ordinaires sont plus réfractaires à payer leurs impôts s'ils ont le sentiment que les personnes en haut de l'échelle ne paient pas leur juste part et que l'argent de leurs impôts n'est pas dépensé judicieusement⁴⁵⁶.

L'épuisement illégal des ressources publiques par la corruption se traduit par une raréfaction des fonds disponibles pour l'éducation, la santé et les autres services publics, ainsi que pour la protection sociale. Par exemple, en 2017,

Oxfam a révélé que la corruption en République dominicaine privait l'État de ressources qui auraient suffi à multiplier par deux les dépenses dans la santé⁴⁵⁷.

LE RÔLE DE L'AIDE INTERNATIONALE

Même s'ils connaissent une forte croissance et améliorent le recouvrement des impôts, 48 pays manquent encore de ressources nationales pour financer les services universels de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, à hauteur de 150 milliards de dollars supplémentaires pour répondre à ces besoins⁴⁵⁸. Ces pays n'ont tout simplement pas les moyens d'éradiquer la pauvreté, malgré les politiques progressives en place.

La lutte contre l'extrême pauvreté dans ces pays s'appuiera non seulement sur les impôts domestiques, mais également sur l'aide au développement⁴⁵⁹. L'aide peut soutenir les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale sous-financés sans creuser le déficit fiscal des bénéficiaires. Dans un monde d'abondance, dans lequel les pays de l'OCDE affichent un revenu par habitant 52 fois plus élevé que celui des pays à revenu faible⁴⁶⁰, l'aide est un outil de redistribution directe des ressources des pays riches vers les pays plus pauvres. L'aide n'est pas de la charité ; c'est une question de justice, car la fortune des pays les plus riches est le fruit de l'exploitation historique⁴⁶¹ et persistante des pays en développement⁴⁶². C'est une expression de la solidarité qui dépasse les frontières.

L'aide présente un énorme potentiel de réduction des inégalités, à la fois *entre* et *au sein* des pays, mais uniquement à condition qu'elle soit déployée à plus grande échelle et selon les objectifs appropriés⁴⁶³.

En moyenne, les pays donateurs de l'OCDE allouent 0,31 % de leur revenu national brut (RNB) aux pays pauvres (147 milliards de dollars en 2017), bien loin des 0,7 % promis il y a près de 50 ans⁴⁶⁴. Seuls cinq pays tiennent cette promesse⁴⁶⁵. Si les autres pays donateurs de l'OCDE tenaient également leurs engagements, 1 500 milliards de dollars supplémentaires pourraient être mobilisés d'ici 2030⁴⁶⁶. Les pays riches devraient non seulement allouer davantage d'aide, mais également mieux la cibler vers les pays qui ont le moins de ressources pour lutter contre l'extrême pauvreté⁴⁶⁷.

Encadré 11 : Aide pour l'éducation

Depuis le Forum mondial sur l'éducation à Dakar en 2000, lors duquel les bailleurs se sont engagés à augmenter l'aide afin de garantir une éducation de base de qualité pour toutes et tous, 34 millions d'enfants supplémentaires ont rejoint les bancs de l'école dans les pays à revenu faible et intermédiaire⁴⁶⁸. Grâce au financement multilatéral par le biais du Partenariat mondial pour l'éducation, 238 000 enseignant-e-s ont été formé-e-s en 2016, soit une hausse significative par rapport aux 98 000 en 2014⁴⁶⁹. Tous ces investissements ont beaucoup contribué à augmenter le nombre de filles scolarisées⁴⁷⁰, luttant ainsi contre la pauvreté et les inégalités entre les femmes et les hommes.

Malheureusement, ces dernières années, l'aide destinée à la santé et à l'éducation stagne : les dépenses d'aide consacrées à la santé (21 milliards de dollars en 2016) sont au même niveau depuis 2013 (après une augmentation de 250 % entre 2002 et 2013), tandis que les dépenses d'aide consacrées à l'éducation (12 milliards de dollars en 2016) restent aussi relativement statiques pour n'augmenter que de 6 % en valeur absolue entre 2010 et 2016⁴⁷¹. L'aide est par ailleurs utilisée pour soutenir les partenariats publics-privés (PPP) discrédités, comme cela est décrit dans la section 3. L'aide destinée à la protection sociale est infime, avec seulement 2,3 milliards de dollars⁴⁷².

L'aide peut également réduire les inégalités en aidant les États à lever davantage d'impôts, et de manière plus équitable. Cela est essentiel pour tracer un chemin vers un avenir dans lequel l'aide ne sera plus nécessaire. Une augmentation de la fiscalité et des autres recettes domestiques de 2 % du PIB d'ici 2020 étofferait le budget des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de 144 milliards de dollars, soit l'équivalent de la totalité de l'aide en 2017. Malheureusement, l'aide visant spécifiquement à aider les États à augmenter leurs recettes domestiques n'est que de 0,18 % de l'aide totale, et les bailleurs sont à la traîne pour remplir leur engagement de doubler cette part d'ici 2020 dans le cadre de l'Addis Tax Initiative⁴⁷³.

L'aide peut également jouer un rôle essentiel pour aider les citoyen-ne-s à demander des comptes à leur gouvernement, en particulier l'aide aux organisations de défense des droits des femmes⁴⁷⁴. Ce soutien reste largement inadéquat. En moyenne sur 2015–2016, seulement 225 millions de dollars par an ont été alloués à des ONG de femmes, dont seulement 38 millions de dollars sont parvenus directement à des organisations basées dans des pays en développement⁴⁷⁵.

LA MENACE DE LA DETTE

De plus en plus d'États font face à une augmentation rapide du niveau de leur dette, en particulier en Afrique. Confrontés à des besoins de développement essentiels et à l'insuffisance de l'aide et des recettes domestiques, les États de nombreux pays en développement doivent emprunter des fonds pour leur développement⁴⁷⁶. Le Kenya, par exemple, consacre actuellement près de 50 % de ses recettes au remboursement de la dette⁴⁷⁷. Sur les six dernières années, les États d'Afrique subsaharienne ont émis 81 milliards de dollars d'obligations à des investisseurs en quête de hauts rendements⁴⁷⁸.

À cela s'ajoutent des prêts plus opaques provenant d'États bilatéraux comme la Chine et l'Inde, ainsi que de prêteurs commerciaux basés dans des pays de l'OCDE⁴⁷⁹. L'ampleur de la dette privée et à court terme rend ces pays vulnérables aux conditions financières changeantes. Selon le FMI, 23 pays, dont la plupart en Afrique subsaharienne, sont soit surendettés, soit fortement menacés par une crise de la dette.⁴⁸⁰ En 2012, la Zambie empruntait à un taux d'intérêts plus faible que l'Espagne ; elle paie désormais 16 % d'intérêts⁴⁸¹.

De nombreux pays en développement sont désormais en grande difficulté pour honorer leur dette et doivent faire des choix délicats en matière de recettes et de dépenses, souvent sous la pression du FMI⁴⁸². Il est alors crucial de décider quels impôts augmenter et quelles dépenses réduire en tenant compte de

l'impact que cela aura sur les riches et les pauvres, ainsi que sur les femmes et sur les hommes. Le FMI s'est engagé à aider les pays à lutter contre les inégalités, ce qui est en soi très positif, mais les recherches d'Oxfam révèlent que bien peu semble avoir été fait en ce sens jusqu'à présent⁴⁸³. On peut également déplorer qu'il n'y ait eu pratiquement aucun effort déployé pour réduire le poids de la dette par le biais de restructurations et d'annulations, ce qui permettrait de limiter les sommes détournées des dépenses sociales. Une nouvelle vague de renflouements sera l'occasion pour le FMI de traduire ses discours en actes et d'aider les pays à prendre des décisions économiques qui réduisent les inégalités. Trop de pays continuent d'assurer leur équilibre budgétaire aux dépens des hommes et des femmes pauvres⁴⁸⁴. Cela les empêche de lutter contre les inégalités. L'histoire montre qu'à défaut d'une nouvelle approche axée sur la taxation de celles et ceux qui sont les plus à même de payer, ces programmes économiques frapperont le plus durement les hommes et les femmes les plus pauvres⁴⁸⁵.

Les emprunts d'États ne sont bien sûr pas négatifs en soi et peuvent même réduire les inégalités au lieu de les aggraver, à condition d'être durables et investis judicieusement. Toutefois, bien souvent, ces prêts sont en grande partie destinés à des projets d'une utilité incertaine dont les coûts sont souvent largement gonflés, ce qui alimente la corruption et la fuite des capitaux⁴⁸⁶. Une part non négligeable de cette dette est liée à des PPP mal conçus⁴⁸⁷.

Une action internationale rapide est nécessaire pour s'attaquer à ce problème avant qu'il ne dégénère. Il faudra allier financement, rééchelonnement et annulation de la dette afin que les créanciers irresponsables supportent leur part du fardeau. Les choix faits en matière d'austérité fiscale doivent être axés sur la collecte d'impôts auprès des entreprises et des particuliers les plus riches, ainsi que sur la réduction de la corruption et du gaspillage, et non sur la hausse des impôts et la réduction des services pour les personnes pauvres. Un mécanisme indépendant de restructuration et d'arbitrage de la dette doit être mis en place pour offrir un espace de négociation sûr et neutre qui protège les citoyen-ne-s pauvres des pays débiteurs. À cela doit s'ajouter une augmentation majeure de l'aide étrangère afin que les pays soient en mesure d'investir dans la lutte contre les inégalités sans laisser une dette aux générations futures.

5 LUTTER POUR UN MONDE PLUS JUSTE



Sarah, réfugiée du Soudan du Sud, vit en Ouganda. Elle appelle les femmes à rejoindre son groupe d'artisanat dans le camp de Bidibidi. Avec l'aide d'Oxfam et de son partenaire CEFORD, le groupe a été créé afin de permettre aux femmes de générer un revenu et d'avoir une vie sociale. Sarah vendait des bijoux lorsqu'elle vivait au Soudan du Sud mais elle a fui le pays après que son mari a été tué dans la rue, sous ses yeux. Le groupe lui a donné la possibilité de gagner de l'argent, mais aussi de partager son expérience avec d'autres femmes du camp. Photo : Kieran Doherty/Oxfam.

- Le peuple est le seul à pouvoir contraindre nos dirigeant-e-s à réduire le fossé entre les riches et les pauvres.
- Un mouvement mondial grandissant, la Fight Inequality Alliance, soutient les luttes contre les inégalités partout dans le monde.

Les politiques requises pour réduire les inégalités sont claires, avec notamment la mise en place d'une protection sociale et de services publics universels, financés par la taxation des entreprises et des particuliers les plus riches. Dans trop de pays, ces politiques ne sont pas mises en œuvre car les dirigeant-e-s politiques écoutent les élites au lieu de prêter l'oreille aux demandes des citoyen-ne-s ordinaires. Plus les citoyen-ne-s ordinaires sont organisé-e-s et capables de se faire entendre, plus grandes sont les chances de faire bouger les choses. Dans les années 2000, les inégalités de revenus ont connu un recul phénoménal en Amérique latine, grâce à des États qui ont augmenté les impôts pour les plus riches, relevé les salaires minimum et investi dans la santé, l'éducation et d'autres services publics. L'un des principaux moteurs de tels progrès a été la force des citoyen-ne-s ordinaires qui se sont rassemblé-e-s pour exiger ces changements⁴⁸⁸.

Encadré 12 : Occuper le terrain



AP Photo/Brian Inganga.

En 2015, les enfants scolarisés à la Langata Road Primary School de Nairobi, au Kenya, ont dû faire face aux gaz lacrymogènes et à un déploiement policier en armes pour défendre leur terrain de jeu public, qui avait été accaparé par des promoteurs privés souhaitant en faire un parking pour l'hôtel tout proche⁴⁸⁹.

Dans un mouvement qui a rapidement reçu un soutien mondial avec le hashtag #OccupyPlayground, les écolières et écoliers ont réussi à mettre un terme à l'accaparement du terrain. Cette mobilisation a enclenché une protestation nationale contre la confiscation des terrains publics par des promoteurs privés entretenant des liens avec la sphère politique, bloquant de nombreuses autres tentatives d'accaparement. À l'image d'innombrables autres actions, cela démontre la manière dont des personnes ordinaires peuvent changer le cours de la politique en matière d'inégalités et de réduction du fossé entre les riches et les pauvres.

Cette tendance à un militantisme de plus en plus répandu se reflète dans des mouvements de femmes qui gagnent en puissance, à l'image de #metoo et de la Marche des femmes. En Amérique latine, cela a inspiré des milliers de femmes à agir, notamment avec *Ni Una Menos* (« Pas une de moins »)⁴⁹⁰. Né en Argentine en 2015 sous la forme d'une campagne nationale destinée à lutter contre les féminicides, ce mouvement s'est répandu dans l'ensemble de la région. Par le biais d'une action collective, *Ni Una Menos* a transformé le débat national et catalysé un changement au niveau mondial, comme en témoigne le leadership exercé par la campagne sur la grève des femmes de 2018⁴⁹¹.

L'émergence de la Fight Inequality Alliance⁴⁹², qui fédère les luttes nationales pour plus d'égalité, est essentielle pour bâtir un mouvement mondial de personnes déterminées à se battre ensemble pour un monde plus juste. Tout comme le mouvement des droits civiques a bouleversé les normes établies il y a 50 ans, cette génération apporte la preuve qu'elle a le pouvoir d'orienter les actions des États et elle les exhorte aujourd'hui à mettre un terme à la pauvreté et aux inégalités.

« La lutte contre les inégalités fait partie intégrante de l'affirmation de notre humanité. »
– Lamees Farraj, AMAN : Coalition for Integrity and Accountability, Territoires palestiniens occupés

Les États doivent agir pour lutter contre les inégalités

Les États doivent écouter les citoyen-ne-s ordinaires et prendre des mesures pertinentes pour réduire les inégalités. Tous les États doivent **définir des objectifs et des plans d'action concrets et assortis de délais pour réduire les inégalités. Cela doit s'inscrire dans leurs engagements pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 10 sur les inégalités.** Ces plans doivent inclure des actions dans les trois domaines suivants :

1. **Fournir des soins de santé, une éducation et d'autres services publics gratuits et universels qui bénéficient également aux femmes et aux filles.** Cesser de soutenir la privatisation des services publics. Garantir à toutes et tous l'accès aux retraites, aux allocations familiales et à d'autres formes de protection sociale. Concevoir tous les services en veillant à ce qu'ils bénéficient également aux femmes et aux filles.
2. **Décharger les femmes des millions d'heures de travail non rémunéré qu'elles consacrent chaque jour au soin de leur famille et de leur foyer.** Donner voix au chapitre aux personnes assurant ce travail essentiel dans les décisions budgétaires et définir comme un objectif clé des dépenses de l'État le fait de libérer du temps pour les femmes. Investir dans des services publics qui réduisent le temps consacré à certaines de ces tâches, notamment l'eau, l'électricité et la garde d'enfants. Concevoir tous les services publics de sorte qu'ils bénéficient aux personnes ayant peu de temps libre.
3. **Mettre un terme à la sous-imposition des entreprises et des individus fortunés.** Taxer la richesse et le capital à des niveaux plus équitables. Mettre fin au nivellement par le bas des impôts sur les sociétés et sur les revenus des particuliers. Éradiquer la fraude et l'évasion fiscales des entreprises et des super-riches. Convenir d'un nouvel ensemble d'institutions et de règles fiscales internationales afin de refondre en profondeur le système fiscal en le rendant équitable, avec une participation de plein droit des pays en développement aux négociations.

NOTES

Sauf mention contraire, les liens cités ont été consultés pour la dernière fois en octobre 2018.

- 1 Forbes. (2018). The World's Billionaires. <https://www.forbes.com/billionaires/list/>; et P. Espinoza Revollo et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique. <http://dx.doi.org/10.21201/2019.3651>
- 2 Banque mondiale. (2018a). *Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée*. <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- 3 A. Shorrocks, J. Davies and R. Lluberás. (2018). *World Wealth Report 2018*. Credit Suisse. <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/research/research-institute/global-wealth-report.html>
- 4 N. Lustig. (2015). *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health: Evidence from 13 Developing Countries in the Commitment to Equity Project*. <https://www.imf.org/en/Publications/Books/Issues/2018/02/26/Inequality-and-Fiscal-Policy-42811>
- 5 P. Espinoza Revollo et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op cit.
- 6 M. Hanrahan (18 mai 2012), *Antilia: Inside Mukesh Ambani's 27-Story Mumbai Residence, The World's First \$1 Billion Home (PHOTOS)*. The Huffington Post. https://www.huffingtonpost.in/entry/antilia-inside-mukesh-expensive-home-mumbai_n_1527703
- 7 M Döpfner (2018), *Jeff Bezos reveals what it's like to build an empire and become the richest man in the world — and why he's willing to spend \$1 billion a year to fund the most important mission of his life*. *Business Insider*, Forbes (2018), The World's Billionaires. <https://www.forbes.com/billionaires/list/>. Pour les calculs du budget de la santé en Éthiopie, voir : P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 8 J. D. Ostry, P. Loungani et A. Berg (à venir), *Confronting Inequality: How Societies Can Choose Inclusive Growth*. Colombia.
- 9 Les précédents rapports d'Oxfam portaient sur d'autres facteurs déterminants dans la lutte contre les inégalités, comme le travail et la rémunération (Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent) : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/partager-la-riche-esse-avec-celles-et-ceux-qui-la-creent> ; la réforme de notre modèle économique (Une économie au service des 99 %) : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99> ; ou la fin de la confiscation du monde politique et économique par les élites (Une économie au service des 1 %) : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-1>
- 10 Voir par exemple, J. Brumby et M. Keen (13 février 2018), *Game-Changers and Whistle-Blowers: Taxing Wealth*. FMI. <https://blogs.imf.org/2018/02/13/game-changers-and-whistle-blowers-taxing-wealth/> et FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*, <https://www.imf.org/en/Publications/FM/Issues/2017/10/05/fiscal-monitor-october-2017>. Voir également *The Economist* (9 août 2018), *Overhaul tax for the 21st century*, <https://www.economist.com/leaders/2018/08/09/overhaul-tax-for-the-21st-century>
- 11 Calculs d'Oxfam ; voir la note méthodologique : P. Espinoza Ravollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op. cit.
- 12 Ibid.
- 13 Banque mondiale (2018a), *Poverty and Shared Prosperity 2018*. <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>. Entre 1990 et 2015, la pauvreté mondiale a reculé en moyenne de 1 point de pourcentage par an, mais de seulement 0,6 point de pourcentage par an entre 2013 et 2015 et d'encore moins entre 2015 et 2018.
- 14 Ibid.
- 15 Ibid.

- 16 Ibid, p.24. D'après les projections de la Banque mondiale, avec la croissance économique actuelle, l'extrême pauvreté ne sera pas éradiquée d'ici 2030 à moins de réduire les inégalités en augmentant les revenus des 40 % les plus pauvres plus rapidement que ceux des autres tranches de la population. Sans réduction des inégalités, quelque 3,7 % de la population mondiale vivra toujours dans l'extrême pauvreté, même avec un taux de croissance à deux chiffres.
- 17 F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2017), *Rapport sur les inégalités mondiales 2018*. <https://wir2018.wid.world/>
- 18 The Standard (journal kenyan), 2018, *Double tragedy: Police woman loses twins, held in Nairobi West Hospital over Sh2.9 million bill*. <https://www.sde.co.ke/article/2001255156/double-tragedy-police-woman-loses-twins-held-in-nairobi-west-hospital-over-sh2-9-million-bill>
- 19 UNESCO (2017), *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2017/8. Rendre des comptes en matière d'éducation : tenir nos engagements*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260772>
- 20 M. Kruk et al. (2018), Mortality due to low-quality health systems in the universal health coverage era: a systematic analysis of amenable deaths in 137 countries. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)31668-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)31668-4/fulltext), *The Lancet* (17 novembre 2018), Volume 392, Issue 10160, p.2203–2212: 3,6 millions de décès seraient imputables à un accès insuffisant aux soins de santé, soit 9 863 décès chaque jour.
- 21 L. Addati et al. (28 juin 2018), *Prendre soin d'autrui : un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent* : Organisation internationale du travail (OIT). Disponible à l'adresse : <https://www.ilo.org/global/topics/care-economy/care-for-fow/lang--fr/index.htm>. Les chiffres portent sur 64 pays où des études sur l'utilisation du temps ont été menées (couvrant 66,9 % de la population mondiale), si bien qu'ils devraient être nettement plus élevés une fois retranscrits à l'échelle mondiale. Les femmes assureraient en moyenne 75 % du travail de soin non rémunéré.
- 22 Depuis la crise financière voilà 10 ans, le nombre de milliardaires est passé de 1 125 en 2008 à 2 208 en 2018. Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 23 La fortune totale de celles et ceux qui figurent invariablement dans la liste Forbes entre 2017 et 2018 (soit environ 1 900 personnes) a augmenté d'environ 900 milliards de dollars sur une année, soit une hausse de 2,5 milliards de dollars par jour. Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 24 Le monde compte un nombre sans précédent de milliardaires. La liste Forbes des milliardaires (2018) s'est étoffée de 165 entrées entre 2017 et 2018. Elle compte 316 nouveaux milliardaires, soit plus du double du nombre ayant disparu de la liste (151). Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 25 Calculs d'Oxfam basés sur Forbes (2018), *The World's Billionaires*, op. cit, et Credit Suisse (2018), *World Wealth Report Databook*. Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 26 La fortune de Jeff Bezos était de 112 milliards de dollars en mars 2018. Pour les calculs du budget de la santé en Éthiopie, voir : P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 27 McKinsey Global Institute (2015), *The Power of Parity*. Disponible à l'adresse : <http://www.mckinsey.com/global-themes/employment-and-growth/how-advancing-womensequality-can-add-12-trillion-to-global-growth>
- 28 Rapport calculé d'après le chiffre d'affaires annuel déclaré par Apple en 2017 (229,3 milliards de dollars). Disponible à l'adresse : <https://www.apple.com/newsroom/pdfs/fy17-q4/Q4FY17ConsolidatedFinancialStatements.pdf>
- 29 Banque mondiale. (2018a). *Rapport 2018 sur la pauvreté et prospérité partagée*, op cit.

- 30 P. Espinoza Revollo et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op cit.
- 31 K. Scheve et D. Stasavage (2016), *Taxing the Rich: A History of Tax Fairness in the United States and Europe*. Princeton University Press.
- 32 Chiffres extraits de la base de données sur l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités, pour 122 pays en développement. Le taux supérieur moyen d'impôt sur le revenu des particuliers est de 28,55 %.
- 33 INESC (2015), « Mineração e (in)justiça tributária no Brasil ». Nota Técnica 184. Disponible à l'adresse : <http://www.inesc.org.br/noticias/biblioteca/publicacoes/notas-tecnicas/nts-2015/nota-tecnica-184-mineracao-e-in-justica-tributaria-no-brasil/view>
- 34 Office for National Statistics (2018), *Effects of taxes and benefits on household income – Financial year ending 2017*. <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/personalandhouseholdfinances/incomeandwealth/datasets/theeffectsoftaxesandbenefitsonhouseholdincomefinancialyearending2014>, Table 14: Average incomes, taxes and benefits by decile groups of ALL households (ranked by UNADJUSTED disposable income), 2016/17.
- 35 P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op. cit.
- 36 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. Chicago University Press ; voir la note méthodologique pour obtenir une explication des calculs : https://d11tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/tb-reward-work-not-wealth-methodology-note-220118-fr.pdf. A. Alstadsaeter, J. Niels et G. Zucman (2017), *Tax Evasion and Inequality*, <http://gabriel-zucman.eu/files/AJZ2017.pdf>
- 37 A. Alstadsaeter et al. (2017), *Tax Evasion and Inequality*. op. cit.
- 38 Calculs d'Oxfam basés sur les données de l'OCDE disponibles pour 35 pays de l'OCDE et 43 pays hors OCDE en 2015 (moyennes non pondérées) OECD Stat. Revenue Statistics – OECD countries: Comparative tables. <https://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?datasetcode=REV&lang=en>
- 39 G. Zucman. (2015). *La richesse cachée des nations*, op cit. Voir la note méthodologique du rapport d'Oxfam de Davos 2018 pour une explication des calculs : D. Hardoon et al. (2018). *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. Note méthodologique, op cit.
- 40 Djaffar Salchi. Correspondance privée avec l'auteur.
- 41 Civicus (2018), *The State of Civil Society Report*. <https://www.civicus.org/index.php/state-of-civil-society-report-2018>
- 42 Council on Foreign Relations (23 février 2017), *Inequality and the rise of Authoritarianism*. Transcription du panel composé de J. A. Goldstone, K. R. McNamara et S. Hamid. <https://www.cfr.org/event/inequality-and-rise-authoritarianism>
- 43 E. D. Gould et A. Hijzen (2016), *Growing Apart, Losing Trust? The Impact of Inequality on Social Capital*, Document de travail du FMI WP/16/176. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16176.pdf>
- 44 P. Fajnzylber, D. Lederman et N. Loayza (2002), *Inequality and Violent Crime*. *Journal of Law and Economics*, 45(1):1–40. https://econpapers.repec.org/article/ucplawec/v_3a45_3ay_3a2002_3ai_3a1_3ap_3a1-40.htm ; R. Wilkinson et K. Pickett (2009), *The Spirit Level*. Londres : Penguin.
- 45 R. Wilkinson et K. Pickett (2018), *The Inner Level*. Londres : Penguin.
- 46 M. Chang. (2015). *Women and Wealth: Insights for grantmakers*. Asset Funders Network. https://www.mariko-chang.com/AFN_Women_and_Wealth_Brief_2015.pdf
- 47 FMI (2018), *Pursuing Women's Economic Empowerment*. <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2018/05/31/pp053118pursuing-womens-economic-empowerment>
- 48 Sur les 2 208 milliardaires figurant sur la liste Forbes, seulement 244 (11 %) sont des femmes. À l'échelle mondiale, on estime que les hommes possèdent 60 % du total des richesses. Voir : A. Shorrocks, J. Davies et R. Lluberas (2018), *World Wealth*

Report 2018. Credit Suisse <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/research/research-institute/global-wealth-report.html>

- 49 ONU Femmes (2018), *Traduire les promesses en actions : l'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. <http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/sdg-report-gender-equality-in-the-2030-agenda-for-sustainable-development-2018-fr.pdf?la=fr&vs=431>
- 50 Cette statistique est basée sur les estimations du Credit Suisse concernant la part de la richesse mondiale détenue par les hommes et par les femmes dans le cadre de son rapport mondial sur la richesse 2018 (op.cit) Les 50 % représentent la part et non la différence en points de pourcentage.
- 51 McKinsey Global Institute (2015), *The Power of Parity*. op. cit.
- 52 Rapport calculé d'après le chiffre d'affaires annuel déclaré par Apple en 2017 (229,3 milliards de dollars). Disponible à l'adresse : <https://www.apple.com/newsroom/pdfs/fy17-q4/Q4FY17ConsolidatedFinancialStatements.pdf>
- 53 A. Langer et al. (2015), *Women and Health: the key for sustainable development*. *The Lancet*, 386(9999): 1165–210.
- B. Heilman et al. (2017), *State of the World's Fathers: Time for Action*. Promundo, Sonke Gender Justice, Save the Children et MenEngage Alliance. <https://sowf.men-care.org/>
- 54 Calculé à partir du chiffre d'affaires annuel d'Apple publié en 2017 (229.3 milliards de dollars). Disponible sur <https://www.apple.com/newsroom/pdfs/fy17-q4/Q4FY17ConsolidatedFinancialStatements.pdf>
- 55 Chiffres extraits de l'enquête Kenya Demographic and Health Survey 2014, tableaux 3.2.1 et 3.2.2. Seulement 4 % des jeunes femmes du quintile le plus défavorisé poursuivent leur éducation au-delà du cycle secondaire, contre 35,7 % des jeunes hommes du quintile le plus riche. Kenya National Bureau of Statistics (2015), *Kenya Demographic and Health Survey 2014*. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr308/fr308.pdf>
- 56 Chiffres extraits de l'enquête Kenya Demographic and Health Survey 2014, op. cit. Un enfant du quintile le plus riche est scolarisé en moyenne pendant 11,78 ans, contre 6,15 ans pour un enfant issu du quintile le plus pauvre.
- 57 R. Wilkinson et K. Pickett (2009), *The Spirit Level*. op. cit. ; et J. Davis et B. Mazumder (2017), *The Decline in Inter-Generational Mobility after 1980*. Opportunity and Inclusive Growth Institute Working Paper 17-21. <https://www.minneapolisfed.org/institute/working-papers/17-21.pdf>
- 58 Ministère de la Santé – MOH/Nepal, New ERA/Nepal et ICF. (2017). *Nepal Demographic and Health Survey 2016*, op cit. Tableaux 8.3, 3.3.1. et 3.3.2. La mortalité des moins de cinq ans pour le quintile le plus pauvre est de 62 décès pour 1000 contre 24 pour 1000 pour le quintile le plus riche.
- 59 Ministère de la Santé - MOH/Népal, New ERA/Nepal et ICF (2017), *Nepal Demographic and Health Survey 2016*. Disponible à l'adresse : <https://dhsprogram.com/publications/publication-fr336-dhs-final-reports.cfm>. Tableaux 8.3, 3.3.1. et 3.3.2. Pour le quintile le plus pauvre, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 62 pour 1 000, contre 24 pour 1 000 pour le quintile le plus riche.
- 60 ONU Femmes (2018), *Traduire les promesses en actions*, op. cit.
- 61 Office for National Statistics (2014), *Life Expectancy at Birth and at Age 65 by Local Areas in the United Kingdom: 2006–08 to 2010–12*. <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/birthsdeathsandmarriages/lifeexpectancies/bulletins/lifeexpectancyatbirthandage65bylocalareasintheunitedkingdom/2014-04-16#animated-maps-and-reference-tables>. L'espérance de vie dans les quartiers de Barking et Dagenham est de 77,5 ans. Elle est de 83,7 ans à Kensington et à Chelsea.
- 62 Rede Nossa São Paulo (2017), *Mapa das Desigualdades de São Paulo 2016*. Disponible à l'adresse : <https://www.nossasaopaulo.org.br/arqs/mapa-da-desigualdade-completo-2016.pdf?v=1>

- 63 Extraits des remarques du Dr Martin Luther King à Chicago la nuit du vendredi 25 mars 1966, <https://quoteinvestigator.com/2015/10/22/mlk-health/>
- 64 J. D. Ostry et al. (à venir), *Confronting Inequality*. op. cit.
- 65 P. Espinoza Ravollo et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op cit.
- 66 De 1970 à 2009. J. Martinez-Vazquez et B. Moreno-Dodson (2014), *The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a Large Panel of Countries*. Georgia State University.
- 67 N. Lustig (2015), *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health, Evidence from 13 Developing Countries in the Commitment to Equity Project*. <https://www.imf.org/en/Publications/Books/Issues/2018/02/26/Inequality-and-Fiscal-Policy-42811>
- 68 Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation (2016), *5 façons dont l'éducation peut aider à mettre fin à l'extrême pauvreté*. <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/5-facons-dont-leducation-peut-aider-mettre-fin-lextreme-pauvrete>
- 69 FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*, FMI <https://www.imf.org/en/Publications/FM/Issues/2017/10/05/fiscal-monitor-october-2017>
- 70 K. E. M. Uslaner et M. Brown (2005), *Inequality, Trust, And Civic Engagement*. American Politics Research, Volume 33. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1532673X04271903>
- 71 R. Wilkinson et K. Pickett (2009), *The Spirit Level*. op. cit. et Z. Yu et F. Wang (2017), *Income Inequality and Happiness: An Inverted U-shaped Curve*. *Front. Psychol.* <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2017.02052>
- 72 Voir par exemple : I. İkkaracan, K. Kim et T. Kaya (2015), *The Impact of Public Investment in Social Care Services on Employment, Gender Equality, and Poverty: The Turkish Case*. Istanbul Technical University Women's Studies Center in Science, Engineering and Technology et The Levy Economics Institute. http://www.levyinstitute.org/pubs/rpr_8_15.pdf ; et Q. Wodon, C. Montenegro, H. Nguyen et A. Onagoruwa (2018), *Missed Opportunities: The high cost of not educating girls*. Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29956>
- 73 Ibid.
- 74 Ibid.
- 75 Voir par exemple le cas de l'hôpital Medanta : <https://www.medanta.org/>
- 76 ICICI Securities Ltd. (2017), *World class health infra at competitive prices to fuel Indian medical tourism boom*. <http://content.icicidirect.com/mailimages/MedicalTourismFeb17.htm>
- 77 Les états indiens de l'Uttar Pradesh et du Chhattisgarh ont respectivement un taux de mortalité infantile de 64 et 54 pour 1 000 naissances vivantes, soit plus encore qu'en Afrique subsaharienne (52 pour 1 000 naissances vivantes). India National Family Health Survey 2015–16. <http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/2949>
Chiffre pour l'Afrique issu de <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.IMRT.IN?locations=RW-ZG>
- 78 OMS/UNICEF (2015), *Progress on sanitation and drinking water, 2015 update and MDG assessment*. https://www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/imp-2015-key-facts/en/
- 79 Banque mondiale (2018), *Rapport sur le développement dans le monde 2018 – APPRENDRE pour réaliser la promesse de l'éducation*. <http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2018>
- 80 Dans le monde, le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans est passé de 12,7 millions en 1990 à 6,3 millions en 2013. Voir UNICEF, OMS, Groupe de la Banque mondiale et Nations unies (2017), *Levels and Trends in Child Mortality*. <https://data.unicef.org/resources/levels-trends-child-mortality-2017/>

- 81 Banque mondiale (2018), *Rapport sur le développement dans le monde 2018*. op. cit. <http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2018>
- 82 M. Kruk et al. (2018), *Mortality due to low-quality health systems in the universal health coverage era*. op. cit.
- 83 F. Chao, D. You, J. Pedersen, L. Hug et L. Alkema (2018), *National and regional under-5 mortality rate by economic status for low-income and middle-income countries: a systematic assessment*. *Lancet Global Health*, 6(5):535–47. [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(18\)30059-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(18)30059-7/fulltext)
- 84 V. Esquivel and A. Kaufmann. (2017). *Innovations in Care: New Concepts, New Actors, New Policies*. Friedrich-Ebert-Stiftung. <http://library.fes.de/pdf-files/iez/13282.pdf>
- 85 Voir par exemple Banque mondiale (2003), *World Development Report 2004: Making Services Work for Poor People*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/5986>
- 86 FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*. op. cit. et C. Mariotti et al. (2017), *Great expectations: is the IMF turning words into action on inequality?* <https://www.oxfam.org/en/research/great-expectations-imf-turning-words-action-inequality>. Oxfam International.
- 87 Banque mondiale (2003), *Making Services Work for Poor People*. op. cit. pp. 38-39
- 88 B. Emmett (2007), *Dans l'intérêt du public*. Rapport de campagne Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/in-the-public-interest-health-education-and-water-and-sanitation-for-all-112528>
- 89 Barker 1944 dans S. Van de Walle et Z. Scott (2009), *The role of public services in State and Nation-building: Exploring lessons from European History for Fragile States*
- 90 Analyse menée par Development Pathways d'après l'enquête socio-économique nationale indonésienne (SUSENAS) 2015.
- 91 Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale (2017), *La couverture de santé universelle : Rapport mondial de suivi 2017*. http://www.who.int/healthinfo/universal_health_coverage/report/2017/en/
- 92 R. Yates (2017), *Hospitals That Act as Modern-day Debtor Prisons Deny Rights and Dignity*. Chatham House. <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/hospitals-act-modern-day-debtor-prisons-deny-rights-and-dignity>
- 93 Ibid.
- 94 UNESCO (2015a), *Éducation pour Tous 2000-2015 : Progrès et Enjeux*. <https://fr.unesco.org/gem-report/node/832>
- 95 R.B. Kattan et N. Burnett (2004), *User Fees In Primary Education*. http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099079993288/EFAcase_userfees.pdf ; Banque mondiale et P. Nanda (2002), *Gender Dimensions Of User Fees: Implications For Women's Utilization Of Health Care*. *Reproductive Health Matters*, 10(20):127-34. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/12557649>
- 96 P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*. Oxfam, op. cit. ; A. Marriott (2009), *Optimisme aveugle : Une remise en question des mythes concernant les soins de santé privés dans les pays pauvres*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/blind-optimism-challenging-the-myths-about-private-health-care-in-poor-countries-114093> ; et B. Emmett (2007), *Dans l'intérêt du public*. Rapport de campagne Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/in-the-public-interest-health-education-and-water-and-sanitation-for-all-112528>
- 97 P. Espinoza Revollo (2019), Ibid.
- 98 Voir par exemple H. Patrinos et al. (2009), *The role and impact of public private partnerships in education*. Banque mondiale. <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/library/role-and-impact-public-private-partnerships-education>

- 99 M. Afridi (2018), *Equity and Quality in an education public private partnership*. Document de recherche d'Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/equity-and-quality-education-public-private-partnership-0> et A. Marriott (2014), *Une dangereuse diversion : Le partenariat public-privé phare de la SFI en matière de santé va-t-il entraîner la faillite du ministère de la Santé du Lesotho ?* Note d'information d'Oxfam. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bn-dangerous-diversion-lesotho-health-ppp-070414-fr_1.pdf
- 100 Voir par exemple Eurodad (2018), *History RePPPeated: How Public Private Partnerships are Failing*. <https://eurodad.org/HistoryRePPPeated> et A. Marriott (2014), *Une dangereuse diversion*, op. cit.
- 101 T.C. Irwin (16 octobre 2018), *How to Control the Fiscal Costs of Public-Private Partnerships*. IMF How To Notes. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/en/Publications/Fiscal-Affairs-Department-How-To-Notes/Issues/2018/10/17/How-to-Control-the-Fiscal-Costs-of-Public-Private-Partnerships-46294>
- 102 Calculs d'Oxfam d'après la base de données de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde. Les chiffres du PIB par habitant en Thaïlande ont été convertis depuis la parité de pouvoir d'achat (PPA) en dollars de 2011 vers la PPA en dollars de 1990. Pour ce faire, chaque valeur du PIB réel en PPA en dollars de 2011 a été multipliée par le rapport entre le PIB par habitant de 2011 en PPA en dollars de 2011 et le PIB par habitant de 2011 en dollars actuels. Remarque : il ne s'agit que d'une approximation par rapport au PIB réel par habitant en PPA de 1990 en dollars. Chiffres du PIB des États-Unis extraits de J. Bolt, M. Timmer et J. Luiten van Zanden (2014), *GDP per capita since 1820*, OECD https://www.oecd-ilibrary.org/economics/how-was-life/gdp-per-capita-since-1820_9789264214262-7-en, P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op. cit.
- 103 V. Tangcharoensathien, W. Witthayapipopsakul, W. Panichkriangkrai, W. Patcharanarumol et A. Mills (2018), *Health systems development in Thailand: a solid platform for successful implementation of universal health coverage*. *The Lancet*, 391(10126):1205–23, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/29397200>
- 104 Life Sciences and Health in Thailand - Netherlands worldwide. <https://www.netherlandsworldwide.nl/binaries/en-nederlandwereldwijd/documents/publications/2018/04/18/factsheet-life-sciences--health-in-thailand/Thailand+-+Factsheet+Life+Sciences+%26+Health.pdf>
- 105 V. Tangcharoensathien et al. (2018), *Health Systems Development in Thailand*. op. cit.
- 106 CAICC (2012), *O Distrito como Pólo de Desenvolvimento: Um Olhar da Sociedade Civil*. <https://www.caicc.org.mz/index.php/biblioteca/governacao/3039-o-distrito-como-polo-de-desenvolvimento-um-olhar-da-sociedade-civil>
- 107 Étendre la portée du fonds d'éducation pour le Punjab à 2,8 millions d'enfants déscolarisés est un objectif explicite du programme financé par la Banque mondiale. Banque mondiale (2016), Third Punjab Education Sector Project. Project Appraisal Document. <http://documents.worldbank.org/curated/en/967701468198234577/pdf/PAD1641-PAD-P154524-R2016-0090-1-Box394887B-OUO-9.pdf>
- 108 M. Afridi (2018), *Equity and Quality in an education public private partnership*. op. cit.
- 109 Extrait d'une interview du journal *The Guardian* datant du 18 septembre 2018. *Bill Gates: 'Trump is open-minded' – video*. <https://www.theguardian.com/global-development/video/2018/sep/18/bill-gates-interview-donald-trump-video>
- 110 K. Scheve et D. Stasavage (2016), *Taxing the Rich*. op. cit. pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les successions ; et Tax Foundation pour l'impôt sur les sociétés : https://github.com/TaxFoundation/data/blob/master/OECD-corporate-income-tax-rates/OECD_corp_income_tax_rates_1981-2015.csv#L1 Remarque : échantillon de 20 pays riches. Le taux d'imposition supérieur sur les revenus dans les pays en développement est en moyenne de 28 % – Base de données sur l'indice de l'Engagement à la réduction des inégalités d'Oxfam et DFI.
- 111 Voir par exemple C. Dubay (2010), *The Case Against the Death Tax* <https://www.heritage.org/taxes/report/the-economic-case-against-the-death-tax> et les

- citations de Kit Bond. https://www.brainyquote.com/quotes/kit_bond_348278, accessed December 6, 2018.
- 112 P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op. cit.
- 113 Calculs d'Oxfam basés sur des données de l'OCDE disponibles pour 35 pays de l'OCDE et 43 pays non membres de l'OCDE (moyennes non pondérées) : OECD Stat. Revenue Statistics – OECD countries: Comparative tables. <https://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?datasetcode=REV&lang=en>. Remarque : les prélèvements fiscaux comprennent les charges sociales et autres impôts sur les traitements et salaires. Les taxes sur les biens et les services comprennent les taxes sur les ventes et la TVA.
- 114 Les chiffres sur le déclin des taux d'imposition aux États-Unis sont extraits de T. Piketty (2014), *Le Capital au XXI^e siècle*. Paris : Éditions du Seuil. Données disponibles sur : <https://ourworldindata.org/grapher/top-income-tax-rates-piketty>
- 115 CEPAL (2017), *Panorama Fiscal de America Latina y El Caribe* p. 47 : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/41044/10/S1700069_es.pdf
- 116 Brazil INESC. (2015). 'Mineração e (in)justiça tributária no Brasil'. Nota Técnica 184, op cit. And UK Office for National Statistics (2018) *Effects of taxes and benefits on household income* <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/personalandhouseholdfinances/incomeandwealth/datasets/theeffectsoftaxesandbenefitsonhouseholdincomefinancialyearending2014>. Table 14: Average incomes, taxes and benefits by decile groups of ALL households (ranked by UNADJUSTED disposable income), 2016/17.
- 117 C. Isidore (2013), *Buffett says he's still paying lower tax rate than his secretary*. CNN Money. <https://money.cnn.com/2013/03/04/news/economy/buffett-secretary-taxes/index.html>
- 118 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. op. cit. ; reportez-vous à la note méthodologique pour obtenir une explication du mécanisme suivi ici : https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/tb-reward-work-not-wealth-methodology-note-220118-fr.pdf ; A. Alstadsaeter et al. (2017), *Tax Evasion and Inequality*. op. cit.
- 119 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. op. cit.
- 120 Ibid.
- 121 CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) (2015), *World Investment Report 2015*. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015_en.pdf. D'autres estimations du coût de l'évasion fiscale des entreprises pour les pays en développement s'échelonnent de 47 à 200 milliards de dollars. E. Crivelli, R. De Mooij et M. Keen (2015), *Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries*. Document de travail du FMI, 15/118, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15118.pdf> ; T.R. Tørsløv, L.S. Wier et G. Zucman (5 juin 2018), *The Missing Profits of Nations*. Document de travail du NBER, n° 24701. <http://www.nber.org/papers/w24701>. Voir en particulier l'Annexe C.4d : <http://gabriel-zucman.eu/files/TWZ2018Appendix.pdf>. Les estimations portent sur 2015.
- 122 FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*. op. cit.
- 123 Ibid. et *The Economist* (9 août 2016), *Overhaul tax for the 21st century*. <https://www.economist.com/leaders/2018/08/09/overhaul-tax-for-the-21st-century>
- 124 J. Ostry, A. Berg et C. Tsangarides (2014), *Redistribution, Inequality and Growth*. FMI. Note de discussion du personnel SDN14/02. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf>
- 125 Calculs d'Oxfam basés sur les chiffres de l'OCDE. <https://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?datasetcode=REV&lang=fr>
- 126 KPMG (2015), *Colombia – New Tax Reform Introduces Wealth Tax for Individuals*. <https://home.kpmg.com/xx/en/home/insights/2015/03/flash-alert-2015-006.html>
- 127 K. Scheve et D. Stasavage (2016) *Taxing the Rich*. op. cit.

- 128 Données de Tax Foundation.
https://github.com/TaxFoundation/data/blob/master/OECD-corporate-income-tax-rates/OECD_corp_income_tax_rates_1981-2015.csv#L1
- 129 Source : P. Espinoza Revollo et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op cit.
- 130 M. Lawson et M. Martin (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018*. Oxfam et Development Finance International.
<http://dx.doi.org/10.21201/2018.3415>
- 131 Tax Policy Center (2017), *Distributional Analysis o the Conference Agreement for the Tax Cuts and Jobs Act*. <https://www.taxpolicycenter.org/publications/distributional-analysis-conference-agreement-tax-cuts-and-jobs-act>
- 132 M. Lawson et M. Martin (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018*, op. cit.
- 133 C. Kim (2017), *Rich South Koreans, conglomerates face big tax bill as government seeks to fund welfare*. Reuters <https://www.reuters.com/article/us-southkorea-economy-tax/rich-south-koreans-conglomerates-face-big-tax-bill-as-government-seeks-to-fund-welfare-idUSKBN1A10Z9> ; et Jo He-rim (2017), *Parliament passes 2018 government budget proposal*. *The Korea Herald*.
<http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20171205001033>. Les autres augmentations prévues du revenu minimum ont finalement été révisées à la baisse face aux critiques virulentes du monde des affaires et pour atténuer leur impact économique à court terme. Le président Moon accorde une subvention aux petites entreprises pour les aider à faire face. Voir :
<http://english.yonhapnews.co.kr/news/2018/09/12/0200000000AEN20180912004251320.html>
- 134 M. Lawson et M. Martin (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018*, op cit.
- 135 A. R. Thomas (2018), *Sierra Leone launches free school education*. <https://www.thesierraleonetelegraph.com/sierra-leone-launches-free-school-education/> et *The Patriotic Vanguard* (2018), *Sierra Leone: Parliament concludes debate on the 2019 budget*. <http://www.thepatrioticvanguard.com/sierra-leone-parliament-concludes-debate-on-the-2019-budget>
- 136 J. D. Ostry et al. (à venir), *Confronting Inequality*. op. cit.
- 137 Pour le détail des sondages et la méthodologie, voir : D. Hardoon, F. Mager, A. Maitland et G. Zucman (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent : Note méthodologique*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/partager-la-richesse-avec-elles-et-ceux-qui-la-creent>
- 138 Depuis la crise financière voilà 10 ans, le nombre de milliardaires est passé de 1 125 en 2008 à 2 208 en 2018. Pour plus de détails, voir la note méthodologique :
<http://dx.doi.org/10.21201/2019.3651>
- 139 La fortune totale de celles et ceux qui figurent invariablement dans la liste Forbes entre 2017 et 2018 (soit environ 1 900 personnes) a augmenté d'environ 900 milliards de dollars sur une année, soit une hausse de 2,5 milliards de dollars par jour. Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://dx.doi.org/10.21201/2019.3651>
- 140 Le monde compte un nombre sans précédent de milliardaires. La liste Forbes des milliardaires (2018) s'est étoffée de 165 entrées entre 2017 et 2018. Elle compte 316 nouveaux milliardaires, soit plus du double du nombre ayant disparu de la liste (151). Pour plus de détails, voir la note méthodologique :
<http://dx.doi.org/10.21201/2019.3651>
- 141 Calculs d'Oxfam basés sur Forbes (2018), *The World's Billionaires*, op. cit, et Credit Suisse (2018), *World Wealth Report Databook*, op. cit. Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://dx.doi.org/10.21201/2019.3651>
- 142 La fortune de Jeff Bezos était de 112 milliards de dollars en mars 2018. Pour les calculs du budget de la santé en Éthiopie, voir : P. Espinoza Revollo et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op. cit.
- 143 Rapport calculé d'après le chiffre d'affaires annuel déclaré par Apple en 2017 (229,3 milliards de dollars). Disponible à l'adresse :

- <https://www.apple.com/newsroom/pdfs/fy17-q4/Q4FY17ConsolidatedFinancialStatements.pdf>
- 144 *South China Morning Post* (26 avril 2013), *Sao Paulo's millionaires use helicopters to avoid traffic jams*. <https://www.scmp.com/news/world/article/1223071/sao-paulos-millionaires-use-helicopters-avoid-traffic-jams> ; *The Guardian* (25 novembre 2016), *How the super-rich beat Jakarta traffic*. <https://www.theguardian.com/cities/2016/nov/25/sky-commuters-how-super-rich-beat-jakarta-traffic-hell-helicopter-helimosine-lippo-group>
- 145 Mills (6 avril 2014), *10 Universities Where Super Rich Kids Go*. The Richest. <https://www.therichest.com/rich-list/world/10-universities-where-super-rich-kids-go/>
- 146 *The Economist* (2018), *Selling citizenship is big business – and controversial*. <https://www.economist.com/international/2018/09/29/selling-citizenship-is-big-business-and-controversial>
- 147 Les États peuvent également s'attaquer à l'extrême concentration des richesses en prenant des mesures pour lutter contre les inégalités de marché à l'origine de tels extrêmes. Deux publications d'Oxfam traitent déjà de ce thème : D. Pimentel et al. (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent* (<https://www.oxfam.org/fr/rapports/partager-la-richeesse-avec-celles-et-ceux-qui-la-creent>) et D. Haroon (2017), *Une économie au service des 99%*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99>
- 148 Par exemple, voir l'évolution de la tranche supérieure d'impôt aux États-Unis, en France, en Allemagne et au Royaume-Uni : <https://ourworldindata.org/grapher/top-income-tax-rates-piketty>. Au Royaume-Uni, la tranche supérieure d'impôt était de 45 % en 2017, tout comme en 1917.
- 149 A. Shorrocks et al. (2018), *World Wealth Report 2018*, op. cit.
- 150 Ibid.
- 151 Estimation de 7 600 milliards de dollars issue de G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*, op. cit. Estimation de 200 milliards de dollars par G. Zucman pour Oxfam, D. Haroon et al. (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent* : Note méthodologique, op. cit.
- 152 J. Meers (19 octobre 2018), *Cumex Files: European Taxpayers Cheater out of €55 Billion*. Organized Crime and Corruption Reporting Project. <https://www.occrp.org/en/27-ccwatch/cc-watch-briefs/8772-cumex-files-european-taxpayers-cheated-out-of-55-billion>
- 153 D. Barstow, S. Craig et R. Buettner (2 octobre 2018), *Trump Engaged in Suspect Tax Schemes as He Reaped Riches From His Father*. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/interactive/2018/10/02/us/politics/donald-trump-tax-schemes-fred-trump.html>
- 154 R. Neate (9 août 2016), *Britain's richest person to leave UK for tax-free Monaco*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/business/2018/aug/09/britains-richest-man-to-leave-uk-for-tax-free-monaco>
- J. Henley (2 juin 2018), *Citizenship for sale: how tycoons can go shopping for a new passport*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2018/jun/02/citizenship-by-investment-passport-super-rich-nationality>
- 155 CEPAL (2017), *Panorama Fiscal de America Latina y El Caribe*, p. 47. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/41044/10/S1700069_es.pdf
- 156 Voir par exemple A. Laffer (2004), *The Laffer Curve: Past, Present and Future*. Heritage Foundation.
- 157 FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*. op. cit.
- The Economist* (9 août 2016), *Overhaul tax for the 21st century*. <https://www.economist.com/leaders/2018/08/09/overhaul-tax-for-the-21st-century>
- 158 J. Ostry et al. (2014), *Redistribution, Inequality and Growth*. op. cit.
- 159 Pour une discussion sur l'impact que peuvent avoir les taxes et transferts sur les inégalités, voir Joumard, Isabelle, Mauro Pisu et Debbie Bloch (2012), *Tackling*

- income inequality: The role of taxes and transfers*, OECD Journal: Economic Studies, publié en ligne. http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2012-5k95xd6l65lt
- 160 Alors que la pauvreté extrême avait reculé en moyenne d'un point de pourcentage par an entre 1990 et 2015, elle a reculé de seulement 1,2 point de pourcentage entre 2013 et 2015 et ce recul a ralenti davantage depuis. Voir Banque mondiale (2018a), *Poverty and Shared Prosperity 2018*. op. cit.
- 161 Alors que l'extrême pauvreté a reculé en moyenne de 1 % par an entre 1990 et 2015, elle n'a diminué que de 1 % sur deux ans entre 2013 et 2015. Voir : Banque mondiale (2018a), *Poverty and Shared Prosperity 2018*. op. cit.
- 162 Banque mondiale (2018a), *Poverty and Shared Prosperity 2018*. op. cit. révèle que la moitié de la population mondiale vit avec moins de 5,50 dollars par jour. Chaque année, les frais médicaux plongent 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale (2017), *La couverture de santé universelle : Rapport mondial de suivi 2017*, op. cit.
- 163 Banque mondiale (2018a), *Poverty and Shared Prosperity 2018*, op. cit.
- 164 Banque mondiale (2016), *A Cover Note to the Report of the Commission on Global Poverty*. <http://pubdocs.worldbank.org/en/733161476724983858/MonitoringGlobalPovertyCoverNote.pdf>
- 165 Banque mondiale (2018a), *Poverty and Shared Prosperity 2018*, op. cit.
- 166 World Bank. (2018a). *Poverty and Shared Prosperity*, op cit.
- 167 P. Espinoza Revollo et al. (2019). *Public Good or Private Wealth? Methodology Note*, op cit.
- 168 R. Kochhar (2017), *Middle Class Fortunes in Western Europe*. <http://www.pewglobal.org/2017/04/24/middle-class-fortunes-in-western-europe/> Pew Research Centre
- 169 F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2017), *World Inequality Report 2018*. World Inequality Lab. <https://wir2018.wid.world>
- 170 D'après les projections de la Banque mondiale, avec la croissance économique actuelle, l'extrême pauvreté ne sera pas éradiquée d'ici 2030 à moins de réduire les inégalités en augmentant les revenus des 40 % les plus pauvres plus rapidement que ceux des autres tranches de la population. Sans réduction des inégalités, quelque 3,7 % de la population mondiale vivra toujours dans l'extrême pauvreté, même avec un taux de croissance à deux chiffres. Banque mondiale (2018a), *Poverty and Shared Prosperity 2018*. op. cit. p. 24.
- 171 À l'échelle mondiale, on estime que les hommes possèdent 60 % du total des richesses. Voir : A. Shorrocks et al. (2018), *World Wealth Report 2018*, op. cit.
- 172 ONU Femmes (2018), *Traduire les promesses en actions*, op. cit.
- 173 A. Shorrocks et al. (2018), *World Wealth Report 2018*, op. cit.
- 174 A. Shorrocks, J. Davies et R. Lluberá (2018), *Global Wealth Report*. <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/research/research-institute/global-wealth-report.html>
- 175 M. Chang (2015), *Women and Wealth: Insights for grantmakers*, Asset Funders Network. https://www.mariko-chang.com/AFN_Women_and_Wealth_Brief_2015.pdf
- 176 A. Guereña et S. Burgos (2016), *Unearthed: Land, Power And Inequality In Latin America*, https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-land-power-inequality-latin-america-301116-en.pdf et M. R. Carter (2000), *Land Ownership Inequality and the Income Distribution Consequences of Economic Growth*. Document de travail WIDER (1986-2000) 2000/201. Helsinki : UNU-WIDER. <https://www.wider.unu.edu/publication/land-ownership-inequality-and-income-distribution-consequences-economic-growth>
- 177 Banque mondiale (2012), *World Development Report 2012: Gender Equality and Development*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/4391>

- 178 Calculé d'après les données sur le nombre de propriétaires fonciers agricoles femmes et hommes en proportion de la population totale de femmes et d'hommes. Source : Living Standards Measurements Study – Bangladesh Integrated Household Survey dans FAO, Base de données Genre et le Droit à la Terre : <http://www.fao.org/gender-landrights-database/fr/>
- 179 M. Chang. (2015). *Women and Wealth: Insights for grantmakers*. Asset Funders Network. [https://www.mariko-chang.com/AFN Women and Wealth Brief 2015.pdf](https://www.mariko-chang.com/AFN%20Women%20and%20Wealth%20Brief%202015.pdf)
- 180 C. D. Deere et C. R. Doss (2006), *The Gender Asset Gap: What Do We Know and Why Does It Matter? Feminist Economics*, 12(1–2): 1-50. <https://doi.org/10.1080/13545700500508056>
- 181 D. Pimentel et al. (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*, op. cit.
- 182 Banque mondiale (2012), *World Development Report 2012*.
- 183 FMI (2018), *Pursuing Women's Economic Empowerment*. <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2018/05/31/pp053118pursuing-womens-economic-empowerment>
- 184 Banque mondiale (2018a), *Poverty and Shared Prosperity 2018*, op. cit.
- 185 Voir par exemple M. Wolf (27 juin 2017), *The economic origins of the populist surge*. *Financial Times* <https://www.ft.com/content/5557f806-5a75-11e7-9bc8-8055f264aa8b> ou Council on Foreign Relations (23 février 2017), *Inequality and the rise of Authoritarianism*. Transcription du panel composé de J. A. Goldstone, K. R. McNamara et S. Hamid, <https://www.cfr.org/event/inequality-and-rise-authoritarianism>
- 186 E. D. Gould et A. Hijzen (2016), *Growing Apart, Losing Trust? The Impact of Inequality on Social Capital*. FMI. Document de travail WP/16/176. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16176.pdf>
- 187 P. Fajnzylber, D. Lederman et N. Loayza (2002), *Inequality and Violent Crime*. *Journal of Law and Economics*, 45(1):1–40. <https://doi.org/10.1086/338347> ; R. Wilkinson et K. Pickett (2009), *The Spirit Level*, op. cit.
- 188 R. Wilkinson et K. Pickett (2018), *The Inner Level*, op. cit.
- 189 T. Gore (2015), *Inégalités extrêmes et émissions de CO2*. Oxfam - Document d'informations médias. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/mb-extreme-carbon-inequality-021215-fr.pdf
- 190 D. Woodward (2015), *Incrementum ad Absurdum: Global Growth, Inequality and Poverty Eradication in a Carbon-Constrained World*. *World Social and Economic Review*, 4:43–62. <http://wer.worldeconomicsassociation.org/files/WEA-WER-4-Woodward.pdf>
- 191 A. Narayan, R. Van der Weider, A. Cojocar, C. Lakner, S. Redaelli, D. G. Mahler, R. G. N. Ramasubbaiah et S. Thewissen (2018), *Des progrès satisfaisants ? La mobilité économique d'une génération à l'autre à travers le monde*. Banque mondiale <http://www.banquemondiale.org/fr/topic/poverty/publication/fair-progress-economic-mobility-across-generations-around-the-world>
- O. Galor et J. Zeira (1993), *Income Distribution and Macroeconomics*. *The Review of Economic Studies*, 60(1): 35-52. <https://academic.oup.com/restud/article-abstract/60/1/35/1576085?redirectedFrom=fulltext>
- 192 A. Narayan et al. (2018), *Des progrès satisfaisants ? intergénérationnelle dans le monde*. op. cit.
- 193 Ibid.
- 194 H. X. Thanh (2018), *Social Mobility and Equality of Opportunity in Vietnam: Trends and impact factors*. Oxfam au Vietnam. https://vietnam.oxfam.org/policy_paper/social-mobility-and-equality-opportunity-vietnam-trends-and-impact-factors
- 195 C. Daude (2013), *Education and Social Mobility in Latin America*. *LASA Forum*, XLIV (2):7–9. <https://forum.lasaweb.org/files/vol44-issue2/Debates3.pdf>

- 196 El Colegio de México (2016), *Encuesta de Movilidad Social*. Dernière visite en septembre 2018 dans la rubrique Resultados.
<https://movilidadsocial.colmex.mx/index.php/resultados>
- 197 Chiffres extraits de l'enquête Kenya Demographic and Health Survey 2014, tableaux 3.2.1 et 3.2.2. Seulement 4 % des jeunes femmes du quintile le plus défavorisé poursuivent leur éducation au-delà du cycle secondaire, contre 35,7 % des jeunes hommes du quintile le plus riche. Kenya National Bureau of Statistics (2015), *Kenya Demographic and Health Survey 2014*.
<https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr308/fr308.pdf>
- 198 Chiffres extraits de l'enquête Kenya Demographic and Health Survey 2014, op. cit. Un enfant du quintile le plus riche est scolarisé en moyenne pendant 11,78 ans, contre 6,15 ans pour un enfant issu du quintile le plus pauvre.
- 199 Document de la Global Campaign for Education consacré à la privatisation (2016), *Private Profit, Public Loss: why the push for low-fee private schools is throwing quality education off track*. <http://www.right-to-education.org/resource/private-profit-public-loss-why-push-low-fee-private-schools-throwing-quality-education>
- 200 Ministère de la Santé - MOH/Népal, New ERA/Nepal et ICF (2017), *Nepal Demographic and Health Survey 2016*. Kathmandou, Népal : MOH/Nepal, New ERA/Nepal et ICF. Disponible à l'adresse :
<https://dhsprogram.com/publications/publication-fr336-dhs-final-reports.cfm>. Tableaux 8.3, 3.3.1. et 3.3.2.
- 201 La mortalité infantile dans la population noire des États-Unis est de 11,4 pour 1 000 naissances vivantes, contre 4,9 dans la population blanche. Source : 2016 Period Linked Birth/Infant Death Data Set. National Centre for Health and Statistics, Centers for Disease Control and Prevention (p. 80). Disponible à l'adresse :
ftp://ftp.cdc.gov/pub/Health_Statistics/NCHS/Dataset_Documentation/DVS/periodlinked/LinkPE16Guide.pdf
- 202 Ibid. La mortalité infantile en Libye était de 10,6 en 2016. Source : Banque mondiale (2018b), *Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) | Données*. Disponible à l'adresse :
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.IMRT.IN>
- 203 J. L. Ward et R. M. Viner (2017), *The impact of income inequality and national wealth on child and adolescent mortality in low and middle-income countries*. *BMC Public Health* 17:429. <https://doi.org/10.1186/s12889-017-4310-z>
- 204 A. Marriott (2009), *Optimisme aveugle : Une remise en question des mythes concernant les soins de santé privés dans les pays pauvres*, op. cit.
- 205 Indian Institute of Dalit Studies (2012), *Social Exclusion and Rural Poverty: Role of Discrimination and General Factors in Access to Government Schemes for Employment, Food, Health Services, Agricultural Land and Forest Resources in the Poorest Areas in India*. New Delhi : Indian Institute of Dalit Studies.
<http://www.dalitstudies.org.in/completed-programmes-projects.php?&p=2>
- 206 Office for National Statistics (2014), *Life Expectancy at Birth and at Age 65 by Local Areas in the United Kingdom: 2006-08 to 2010-12*.
<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/birthsdeathsandmarriages/lifeexpectancies/bulletins/lifeexpectancyatbirthandage65bylocalareasintheunitedkingdom/2014-04-16#animated-maps-and-reference-tables>
- 207 Rede Nossa São Paulo (2017), op cit.
- 208 Oxfam international (2017), *Une économie au service des 99 %*, op. cit.
- 209 J. Ostry et al. (2018), *Economic Gains From Gender Inclusion: New Mechanisms, New Evidence*. FMI. Note de discussion du personnel, SDN/18/06.
<https://doi.org/10.5089/9781484337127.006>
- 210 Ibid.
- 211 Voir par exemple : I. Ilkcaracan, K. Kim et T. Kaya (2015), *The Impact of Public Investment in Social Care Services on Employment, Gender Equality, and Poverty: The Turkish Case*. Istanbul Technical University Women's Studies Center in Science, Engineering and Technology et The Levy Economics Institute.
http://www.levyinstitute.org/pubs/rpr_8_15.pdf ; et Q. Wodon, C. Montenegro, H.

- Nguyen et A. Onagoruwa (2018), *Missed Opportunities: The high cost of not educating girls*, op. cit.
- 212 M. Cerrutti (2000), *Economic Reform, Structural Adjustment and Female Labor Force Participation in Buenos Aires, Argentina*. *World Development*, 28(5): 879-91.
[https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(99\)00163-1](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(99)00163-1)
- 213 European Women's Lobby (2012), *The price of austerity – The impact on women's rights and gender equality in Europe*. Extrait de
https://www.womenlobby.org/IMG/pdf/the_price_of_austerity_-_web_edition.pdf
- 214 Organisation mondiale de la Santé (2018), *Women in the Health Workforce*
<http://www.who.int/hrh/events/2018/women-in-health-workforce/en/>. Voir également Banque mondiale (2017), *Primary education, teachers (% female)*.
<https://data.worldbank.org/indicator/SE.PRM.TCHR.FE.ZS>
- 215 Ibid. Les femmes constituent 70 % du total des agents de santé dans le monde et 65 % du personnel enseignant à l'école primaire.
- 216 Voir par exemple I. İlkaracan et al. (2015), *The Impact of Public Investment in Social Care Services on Employment, Gender Equality, and Poverty*. op. cit.
- Q. Wodon et al. (2018), *Missed Opportunities: The high cost of not educating girls*. op. cit.
- 217 K. A. Lahey (2018), *Gender, Taxation and Equality in Developing Countries*. ONU Femmes <http://gender-financing.unwomen.org/en/resources/g/e/n/gender-and-taxation-discussion-paper>
- 218 C. Ngozi Adichie (2014), *We Should All Be Feminists*. Penguin Random House.
- 219 McKinsey Global Institute (2015), *The Power of Parity*. op. cit.
- 220 Rapport calculé d'après le chiffre d'affaires annuel déclaré par Apple en 2017 (229,3 milliards de dollars), disponible à l'adresse : Apple Inc. *Consolidated Statements Of Operations (Unaudited)*
<https://www.apple.com/newsroom/pdfs/fy17-q4/Q4FY17ConsolidatedFinancialStatements.pdf>
- 221 Rapport calculé d'après le chiffre d'affaires annuel déclaré par Apple en 2017 (229,3 milliards de dollars), disponible à l'adresse :
<https://www.apple.com/newsroom/pdfs/fy17-q4/Q4FY17ConsolidatedFinancialStatements.pdf>
- 222 Chiffres sur la totalité du travail de soin, notamment lorsque le travail non rémunéré est assuré parallèlement à d'autres activités. L. Karimli, E. Samman, L. Rost et T. Kidder (2016), *Factors and Norms Influencing Unpaid Care Work: Household survey evidence from five rural communities in Colombia, Ethiopia, the Philippines, Uganda and Zimbabwe*. Oxfam.
<https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/10546/620145/1/er-household-care-survey-wecare-151116-en.pdf>.
- 223 Ibid. Moyenne des heures consacrées par les femmes et les hommes au travail de soin non rémunéré comme activité principale, d'après les données de deux études distinctes couvrant six pays en développement ; et E. Pacheco et N. Florez (2014), « Entre lo rural y lo urbano. Tiempo y desigualdades de genero », dans B. Garcia et E. Pacheco (eds.) *Uso del tiempo y trabajo no remunerado en Mexico*. pp.223–63.
<https://www.jstor.org/stable/j.ctt1r69w16>
- 224 En Tunisie en 2011/2012, 81 % des enfants de 3 à 4 ans issus des 20 % des foyers les plus riches ont bénéficié d'une éducation préscolaire, contre seulement 13 % des enfants de 3 à 4 ans issus des 20 % des foyers les plus pauvres. Sources : UNESCO (2016), *L'Éducation pour les peuples et la planète : créer des avenir durables pour tous*. Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2016. <https://fr.unesco.org/gem-report/node/1279> et Ministère du Développement et de la Coopération Internationale, MDCI – Institut National de la Statistique et Fonds des Nations unies pour l'Enfance. (2013), *Suivi de la situation des enfants et des femmes en Tunisie- Enquête par grappes à indicateurs multiples 2011-2012, Rapport Final, Juin 2013*.
<http://mics.unicef.org/surveys>
- 225 Banque interaméricaine de développement (21 juillet 2016), *IDB supports Uruguay's National Integrated Care System*. <https://www.iadb.org/en/news/news-releases/2016-07-21/uruguays-national-integrated-care-system%2C11522.html>

- 226 V. Esquivel et A. Kaufmann (2017), *Innovations in Care: New Concepts, New Actors, New Policies*. Friedrich-Ebert-Stiftung. <http://library.fes.de/pdf-files/iez/13282.pdf>
- 227 A. Langer et al. (2015), *Women and Health: the key for sustainable development*. op. cit. ; B. Heilman et al. (2017), *State of the World's Fathers: Time for Action*, op. cit.
- 228 A. Parvez Butt et al. (2018), *Exploring the Need for Gender-Equitable Fiscal Policies for a Human Economy: Evidence from Uganda and Zimbabwe*. Rapport de recherche d'Oxfam. <https://doi.org/10.21201/2017.1725>
- 229 R. Paes de Barros et al. (2011), *The Impact of Free Childcare on Women's Labor Force Participation: Evidence from Low-Income Neighborhoods of Rio de Janeiro*. Document de conférence, Forum économique de la Banque mondiale 2010. https://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/84797-1104597464088/598413-1302096012728/Pedro-Olinto_access_to_free_childcare.pdf
- 230 J. De Henau, S. Himmelweit et D. Perrons (2017), *Investing in the care economy: Simulating employment effects by gender in countries in emerging economies*. Confédération syndicale internationale. https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/care_economy_2_en_web.pdf
- 231 K. Kim, I. İlkaracan et T. Kaya (2017), *Investing in Social Care Infrastructure and Employment Generation: A Distributional Analysis of the Care Economy in Turkey*. Document de travail n° 882 du Levy Economics Institute. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2924794>
- 232 B. Jacobs et al. (2011), *Addressing access barriers to health services: an analytical framework for selecting appropriate interventions in low-income Asian countries*. *Health Policy and Planning*, 2011:1–13. http://www.who.int/alliance-hpsr/resources/alliancehpsr_jacobs_ir_barriershealth2011.pdf
- Organisation mondiale de la Santé, région Pacifique Ouest (2007), *Reaching the Poor: Challenges for Child Health in the Western Pacific Region*, chapitre 7. http://www.wpro.who.int/publications/docs/ReachingthePoor_ChildHealthandPoverty_Part2.pdf
- O. O'Donnell (2007), *Access to health care in developing countries: breaking down demand side barriers*. *Cadernos de Saúde Pública*, 23(12):2820–34. http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0102-311X2007001200003
- 233 C. Chiang, S. A. Labeeb, M. Higuchi, A. G. Mohamed, A. Aoyama (2013), *Barriers to the use of basic health services among women in rural southern Egypt (Upper Egypt)*. *Nagoya Journal of Medical Science*, 75(3–4):225–31. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4345669/>
- 234 Voir par exemple A. Green (1990), *Education and State Formation: the Rise of Education Systems in England, France and the USA*. Londres : Macmillan.
- O. Grell, A. Cunningham et R. Jütte (eds) (2002), *Health care and poor relief in 18th and 19th century Northern Europe*. Abingdon : Routledge.
- 235 G. Verbist, M. F. Förster et M. Vaalavuo (2012), *The Impact of Publicly Provided Services on the Distribution of Resources: Review of New Results and Methods*. Documents de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations, n° 130, publication de l'OCDE, p. 35. https://www.researchgate.net/publication/241764369_The_Impact_of_Publicly_Provided_Services_on_the_Distribution_of_Resources_Review_of_New_Results_and_Methods
- 236 I. Marx, B. Nolan et J. Olivera (2015), *The Welfare State and Antipoverty Policy in Rich Countries*. Dans A. B. Atkinson et F. Bourguignon (eds) *Handbook of Income Distribution*, Vol. 2B, pp. 2063-2139. Amsterdam : Elsevier. <https://doi.org/10.1016/B978-0-444-59429-7.00024-8>
- 237 Pour la période 1970–2009. J. Martinez-Vazquez, V. Vulovic et B. Moreno-Dodson (2012), *The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a Large Panel of Countries*. *Review of Public Economics* 200:95–130.
- 238 N. Lustig (2015), *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health*. op. cit.

- 239 Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation (2016), *5 façons dont l'éducation peut aider à mettre fin à l'extrême pauvreté*. op. cit.
- 240 Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale (2017), *La couverture de santé universelle : Rapport mondial de suivi 2017*. op. cit.
- 241 Ibid.
- 242 A. Harris (2016), *10 reasons why clean water can help end poverty*. Plan International. <https://plan-uk.org/blogs/10-reasons-why-clean-water-can-help-end-poverty>
- 243 Programme des Nations unies pour le développement (2006), *Human Development Report 2006, Beyond Scarcity: power poverty and the global water crisis*. New York : Palgrave Macmillan, p. 45. Disponible à l'adresse : <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-report-2006>.
- 244 Ibid.
- 245 FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*. op. cit.
- 246 Calculs d'Oxfam d'après la base de données de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde. Chiffres du PIB par habitant pour la Thaïlande et l'Éthiopie convertis de PPA en dollars de 2011 en PPA en dollars de 1990. Pour ce faire, chaque valeur du PIB réel en PPA en dollars de 2011 a été multipliée par le rapport entre le PIB par habitant de 2011 en PPA en dollars de 2011 et le PIB par habitant de 2011 en dollars actuels. Remarque : il ne s'agit que d'une approximation par rapport au PIB réel par habitant en PPA en dollars de 1990. Chiffres du PIB des États-Unis et du Canada extraits de J. Bolt, M. Timmer et J. L. van Zanden (2014), *GDP per capita since 1820*. https://www.oecd-ilibrary.org/economics/how-was-life/gdp-per-capita-since-1820_9789264214262-7-en. Dans J. van Zanden et al. (eds.), *How Was Life? Global Well-being since 1820*. Paris : OCDE https://www.oecd-ilibrary.org/economics/how-was-life_9789264214262-en. P. Espinoza Revollo et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op. cit.
- 247 V. Tangcharoensathien et al. (2018), *Health systems development in Thailand*. op. cit.
- 248 Ambassade des Pays-Bas à Bangkok. (2018), *Life Sciences and Health in Thailand*. Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. <https://www.netherlandsworldwide.nl/binaries/en-nederlandwereldwijd/documents/publications/2018/04/18/factsheet-life-sciences--health-in-thailand/Thailand+-+Factsheet+Life+Sciences+%26+Health.pdf>
- 249 V. Tangcharoensathien et al. (2018), *Health systems development in Thailand*. op. cit.
- 250 Les personnes du quintile le plus pauvre recourent plus souvent à des services de soins de santé (hospitalisation ou consultation externe) que les plus riches. Une analyse de l'incidence des prestations a également confirmé que les subventions de l'État bénéficient plus fréquemment au groupe le plus pauvre qu'aux plus riches. S. Limwattananon, V. Tangcharoensathien, K. Tisayaticom, T. Boonyapaisarncharoen et P. Prakongsai (2012), *Why has the Universal Coverage Scheme in Thailand achieved a pro-poor public subsidy for health care? BMC Public Health*, 12(Suppl 1): S6. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3382621/>
- 251 Calculs d'après la base de données de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde. Chiffres du PIB par habitant pour la Thaïlande et l'Éthiopie convertis de PPA en dollars de 2011 en PPA en dollars de 1990. Pour ce faire, chaque valeur du PIB réel en PPA en dollars de 2011 a été multipliée par le rapport entre le PIB par habitant de 2011 en PPA en dollars de 2011 et le PIB par habitant de 2011 en dollars actuels. Remarque : il ne s'agit que d'une approximation par rapport au PIB réel par habitant en PPA en dollars de 1990. Chiffres du PIB des États-Unis et du Canada extraits de J. Bolt et al. (2014), *GDP per capita since 1820*. P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op. cit.
- 252 D'après un ratio élèves/enseignant-e de 55:1 et une population de 25 millions d'élèves dans le primaire. D'après les données de l'Institut de statistiques de

- l'UNESCO, données de la Banque mondiale.
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.PRM.ENRL.TC.ZS?locations=ET>
- 253 Z. Paulos et A. Zeyede (2017), *National Education Sector Budget Brief: 2006-2016*. UNICEF Éthiopie. https://www.unicef.org/esaro/UNICEF_Ethiopia__2017__Education_Budget_Brief.pdf
- 254 Ibid.
- 255 WaterAid (2017), *Wild Water: The State of the World's Water*.
<https://reliefweb.int/report/world/wild-water-state-world-s-water-2017>
- 256 A. Harris (2016), *10 reasons why clean water can help end poverty*. op. cit.
- 257 Banque mondiale (2018), *Rapport sur le développement dans le monde 2018*. op. cit.
- 258 Dans le monde, le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans est passé de 12,7 millions en 1990 à 6,3 millions en 2013. UNICEF. (2018), Mortalité infantile, donnée de l'UNICEF, <https://data.unicef.org/topic/child-survival/under-five-mortality/>
- 259 ONUSIDA (2014), *The Gap Report*.
http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/UNAIDS_Gap_report_en.pdf
- 260 Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale (2017), *La couverture de santé universelle : Rapport mondial de suivi 2017*. op. cit.
- 261 UNESCO (2017), *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2017/8*, op. cit.
- 262 Ibid.
- 263 Organisation mondiale de la Santé et UNICEF (2017), *Progress on Drinking Water, Sanitation and Hygiene*.
<http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/258617/9789241512893-eng.pdf?sequence=1>
- 264 Banque mondiale (2018), *Rapport sur le développement dans le monde 2018*. op. cit.
- 265 F. Chao et al. (2018), *National and regional under-5 mortality rate by economic status for low-income and middle-income countries*, op. cit.
266. Chiffres extraits de Health Equity Assessment Toolkit (HEAT).
<https://whoequity.shinyapps.io/HEAT/>
- 267 M. Kruk et al. (2018), Mortality due to low-quality health systems in the universal health coverage era, op. cit.
- 268 Dr M. Mackintosh et al. (2016), *What Is The Private Sector? Understanding Private Provision In The Health Systems Of Low-Income And Middle-Income Countries*. *The Lancet*, 388. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(16\)00342-1/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(16)00342-1/fulltext)
- 269 ICICI Securities Ltd. (2017), *World class health infra at competitive prices to fuel Indian medical tourism boom*.
<http://content.icicidirect.com/mailimages/MedicalTourismFeb17.htm>
- 270 Ibid.
- 271 M. Kruk et al. (2018), *Mortality due to low-quality health systems in the universal health coverage era*, op. cit.
- 272 Dr M. Mackintosh et al. (2016), *What Is The Private Sector?* op. cit.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(16\)00342-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(16)00342-1)
- 273 S. Kumar Hooda (28 juin 2018), *NHPS is simply not sustainable*. *Financial Express*.
https://www.researchgate.net/publication/327437290_NHPS_is_simply_not_sustainable_and
<https://www.indiatoday.in/magazine/up-front/story/20181008-modicare-more-business-less-care-1350008-2018-09-28>
- 274 Commission nationale pour la protection des droits de l'enfant, gouvernement indien. (2013), *Utilization of Free Medical Services by Children Belonging to the Economically Weaker Sections (EWS) in Private Hospitals in New Delhi, 2011-12; A Rapid*

- Appraisal. <http://ncpcr.gov.in/showfile.php?lid=115> ; J. Singh. (2015), *Delhi hospitals freed of poor*. <https://www.downtoearth.org.in/coverage/delhi-hospitals-freed-of-poor-44376> ; A Dutt. (2018), *SC reads riot act to Delhi's private hospitals, orders free treatment of poor*. *Hindustan Times*. <https://www.hindustantimes.com/india-news/sc-reads-riot-act-to-delhi-s-private-hospitals-orders-free-treatment-of-poor/story-aUXWZBW7wJhARZ3Ss0FOpJ.html>
- 275 Oxfam Inde (2015), *Financing Healthcare for all in India: Towards a Common Goal*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/556476/wp-financing-healthcare-for-all-india-290515-en.pdf?sequence=1>
- 276 N. Devadasan, T. Seshdri, M. Trivedi et B. Criel (2013), *Promoting universal financial protection: evidence from the Rashtriya Swasthya Bima Yojana (RSBY) in Gujarat, India*. *Health Research Policy and Systems*, Volume 11, No.1 ; S. Nandi et al. (2012), *The Implementation of RSBY in Chhattisgarh, India: A study of the Durg district*, Volume 2, No.1. <https://hcs.pitt.edu/ojs/index.php/hcs/article/view/61/99>. S. Nandi (2018), *Modicare: More business, less care*. <https://www.indiatoday.in/magazine/up-front/story/20181008-modicare-more-business-less-care-1350008-2018-09-28>. Dr M. Nundy et al. (2013), *The Rashtriya Swasthya Bima Yojana (RSBY) Experience in Chhattisgarh Sama - Resource Group for Women and Health: What does it mean for Health for All?* http://phrsindia.org/wp-content/uploads/2015/08/RSBY_Health-for-All_CG-experience.pdf
- 277 R. Srivastava (2018), *Private doctors perform most hysterectomies in India: Survey*. Reuters (11 janvier 2018), <https://www.reuters.com/article/us-india-women-health/private-doctors-perform-most-hysterectomies-in-india-survey-idUSKBN1F02GJ> ; Oxfam (2013), *Unregulated and Unaccountable: How the private health care sector in India is putting women's lives at risk*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/268392/mb-unregulated-unaccountable-private-healthcare-india-060213-en.pdf?sequence=1> ; N. Kohli (18 septembre 2018), *Experts raise concerns about rising hysterectomies in India. This Week*. <https://www.theweek.in/leisure/lifestyle/2018/09/18/Experts-raise-concern-about-rising-hysterectomies-in-India.html>
- 278 Banque mondiale (2018), *Rapport sur le développement dans le monde 2018*. op. cit.
- 279 En période de sécheresse, le prix de 20 litres d'eau grimpe jusqu'à 20 shillings kényans (0,2 dollar) par litre pour les plus pauvres. L'eau courante est facturée 0,5 shilling kényan par litre. M. Schreurs (2018), correspondance avec l'auteur. (Marcel Schreurs est directeur général de Maji Mielele Ltd.).
- 280 M. Lawson et M. Martin (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018*. op. cit.
- 281 Voir par exemple Banque mondiale (2004), *Rapport sur le développement dans le monde 2004 : des services pour les pauvres*. <http://documents.worldbank.org/curated/fr/606481468328508948/Rapport-sur-le-developpement-dans-le-monde-2004-des-services-pour-les-pauvres>
- 282 FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*, op. cit. et C. Mariotti et al. (2017), *Great expectations: is the IMF turning words into action on inequality?* <https://www.oxfam.org/en/research/great-expectations-imf-turning-words-action-inequality>. Oxfam International.
- 283 I. Ortiz et M. Cummins (2013), *Austerity Measures in Developing Countries: Public Expenditure Trends and the Risks to Children and Women*. *Feminist Economics*, 19(3):55–81. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13545701.2013.791027?src=recsys&journalCode=rfec20>
- T. Cavero et K. Poinasamy (2013), *Le piège de l'austérité : L'Europe s'enlise dans les inégalités* ». Oxfam, <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/a-cautionary-tale-the-true-cost-of-austerity-and-inequality-in-europe-301384>
- 284 Banque mondiale (2004), *Rapport sur le développement dans le monde 2004*, op. cit. ; Oxfam (2018), *Harmful side effects: how drug companies undermine global health*. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/harmful-side-effects-how-drug-companies-undermine-global-health-620547>.
- 285 Oxfam (2018), *Harmful side effects*, op. cit.

- 286 D. Gotham et al. (2017), *Estimated generic prices for novel treatments for drug-resistant tuberculosis*. *Journal of Antimicrobial Chemotherapy*, 72(4): 1243-52. <https://doi.org/10.1093/jac/dkw522>
- 287 E. Seery (2014), *Au service de la majorité : Des services publics pour combattre les inégalités*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/au-service-de-la-majorite>
- 288 Dans le cadre de son travail avec l'institut Commitment to Equity (CEQ), Nora Lustig identifie quatre types d'inégalités de revenus. La première concerne les inégalités de marché, c'est-à-dire les inégalités qui résultent de l'affectation d'un revenu aux ménages et aux entreprises avant l'intervention de l'État sous la forme d'impôts et de transferts. La deuxième porte sur le revenu disponible, c'est-à-dire le revenu après transferts et impôts directs. Le troisième est le revenu consommable, soit le montant restant après transferts et impôts indirects. Le revenu final correspond au montant une fois la valeur monétaire des services d'éducation et de santé prise en compte. Voir par exemple, N. Lustig (2017), *Fiscal policy, Inequality and the Poor in the Developing World*. http://www.commitmenttoequity.org/wp-content/uploads/2017/08/CEQ_WP23_Lustig_July2017v2.pdf. Voir également E. Seery (2014), op. cit.
- 289 P. Espinoza Revollo et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op. cit.
- 290 Dans près de la moitié des pays (36), le budget de l'éducation par élève équivaut au double du revenu par habitant des personnes les plus pauvres ; il est même quatre fois plus important dans 9 pays.
- 291 Calculs d'Oxfam. P. Espinoza Revollo et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op. cit.
- 292 T. Burgess (2016), *Water: At What Cost? The State of the World's Water 2016*. WaterAid. https://www.jica.go.jp/activities/issues/water/ku57pg00002cybnn-att/water_at_what_cost_wateraid_2016.pdf
- 293 Ibid.
- 294 G. Verbist et al. (2012), *The Impact of Publicly Provided Services on the Distribution of Resources*, op. cit.
- 295 N. Lustig, L. F. Lopez-Calva et E. Ortiz-Juarez (2012), *Declining Inequality in Latin America in the 2000s: The Cases of Argentina, Brazil, and Mexico*. Center for Global Development. Document de travail n° 307.
- G. A. Cornia (2014), *Falling Inequality in Latin America: Policy Changes and Lessons*. Oxford : Oxford University Press.
- 296 Le rôle que des services publics et des programmes de protection sociale bien conçus peuvent jouer dans la gestion du travail de soin non rémunéré a déjà été discuté dans la section 2.
- 297 Q. Wodon et al. (2018), *Missed Opportunities: The high cost of not educating girls*. op. cit.
- 298 J. Walker et C. Pearce (à venir), *Levelling Up: Education and Inequality*. Document d'information d'Oxfam.
- 299 Toutes les données de ce paragraphe sont extraites de : UNESCO (2013), *L'Éducation transforme nos existences*. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000223115_fre
- 300 N. Williamson (2013), *État de la population mondiale 2013, La mère-enfant : Face aux défis de la grossesse chez l'adolescente*. Fonds des Nations unies pour la population, <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/FR-SWOP2013.pdf>
- Organisation mondiale de la Santé (2011), *Prévenir les grossesses précoces et leurs conséquences en matière de santé reproductive chez les adolescentes dans les pays en développement*. Directives de l'OMS. https://www.who.int/maternal_child_adolescent/documents/preventing_early_pregnancy/fr/
- 301 UNESCO (2014), *Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous*. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. <https://fr.unesco.org/gem-report/node/259>

- 302 ONU Femmes (2015), *Le progrès des femmes dans le monde 2015–2016 : Transformer les économies, réaliser les droits*. <http://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2015/4/progress-of-the-worlds-women-2015>
- 303 Organisation internationale du travail (OIT) (2018a), *Social protection for older persons: Policy trends and statistics 2017-19*. ILO Social protection policy paper no. 17. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_645692.pdf
- 304 Ibid. p. 87 et ONU Femmes (2015), *Le progrès des femmes à travers le monde 2015-2016*, op. cit., figures 3.4 et 3.5.
- 305 UNFPA (2017), *State of World Population 2017, Worlds Apart: Reproductive health and rights in an age of inequality*. https://www.unfpa.org/sites/default/files/sowp/downloads/UNFPA_PUB_2017_EN_S_WOP.pdf
- 306 A. Johnson, A. Goss, J. Beckerman et A. Castro (2012), *Hidden costs: The direct and indirect impact of user fees on access to malaria treatment and primary care in Mali*. *Social Science and Medicine* 75(10): 1786-92. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2012.07.015>
- 307 A. Coote (2017), *Are universal public services the answer to Europe's widening inequalities?* *The New Economics Foundation*. <https://neweconomics.org/2017/12/universal-public-services-answer-europes-widening-inequalities>
- 308 B. McPake (2009), *Hospital Policy In Sub-Saharan Africa And Post-Colonial Development Impasse*, *Social History of Medicine*, Volume 22. <https://doi.org/10.1093/shm/hkp007>
- 309 DFID (2011), *Cash Transfers – Evidence Paper*. DFID Policy Division. http://www.who.int/alliance-hpsr/alliancehpsr_dfidevidencepaper.pdf
- 310 I. Idris (2017), *Conflict-sensitive cash transfers: social cohesion*. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/13248/201%20Conflict-sensitive%20cash%20transfers%20and%20social%20cohesion.pdf?sequence=1&isAllowed=y> K4D
- 311 *The Hindu* (2011), *Public Education is Indispensable*. <https://www.thehindu.com/todays-paper/tp-national/Public-education-is-indispensable-says-Nobel-laureate-Amartya-Sen/article14898488.ece>
- 312 Ibid.
- 313 Ibid.
- 314 Nations unies, Département des affaires économiques et sociales (2018), *Promoting Inclusion Through Social Protection*. <https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2018/07/1-1.pdf>
- 315 Banque mondiale (2004), *Rapport sur le développement dans le monde 2004*. op. cit.
- 316 Par exemple, la confiance dans les institutions semble positivement associée aux niveaux de satisfaction vis-à-vis du système éducatif. La méfiance à l'encontre du système éducatif peut provoquer un désengagement du public, qui pense ne plus avoir voix au chapitre et cherche des alternatives. UNESCO (2018), *Rendre des comptes en matière d'éducation : tenir nos engagements, Rapport mondial de suivi*, page 10. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260772>
- 317 A. Narayan et al. (2018). *Des progrès satisfaisants ? La mobilité économique d'une génération à l'autre à travers le monde*, op. cit.
- 318 A. Sen (1999), *Development as Freedom*. Oxford University Press.
- 319 P. Freire (1970). *The Pedagogy of the Oppressed*. (M. Bergman Ramos, Trans.). Londres : Penguin.
- 320 Voir l'étude dans D. E. Campbell (2006), *What is education's impact on civil and social engagement?* <http://www.oecd.org/education/innovation->

- [education/37425694.pdf](#) Dans OCDE, *Measuring the effects of education on health and civic engagement - Proceedings of the Copenhagen Symposium*.
<http://www.oecd.org/education/innovation-education/measuringtheeffectsofeducationonhealthandcivicengagement.htm>
- 321 Q. Wodon et al. (2018), *Missed Opportunities: The high cost of not educating girls*. op. cit.
- 322 B. Rothstein (1998), *Just Institutions Matter: The Moral and Political Logic of the Universal Welfare State*. Cambridge : Cambridge University Press.
<https://doi.org/10.1017/CBO9780511598449>
- 323 Ibid.
- 324 Ibid.
- 325 Banque mondiale (2019), *World Development Report 2019: The Changing Nature of Work*. <http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2019>. Ce rapport promeut une « universalité progressive » en avançant que la protection sociale universelle ne serait pas viable.
- 326 Ibid.
- Voir aussi : Banque mondiale (2004), *Rapport sur le développement dans le monde 2004*. op. cit.
- 327 S. Kidd (27 mars 2018), *International donors and the exporting of 19th Century Poor Relief to developing countries*. Extrait du blog Oxfam From poverty to power.
<https://oxfamblogs.org/fp2p/international-donors-and-the-exporting-of-19th-century-poor-relief-to-developing-countries/>
- 328 B. Emmett (2007), *Dans l'intérêt du public*, op. cit. ; D. Balabanova, M. McKee et A. Mills (2011), *Good health care at low cost 25 years on: What makes a successful health system?* <https://ghlc.lshtm.ac.uk/>,
- 329 D. Balabanova et al. (2011), *Good health care at low cost 25 years on*, op. cit.
- 330 R. Sabates-Wheeler, A. Hurrell et S. Devereux (2014), *Targeting social transfer programmes. Comparing design and implementation errors across alternative mechanisms*. Document de travail de WIDER.
<https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/wp2014-040.pdf> ; S. Kidd (2013), *Rethinking targeting in International Development*. Development Pathways.
<http://www.developmentpathways.co.uk/wp-content/uploads/2013/10/11-PathwaysPerspective-Rethinking-Targeting-Kidd.pdf>
- 331 S. Kidd (2018), *Pro-poor or anti-poor? The World Bank and IMF's approach to social protection*. Document d'information sur le projet Bretton Woods. Londres.
- 332 Sources : Analyse menée par Development Pathways sur les ensembles de données suivantes : Listening to the Citizens of Uzbekistan Survey 2018 (L2CU) en Ouzbékistan ; Annual Poverty Indicators Survey (APIS) 2014 aux Philippines ; Encuesta de Hogares 2015 en Bolivie ; General Household Survey (GHS) 2015 en Afrique du Sud ; Ethiopia Socioeconomic Survey (ESS) 2013/2014 en Éthiopie ; India Human Development Survey-II (IHDSS-II) 2011/2012 en Inde ; National Socio-Economic Survey (SUSENAS) 2015 en Indonésie ; Vietnam Household Living Standards Survey (VHLSS) 2012 au Vietnam. V. Alatas, A. Banerjee, R. Hanna, B. A. Olken, R. Purnamasari et M. Wai-Poi (2016), Self-Targeting: Evidence from a Field Experiment in Indonesia. Dans *Journal of Political Economy*, 2016 : pp. 371 – 427. L. Fernandez et R. Velarde (2012), Who Benefits from Social Assistance in the Philippines? Evidence from the Latest National Household Surveys. Philippines Social Protection Note, No. 4. Banque mondiale : Manille ; S. Kidd et B. Gelders (2015), Child wellbeing and social security in Georgia: The case for moving to a more inclusive national social security system ; Global Age Watch Index 2015 et Social Pensions Database (2015) de HelpAge International ; S. Silva-Leander et F. Merttens (2016), Assessment of programme targeting. Oxford Policy Management : Oxford ; Banque mondiale (2012), Targeting Poor and Vulnerable Households in Indonesia. Jakarta ; Banque mondiale (2009), Georgia: Poverty Assessment. Washington, DC.
- 333 Nations unies, Département des affaires économiques et sociales (2018), *Promoting Inclusion Through Social Protection*, op. cit.

- 334 J. Gelbach et L. Pritchett (2002), *Is More for the Poor Less for the Poor? The Politics of Means-Tested Targeting*. <https://ideas.repec.org/a/bpi/bejeap/vtopics.2y2002i1n6.html>
- 335 B. Welham (2014), *Governance for Development*. Banque mondiale. <http://blogs.worldbank.org/governance/politics-service-delivery-0>
- 336 S. Mehrotra (2000), *Integrating Economic and Social Policy: Good Practices from High-Achieving Countries*. Document de travail d'Innocenti n° 80. Florence : Centre de recherche UNICEF Innocenti. <https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp80.pdf><https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp80.pdf>
- 337 Données couvrant 153 pays sur une période de 14 ans entre 1995 et 2008, après prise en compte des autres facteurs. R. Moreno-Serra et P. Smith (2011), *The Effects of Health Coverage on Population Outcomes: A Country-Level Panel Data Analysis*. Conclusions du document de travail de Development Institute. <https://www.r4d.org/resources/effects-health-coverage-population-outcomes/>
- 338 Extrême pauvreté définie à 1,90 dollar par jour en PPA en dollars de 2011. On entend par « sérieuses difficultés financières » des « dépenses de santé phénoménales », que l'OMS définit comme une dépense des ménages consacrée à la santé supérieure à 10 % du revenu du ménage. Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale (2017), *La couverture de santé universelle : Rapport mondial de suivi 2017*. op. cit.
- 339 Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale (2017), *La couverture de santé universelle : Rapport mondial de suivi 2017*. op. cit.
- 340 D. Cotlear et N. Rosemberg (2018), *Going Universal in Africa: How 46 African Countries Reformed User Fees and Implemented Health Care Priorities*. Étude sur la couverture santé universelle de la Banque mondiale, série n° 26. <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/712041516179885313/Going-universal-in-Africa-how-46-African-countries-reformed-user-fees-and-implemented-health-care-priorities>
- 341 Chaque année, 63 millions de personnes en Inde passent sous le seuil de pauvreté en s'acquittant des frais médicaux de leur poche. P. Berman, R. Ahuja et L. Bhandari (2010), *The Impoverishing Effect of Healthcare Payments in India: New Methodology and Findings*. *Economic and Political Weekly*, 45(16): 65-71. <https://www.epw.in/journal/2010/16/special-articles/impoverishing-effect-healthcare-payments-india-new-methodology-and>
- 342 Voir le chapitre 3 de L. Hamel, M. Norton, K. Pollitz, L. Levitt, G. Claxton et M. Brodie (2016), *The Burden of Medical Debt: Results from the Kaiser Family Foundation/New York Times Medical Bills Survey*. The Henry J. Kaiser Family Foundation. <https://www.kff.org/health-costs/report/the-burden-of-medical-debt-results-from-the-kaiser-family-foundation-new-york-times-medical-bills-survey/>
- D. U. Himmelstein, D. Thorne, E. Warren et S. Woolhandler (2009), *Medical Bankruptcy in the United States, 2007: Results of a National Study*. *The American Journal of Medicine*, 122(8): 741-6. [https://www.amjmed.com/article/S0002-9343\(09\)00404-5/fulltext](https://www.amjmed.com/article/S0002-9343(09)00404-5/fulltext)
- 343 R. Yates (2017), *Hospitals That Act as Modern-day Debtor Prisons Deny Rights and Dignity*, op. cit.
- 344 Ibid.
- 345 Ibid.
- 346 Ibid.
- 347 Banque mondiale (2014), *World Bank Group Support to Health Financing*. http://ieq.worldbankgroup.org/sites/default/files/Data/reports/chapters/health_finance_evaluation_w_appendix_updated.pdf
- 348 Ibid ; C. Averill et A. Marriott (2013), *Couverture santé universelle : Pourquoi les personnes pauvres sont les laissés-pour-compte des régimes d'assurance maladie*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/universal-health-coverage-why-health-insurance-schemes-are-leaving-the-poor-beh-302973>

- 349 C. Averill et A. Marriott (2013), *Couverture santé universelle : Pourquoi les personnes pauvres sont les laissés-pour-compte des régimes d'assurance maladie*, op. cit.
- 350 La réussite des régimes d'assurance maladie en termes de couverture et d'équité repose sur un prépaiement obligatoire en fonction de la capacité de chacun à contribuer. Une part de la population aura toujours besoin d'une aide totale de l'État. Les cotisations d'assurance peuvent uniquement devenir obligatoires si elles sont déduites automatiquement d'un système de paie formel. Dans les pays où l'économie informelle est importante, il est impossible de procéder à de telles déductions pour la majorité de la main-d'œuvre, si bien que l'adhésion au régime devient volontaire. Les régimes d'assurance volontaires se caractérisent par un phénomène d'anti-sélection (avec une adhésion uniquement une fois la maladie déclarée), des traitements inégaux et inéquitable, ainsi qu'une exclusion à grande échelle car les personnes n'ont pas les moyens de payer les primes ou sont dans l'incapacité ou ne souhaitent pas payer pour d'autres raisons. Dans son Rapport sur la santé dans le monde 2010 intitulé *Le financement des systèmes de santé : le chemin vers une couverture universelle*, l'OMS indique clairement qu'un régime d'assurance basé sur le volontariat n'a jamais permis et ne permettra jamais d'atteindre une couverture santé universelle.
- 351 R. K. Alhassan, E. Nketiah-Amponsah, D. K. Arhinful (2016), *A Review of the National Health Insurance Scheme in Ghana: What Are the Sustainability Threats and Prospects?* PLoS ONE 11(11): e0165151. DOI : 10.1371/journal.pone.0165151.
- 352 C. Averill et A. Marriott (2013), *Couverture santé universelle : Pourquoi les personnes pauvres sont les laissés-pour-compte des régimes d'assurance maladie*, op. cit.
- Banque mondiale (2011), *Ghana: Joint review of public expenditure and financial management*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/2833>
- K. Saleh (2013), *The Health Sector in Ghana: A Comprehensive Assessment*. Banque mondiale <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/12297>
- A. Kusi, U. Enemark, K. S. Hansen et F. A. Asante (2015), *Refusal to enrol in Ghana's National Health Insurance Scheme: is affordability the problem?* *International Journal for Equity in Health*, 14(2): 1–14
<https://equityhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12939-014-0130-2>
- 353 C. Averill et A. Marriott (2013), *Couverture santé universelle : Pourquoi les personnes pauvres sont les laissés-pour-compte des régimes d'assurance maladie*, op. cit.
- 354 F. Huebler et E. Legault (2 juin 2017), *The World's Families: Hidden Funders of Education*. Extrait du blog de l'Institut de statistiques de l'UNESCO.
<https://sdg.uis.unesco.org/2017/06/02/the-worlds-families-hidden-funders-of-education/>
- 355 UNESCO (2015a), *Éducation pour Tous 2000-2015 : Progrès et Enjeux*, op. cit.
- 356 Voir le discours du président ghanéen Akufo Ado, disponible ici :
<https://www.youtube.com/watch?v=PNJpw-Qb4>
- 357 Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (2006), *Beyond scarcity: Power, poverty and the global water crisis. Human Development Report 2006*. <http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/267/hdr06-complete.pdf> Box 1.6. Dans la pratique, ces 25 litres se sont révélés insuffisants pour les ménages les plus pauvres, et la hausse rapide des tarifs au-delà de 25 litres pénalise indûment les familles pauvres. Des actions sont menées pour que ce seuil de 25 litres soit relevé. Pour une discussion sur ce point, voir <http://ourwatercommons.org/water-solutions/case-4-free-water-south-africa>
- 358 P. Espinoza Revollo et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op. cit. ; A. Marriott (2009), *Optimisme aveugle*, op. cit. ; et B. Emmett (2007), *Dans l'intérêt du public*, Rapport de campagne Oxfam <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/in-the-public-interest-health-education-and-water-and-sanitation-for-all-112528>
- 359 Banque mondiale (2018), *Rapport sur le développement dans le monde 2018*, op. cit.

- 360 Ibid.
- 361 P. Espinoza Revollo et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op. cit.
- 362 A. Marriott (2009), *Optimisme aveugle : Une remise en question des mythes concernant les soins de santé privés dans les pays pauvres*, op. cit.
- 363 Voir par exemple Banque mondiale (2004), *Rapport sur le développement dans le monde 2004*. op. cit., et H. Patrinos et al. (2009), *The Role of Public Private Partnerships in Education*. Banque mondiale. <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/library/role-and-impact-public-private-partnerships-education> et <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/ppp-health>
- 364 Voir par exemple B. N. Ghosh (2008), *Rich Doctors And Poor Patients: Market Failure And Health Care Systems In Developing Countries*. *Journal of Contemporary Asia*, Volume 38. <https://doi.org/10.1080/00472330701546525>
- 365 Global Campaign for Education (2016), *Private Profit, Public Loss: why the push for low-fee private schools is throwing quality education off track*, op. cit.
- 366 L. D. Ashley et al. (2014), *The role and impact of private schools in developing countries*. Department for International Development. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/439702/private-schools-full-report.pdf
- 367 D'après l'étude portant sur la scolarisation dans des villages de l'Uttar Pradesh, en Inde, les écoles privées à bas coût sont inabordables pour les enfants issus des deux quintiles les plus pauvres. J. Harma (2011), *Low cost private schooling in India: Is it pro poor and equitable?* *International Journal of Educational Development* 31, pages 350–356 <http://sites.mii.edu/comparativeeducation/files/2013/01/Low-cost-private-schooling-in-India.pdf>
- 368 Voir par exemple H. A. Patrinos, F. Barrera-Osorio et J. Guaqueta (2009), *The Role and Impact of Public-Private Partnerships in Education*. Banque mondiale. <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/library/role-and-impact-public-private-partnerships-education>
- 369 M. Afridi (2018), *Equity and Quality in an education public private partnership*, op. cit. et A. Marriott (2014), *Une dangereuse diversion*, op. cit. ; et par exemple Eurodad (2018), *History RePPeated*, op. cit., House of Commons Treasury Committee (2011) *Private Finance Initiative - Seventeenth Report of Session 2010-12*, publié en août 2012 sur ordre de la Chambre des Communes, Londres : The Stationary Office Limited ; M. McKee, N. Edwards et R. Atun (2006), *Public Private Partnerships for Hospitals*. Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé, 2006 : 84:890–896.
- 370 T. C. Irwin (16 octobre 2018), *How to Control the Fiscal Costs of Public-Private Partnerships*. op. cit.
- 371 Eurodad (2018), *History RePPeated*, op. cit., p. 33
- 372 A. Marriott (2014), *Une dangereuse diversion*, op. cit.
- 373 Cette somme ne semble pas inclure des frais contestés considérables et faisant actuellement l'objet d'un processus d'arbitrage au Lesotho. Eurodad (2018), *History RePPeated*. op. cit.
- 374 M. Afridi (2018), *Equity and Quality in an education public private partnership*. op. cit.
- 375 Ibid.
- 376 Étendre la portée du fonds d'éducation pour le Punjab à 2,8 millions d'enfants déscolarisés est un objectif explicite du programme financé par la Banque mondiale. Banque mondiale (2016), *Third Punjab Education Sector Project*. Project Appraisal Document.
- 377 M. Afridi (2018), *Equity and Quality in an education public private partnership*. op. cit.
- 378 Voir par exemple M. Lawson, S. Mazengera, F. Nkhoma-Mbawa et T. Noel (2008), *Malawi Essential Health Services: Country Case Study*. Rapport de recherche d'Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/file/malawi-essential-services-casestudy-08119pdf>

- 379 S. Mehrotra et R. Jolly (eds) (1997), *Development with a Human Face – Experiences in Social Achievement and Economic Growth*. Oxford : Clarendon Press.
- Centro de Integridade Pública (2011), *O Distrito como Polo de Desenvolvimento: Um Olhar da Sociedade Civil*
- 381 Voir la vidéo réalisée sur ce travail à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=5fKQchHYAIM&feature=youtu.be>
- 382 S. C. Sabi et M. Rieker (2017), *The role of civil society in health policy making in South Africa: a review of the strategies adopted by the Treatment Action Campaign*. *African Journal of AIDS Research*, 16(1): 57-64. <https://doi.org/10.2989/16085906.2017.1296874>
- 383 S. Boseley (26 janvier 2016), *Big Pharma's worst nightmare*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/society/2016/jan/26/big-pharmas-worst-nightmare>
- 384 MenCare (4 avril 2018), *Une nouvelle étude menée au Rwanda révèle une diminution de 40 % des violences commises par les pères à l'encontre de leur partenaire 2 ans après le début du programme MenCare*. <https://men-care.org/2018/04/04/fathers-rwanda-use-less-violence-new-study/>
- 385 D. K. Evans et al. (2015), *Health-Care Worker Mortality And The Legacy Of The Ebola Epidemic*. *The Lancet Global Health*, 3. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(15\)00065-0](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(15)00065-0)
- 386 En 2013, la pénurie mondiale d'agents de santé atteignait 17,4 millions, dont 2,6 millions de médecins et 9 millions de sages-femmes et d'infirmiers et infirmières. UNESCO (2017), *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2017/8*, op. cit.
- 387 K. Hodal (2016), *UN warns universal education goal will fail without 69 million new teachers*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/global-development/2016/oct/05/un-universal-education-goal-fail-69-million-new-teachers-unesco>.
- 388 Au Sénégal, on compte 0,07 médecin pour 1 000 personnes, soit 1 pour 14 285 personnes. Banque mondiale, *Médecins (pour 1000 personnes)* <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.MED.PHYS.ZS> Recommandation de l'OMS de 1 médecin pour 1 000 personnes, Organisation mondiale de la Santé (WHO) (2018), *Density of physicians (total number per 1000 population, latest available year)* http://www.who.int/gho/health_workforce/physicians_density/en/
- 389 L. Addati et al. (2018), *Prendre soin d'autrui : un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*, op. cit.
- 390 Ibid.
- 391 Indicateurs pour l'ODD 10 : <https://medium.com/sdgs-resources/sdg-10-indicators-c52f0eae5d4e>
- 392 Les coûts pour atteindre les 17 ODD sont estimés à 360 milliards de dollars pour les pays à revenu faible et à 944 milliards de dollars pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. G. Schmidt-Traub (2015), *Investment Needs to Achieve the Sustainable Development Goals*. Sustainable Development Solutions Network. <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2015/09/151112-SDG-Financing-Needs.pdf>
- 393 Les chiffres sur le déclin des taux d'imposition aux États-Unis sont extraits de T. Piketty (2014), *Le Capital au XXIe siècle*. op. cit.
- 394 Calculs pour 123 pays en développement issus de la base de données sur l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018. M. Lawson et M. Martin (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018*, op. cit.
- 395 E. Berkhout (2016), *La bataille des paradis fiscaux : Droit dans le mur : l'impasse de la concurrence fiscale*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/tax-battles-the-dangerous-global-race-to-the-bottom-on-corporate-tax-620159> et G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*, op. cit.
- 396 R. Toplensky (11 mars 2018), *Multinationals pay lower taxes than a decade ago*. *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/2b356956-17fc-11e8-9376-4a6390addb44>. Le Financial Times a examiné les taux d'impôts payés par les 10 plus grandes entreprises publiques au regard de la capitalisation du marché dans chacun

- des 9 secteurs. Les taux d'imposition déclarés par les 10 multinationales avec les plus grandes réserves de trésorerie offshore ont également été examinés.
- 397 A. Shorrocks, J. Davies et R. Lluberias (2018), *Global Wealth Report*. op. cit.
- 398 FMI (2016), Fiscal Monitor: (2013), *Taxing Times*.
<https://www.imf.org/en/Publications/FMI/Issues/2016/12/31/Taxing-Times> et M. Lawson et M. Martin (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018*, op. cit.
- 399 Pour une analyse plus complète de la mesure dans laquelle les pays exploitent effectivement leur potentiel fiscal, voir l'*Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018* d'Oxfam et DFI.
- 400 K. Scheve et D. Stasavage (2016), *Taxing the Rich*, op. cit.
- 401 Données de Tax Foundation.
https://github.com/TaxFoundation/data/blob/master/OECD-corporate-income-tax-rates/OECD_corp_income_tax_rates_1981-2015.csv#L1
- 402 K. Alavutunki et al. (2018), *The Effects of the Value-Added Tax on Revenue and Inequality*. The Journal of Development Studies, pp. 1-19.
<https://doi.org/10.1080/00220388.2017.1400015>
- 403 Source : Calcul d'Oxfam basé sur les données de : N. Lustig (2017), *The Impact of the Tax System and Social Spending on Income Distribution and Poverty in Latin America*. An application of the methodological framework by the Commitment to Equality Project (CEQ) ; pour les détails, voir R. Cañete-Alonso (2018), *Captured Democracy: Government for the Few*. Oxfam et CLACSO.
https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/captured_democracy_executive_summary.pdf
- 404 Pour une discussion sur la manière dont la progressivité de l'impôt sur les sociétés est sapée, voir E. Berkhout (2016), *La bataille des paradis fiscaux : Droit dans le mur : l'impasse de la concurrence fiscale*, op. cit.
- 405 Pour une discussion sur l'ampleur de l'évasion fiscale des plus riches, voir G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*, op. cit. Pour une discussion sur les bas niveaux de recouvrement des impôts sur le revenu des particuliers, voir Lawson et M. Martin (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018*, op. cit.
- 406 OECD Stat. Statistiques des recettes publiques – pays de l'OCDE : Tableaux comparatifs. <https://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?datasetcode=REV&lang=fr>
- 407 Groupe de la Banque mondiale (2016), *Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality*. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0958-3>
- 408 Les différents impôts ne réduisent que de 2,5 points le coefficient de Gini, qui reste stable malgré une augmentation des inégalités, selon une étude menée dans quinze pays riches entre 1985 et 2013. K. Caminada, J. Wang, K. Goudswaard et C. Wang (2017), *Income Inequality and Fiscal Redistribution in 47 LIS-countries, 1967-2014*. Luxembourg Income Study (LIS) Working Paper Series No. 724.
<http://www.lisdatacenter.org/wps/liswps/724.pdf>
- 409 C. Isidore (2013), *Buffett says he's still paying lower tax rate than his secretary*, op. cit.
- 410 Sources : Brésil, INESC (2015), « Mineração e (in)justiça tributária no Brasil ». Nota Técnica 184. Disponible à l'adresse :
<http://www.inesc.org.br/noticias/biblioteca/publicacoes/notas-tecnicas/nts-2015/nota-tecnica-184-mineracao-e-in-justica-tributaria-no-brasil/view>. Et UK Office for National Statistics (2018), *Effects of taxes and benefits on household income*
<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/personalandhouseholdfinances/incomeandwealth/datasets/theeffectsoftaxesandbenefitsonhouseholdincomefinancialeareending2014> Table 14: Average incomes, taxes and benefits by decile groups of ALL households (ranked by UNADJUSTED disposable income), 2016/17.
- 411 D. Pimentel et al. (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*, op. cit.
- 412 A. Berg (2018), *Should we fear the Robot Revolution?* Document de travail du FMI WP/18/116 <file:///C:/Users/mlawson/Downloads/wp18116.pdf>

- 413 D. Pimentel et al. (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*, op. cit.
- 414 FMI (2013), *Fiscal Monitor, Taxing Times*, op. cit.
- 415 Banque mondiale (2016), *Taking on Inequality, Poverty and Shared Prosperity 2016*. Dernière visite le 7 novembre 2017 sur <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0958-3>
- 416 P. Toynbee (18 septembre 2018), *The African youth boom: what's worrying Bill Gates*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/global-development/2018/sep/18/the-african-youth-boom-whats-worrying-bill-gates>
- 417 *The Economist* (9 août 2016), *Overhaul tax for the 21st century*. <https://www.economist.com/leaders/2018/08/09/overhaul-tax-for-the-21st-century>
- 418 R. Fuentes-Nieva et N. Galasso (2014), *En finir avec les inégalités extrêmes : Confiscation politique et inégalités économiques*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/working-for-the-few-political-capture-and-economic-inequality-311312>
- 419 R. Cañete-Alonso (2018), *Captured Democracy: Government for the Few*. Oxfam et CLACSO, op. cit.
- 420 Groupe de la Banque mondiale (2016), *Poverty and Shared Prosperity 2016*, op. cit.
- 421 T. Piketty (2014), *Le Capital au XXIe siècle*. Paris : Éditions du Seuil. <https://doi.org/10.4159/9780674369542>
- 422 FMI (2013), *Taxing Times*. <https://www.imf.org/en/Publications/FM/Issues/2016/12/31/Taxing-Times>
- 423 *Oxfam au Bangladesh et SUPRO. Fair Tax Monitor – Bangladesh (2018)*. Publication à venir. Pages 14 et 15.
- 424 Un particulier type possédant 1 million de roupies (14 000 dollars) a payé 1 832 roupies (25 dollars) d'impôts au lieu de 14 560 roupies (204 dollars). Oxfam Inde (mars 2018), *On some implications of wealth taxes and inequality*. Document d'orientation politique 29. https://www.oxfamindia.org/sites/default/files/PB_On%20Some%20Implications%20of%20Wealth%20Taxes%20on%20Inequality%20in%20India.pdf
- 425 Ibid.
- 426 P. Espinoza Revollo et al (2019), *Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique*, op. cit.
- 427 À propos de la campagne Move Humanity : <https://movehumanity.org/>
- 428 J. D. Ostry, A. Berg et C. G. Tsangarides (2014), *Redistribution, Inequality, and Growth*. op. cit.
- Une autre étude du FMI révèle que le point d'inflexion auquel une redistribution supérieure commence à nuire à la croissance économique est un coefficient de Gini inférieur à 0,27 ; seule une poignée de pays européens ont à l'heure actuelle un niveau d'inégalité aussi bas. F. Grigoli et A. Robles (2017), *Inequality Overhang*. Document de travail du FMI n° 17/76. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2017/03/28/Inequality-Overhang-44774>
- Concernant la marge d'augmentation de la fiscalité des riches dans les pays, voir FMI (2013), *Fiscal Monitor: Taxing Times*, op. cit. et FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*, op. cit.
- 429 Selon Piketty, les hautes rémunérations reflètent davantage une manne exceptionnelle (du fait du pouvoir de négociation dont usent les hauts responsables pour négocier d'énormes bonus) que des efforts supplémentaires. Un taux d'imposition élevé ne devrait donc pas avoir beaucoup d'incidence sur les efforts déployés. T. Piketty, E. Saez et S. Stantcheva (2011), *Optimal Taxation of Top Labor Income: A Tale of Three Elasticities*. Document de travail du NBER, n° 17616. <http://www.nber.org/papers/w17616>

- 430 Oxfam et Development Finance International (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018*, op. cit.
- 431 B. Brys et al. (2016), *Tax Design for Inclusive Economic Growth*. OCDE
- 432 Ibid. et T. Piketty (2014), *Le Capital au XXIe siècle*, op. cit.
- 433 Voir par exemple C. Dubay (2010), *The Case Against the Death Tax*, op. cit ; et les citations de Kit Bond. https://www.brainyquote.com/quotes/kit_bond_348278, dernière visite le 6 décembre 2018.
- 434 *The Economist* (2017), *Taxing Inheritances is Falling out of Favour* <https://www.economist.com/briefing/2017/11/23/taxing-inheritances-is-falling-out-of-favour> [paywall]
- 435 R. Cañete-Alonso (2018), *Captured Democracy: Government for the Few*. Oxfam et CLACSO, op. cit.
- 436 Ibid. et K. Scheve et D Stasavage (2016), *Taxing the Rich*. Russell Sage Foundation.
- 437 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*, op. cit. Reportez-vous à la note méthodologique du rapport Davos 2018 d'Oxfam pour obtenir une explication du mécanisme suivi ; D. Hardoon et al. (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. Note méthodologique, op. cit..
- 438 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*, op. cit.
- Voir aussi : D. Hardoon et al. (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent : Note méthodologique* ; A. Alstadsæter et al. (2017), *Tax Evasion and Inequality*. op. cit.
- 439 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*, op. cit.
- 440 CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) (2015), *World Investment Report 2015: Reforming international investment governance*. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015_en.pdf.
- D'autres estimations du coût de l'évasion fiscale des entreprises pour les pays en développement s'échelonnent de 47 à 200 milliards de dollars, voir : E. Crivelli, R. A. De Mooij et M. Keen (2015), *Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries*. op. cit. ; T. R. Tørsløv, L. S. Wier et G. Zucman (2018), *The Missing Profits of Nations*. op. cit. Voir en particulier l'Annexe C.4d de ce dernier, disponible ici : <http://gabriel-zucman.eu/files/TWZ2018Appendix.pdf>.
- 441 C. Godfrey (2014), *Petits arrangements entre amis : Pourquoi la réforme fiscale internationale n'inquiète pas encore les entreprises championnes de l'évasion fiscale*. Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/business-among-friends-why-corporate-tax-dodgers-are-not-yet-losing-sleep-over-316405>
- 442 E. Berkhout (2016), *La bataille des paradis fiscaux : Droit dans le mur : l'impasse de la concurrence fiscale*. op. cit.
- 443 Ibid.
- 444 Banque mondiale (non daté), *Enterprise Surveys: Gender*. <http://www.enterprisesurveys.org/Data/ExploreTopics/gender>
- 445 K. A. Lahey (2018), *Gender, Taxation and Equality in Developing Countries*. op. cit.
- 446 M. Stephenson (2018), *Guide rapide sur la budgétisation sensible au genre*. Oxfam. <https://doi.org/10.21201/2017.1848>
- 447 J. G. Stotsky (2016), *Gender Budgeting: Fiscal Context and Current Outcomes*. Document de travail du FMI 16/149. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Gender-Budgeting-Fiscal-Context-and-Current-Outcomes-44132> et KPMG (2018), *South Africa: VAT rate increases to 15%, effective April 2018*. <https://home.kpmg.com/xx/en/home/insights/2018/02/tnf-south-africa-vat-rate-increase-to-15-percent-effective-april-2018.html>

- 448 N. Andersen (2018), *Sanitary products, nappies and more: Treasury announces new VAT zero-rated items*. *The South African*. <https://www.thesouthafrican.com/sanitary-products-nappies-treasury-vat-zero-rated/>.
- 449 M. K. Justensen et C. Bjornskov (2014), *Exploiting the Poor: Bureaucratic corruption and poverty in Africa*. Document de travail d'Afrobarometer n° 139. <https://www.files.ethz.ch/isn/151822/afropaperno139.pdf>
- 450 B. J. Fried, P. Lagunes et A. Venkataramani (2010), *Corruption and Inequality at the Crossroad: Correlation between corruption and inequality: A Multi-Method Study of Bribery and Discrimination in Latin America*. *Latin American Research Review*, 45(1): 76-97. <https://doi.org/10.1353/lar.0.0107>
- 451 Les études empiriques démontrent systématiquement que les personnes les plus pauvres paient le plus de pots-de-vin en pourcentage de leurs revenus. Par exemple, au Paraguay, les personnes pauvres dépensent 12,6 % de leurs revenus en pots-de-vin, contre 6,4 % pour les foyers à hauts revenus. Banque mondiale (2018c), *Combating Corruption*. <http://www.worldbank.org/en/topic/governance/brief/anti-corruption>
- 452 J. Rheinby et M. Chene (2016), *Gender and Corruption: Topic Guide*. Transparency International. https://www.transparency.org/files/content/corruptionqas/Topic_guide_gender_corruption_Final_2016.pdf
- 453 N. Hossain, C. Nyamu Musembi et J. Hughes (2010), *Corruption, Accountability and Gender: Understanding the Connections*. UNIFEM et PNUD. <http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/womens-empowerment/corruption-accountability-and-gender-understanding-the-connection/Corruption-accountability-and-gender.pdf>
- 454 *The Economist* (2018), *London's financial flows are polluted by laundered money*. <https://www.economist.com/leaders/2018/10/11/londons-financial-flows-are-polluted-by-laundered-money>
- 455 Groupe d'action financière – Groupe Egmont (2018), *Concealment of Beneficial Ownership*. <http://www.fatf-gafi.org/publications/methodsandtrends/documents/concealment-beneficial-ownership.html>
- 456 B. Torgler et al. (2008), *Causes and Consequences of Tax Morale: An Empirical Investigation*. *Economic Analysis & Policy*, Volume 38, n° 2, septembre 2008, pp. 313–339. [https://doi.org/10.1016/S0313-5926\(08\)50023-3](https://doi.org/10.1016/S0313-5926(08)50023-3)
- 457 R. Jovine et R. Cañete (2017), *Se Buscan: Recursos para Garantizar Derechos*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/es/republica-dominicana/republica-dominicana-eliminar-el-malgasto-publico-para-garantizar-derechos>
- 458 M. Manuel, H. Desai, E. Samman et M. Evans (2018), *Financing the end of extreme poverty*. Overseas Development Institute (ODI). <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12411.pdf> p. 33.
- 459 G. Gertz et H. Kharas (2018), *Leave No Country Behind: Ending poverty in the toughest places*. Global Economy & Development Working Paper 110. Brookings Institution. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/02/leave_no_country_behind_working_paper.pdf
- 460 G-M. Lange, Q. Wodon et K. Carey (eds) (2018), *The Changing Wealth of Nations 2018: Building a Sustainable Future*. Banque mondiale <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29001> p. 46.
- 461 W. Rodney (1973), *How Europe Underdeveloped Africa*. Bogle-L'Ouverture Publications <http://abahlali.org/files/3295358-walter-rodney.pdf>
- 462 Eurodad (2013), *Giving with one hand and taking with the other - Europe's role in tax-related capital flight from developing countries*. <https://eurodad.org/takingwithonehand2013>
- 463 G. Adams et D. Rosche (2016), *Le rôle de l'aide dans le monde post-2015 : Redevabilité et appropriation*, op. cit.

- 464 Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations unies pour le développement, Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations unies, 24 octobre 1970, paragraphe 43. À noter que les membres du CAD de l'OCDE ont globalement accepté la cible de 0,7 % pour l'APD, du moins en tant qu'objectif à long terme, à quelques exceptions notables : La Suisse (qui n'était pas membre des Nations unies avant 2002) n'a pas adopté la cible, et les États-Unis ont déclaré qu'ils ne souscrivaient pas à des cibles ou à des calendriers spécifiques, même s'ils soutiennent les objectifs plus généraux de la résolution.
- 465 Ces cinq pays sont la Suède, la Norvège, le Royaume-Uni, le Luxembourg et le Danemark. OCDE (2017), *L'aide au développement reste stable et les apports aux pays les plus pauvres augmentent en 2017*. <http://www.oecd.org/fr/presse/l-aide-au-developpement-reste-stable-et-les-apports-aux-pays-les-plus-pauvres-augmentent-en-2017.htm>
- 466 Development Initiatives (2018), *Investments to End Poverty 2018*. <http://devinit.org/post/investments-to-end-poverty-2018/>, p. 104.
- 467 M. Manuel et al. (2018), *Financing the end of extreme poverty*. op. cit. p. 29.
- 468 UNESCO (2015a), *Éducation pour Tous 2000-2015 : Progrès et Enjeux*. op. cit. p. 21
- 469 T. de Chaisemartin (2017), *L'action du GPE à l'appui de l'enseignement et des apprentissages*. Note d'orientation du Partenariat mondial pour l'éducation. <https://www.globalpartnership.org/fr/content/laction-du-gpe-lappui-de-lenseignement-et-des-apprentissages>
- 470 UNESCO (2015b), *Genre et EPT 2000-2015 : progrès et enjeux, Résumé sur l'égalité entre les sexes*. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000234809_fre
- 471 Development Initiatives (2018), *Investments to End Poverty 2018*. op. cit. p. 47.
- 472 Groupe de travail interinstitutionnel des Nations unies sur le financement des seuils de protection sociale (2017), mené par l'OIT.
- 473 Oxfam (2018a), *Doubling down on 'DRM': Are We Making the Right Bets?* https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/DOUBLING_DOWN_ON_DRM_-_2018_LVC7aXc.pdf
- 474 G. Adams et D. Rosche (2016), *Le rôle de l'aide dans le monde post-2015 : Redevabilité et appropriation*. Oxfam International. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/accountability-and-ownership-the-role-of-aid-in-a-post-2015-world-619839>
- 475 OCDE (2018), *Aid to gender equality and women's empowerment: An overview*. <http://www.oecd.org/dac/gender-development/Aid-to-gender-overview-2018.pdf>
- 476 T. Jones (2015), *The new debt trap: How the response to the last global financial crisis has laid the ground for the next*. https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2015/07/The-new-debt-trap_07.15.pdf
- 477 Gouvernement du Kenya Estimates of Recurrent Expenditure of the Government of Kenya for the year ending 30 June 2019. <http://www.treasury.go.ke/component/jdownloads/send/198-2018-2019/1055-recurrent-budget-volume-i.html>
- 478 *The Economist* (15 septembre 2018), *Zambia's looming debt crisis is a warning for the rest of Africa*. <https://www.economist.com/leaders/2018/09/15/zambias-looming-debt-crisis-is-a-warning-for-the-rest-of-africa>
- 479 Jubilee Debt Campaign (2018), *Africa's growing debt crisis: Who is the debt owed to?* https://jubileedebt.org.uk/wp/wp-content/uploads/2018/10/Who-is-Africa-debt-owed-to_10.18.pdf
- 480 FMI (1er août 2018), *List of LIC DSAs for PRGT-Eligible Countries*. <https://www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf>
- 481 *The Economist* (15 septembre 2018), *Zambia's looming debt crisis is a warning for the rest of Africa*, op. cit.
- 482 P. Fabricius (20 septembre 2018), *Indebted Africa returns to the International Monetary Fund*. Institute for Security Studies. <https://issafrica.org/iss-today/indebted->

[africa-returns-to-the-international-monetary-fund](#). Ce problème n'est toutefois pas propre à l'Afrique, des pays comme le Pakistan se tournant à nouveau vers le FMI dans une situation de grave surendettement.

483 C. Mariotti et al. (2017), *Great expectations: is the IMF turning words into action on inequality?* op. cit.

484 I. Ortiz et M. Cummins (2013), *Austerity Measures in Developing Countries*. op. cit.

485 Voir par exemple : Oxfam (1999), *IMF: Wrong Diagnosis, Wrong Medicine*.

Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN) (2004), *The Policy Roots of Economic Crisis and Poverty: A Multi-Country Participatory Assessment of Structural Adjustment*. http://www.saprin.org/SAPRI_Findings.pdf

L. Beneria et S. Feldman (1992), *Unequal Burden: Economic Crises, Persistent Poverty and Women's Work*. Boulder : Westview Press.

486 L. Ndiimana et J. Boyce (2002), *Public Debts and Private Assets: Explaining Capital Flight from Sub-Saharan African Countries*. Political Economy Research Institute (PERI), document de travail n° 32. University of Massachusetts Amherst. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=333765

487 M. Vervynckt et M. Romero (2017), *Public-Private Partnerships: Defusing the ticking time bomb*. Eurodad. <https://eurodad.org/files/pdf/1546817-public-private-partnerships-defusing-the-ticking-time-bomb-.pdf>

488 Selon Evans (2018), cela repose sur trois aspects : la hausse des recettes publiques (investies dans l'emploi, les compétences grâce à une meilleure éducation et la redistribution) ; la démocratisation ; et les mouvements sociaux. Ces mouvements sociaux ont permis au grand public de s'intéresser à ce que faisaient les pays voisins et de constater que des groupes organisés et capables de se faire entendre pouvaient renouveler les gouvernements et leur demander des comptes. Cela a contribué à un effet domino au niveau régional, les citoyens ne s'autorisant enfin à croire en des alternatives au statu quo politique et osant œuvrer pour le changement dans leur propre pays. A. Evans (2018), *Politicising Inequality: The Power of Ideas*. *World Development*, 110. https://www.researchgate.net/publication/321807746_Politicising_Inequality_The_Power_of_Ideas

489 B. Mwangi (20 janvier 2015), *#OccupyPlayGround: police used teargas on our children, but for now we celebrate the win*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2015/jan/20/occupyplayground-police-used-teargas-on-our-children-but-for-now-we-celebrate-the-win>

490 U. Goni (2016), *Argentina's women joined across South America in marches against violence*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2016/oct/20/argentina-women-south-america-marches-violence-ni-una-menos>

491 S. James (8 mars 2018), *Decades after Iceland's 'day off', our women's strike is stronger than ever*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/mar/08/iceland-global-womens-strike-protest>

492 Voir www.fightinequality.org

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk/)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Membre observateur :
KEDV (Oxfam Turquie)